

Après la visite  
de M. Trudeau à La Havane  
Le Canada et Cuba  
vont resserrer leurs liens  
LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,40 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Liban, 1 L.L. ; Israël, 10 N.S. ; Égypte, 11 fr. ;  
Congo, 50 fr. ; Bénin, 50 fr. ; Niger, 50 fr. ;  
Soudan, 22 S.S. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; France,  
18 fr. ; Iran, 45 R.S. ; Italie, 250 L. ; Japon, 120 y. ;  
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,25 kr. ; Pays-Bas,  
0,90 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.R.S.S., 65 kopecks ; Yougoslavie, 10 d. din.  
Tarif des abonnements page 26  
5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS - CEDEX 05  
C.C.P. 6297-23 Paris  
Téléx Paris n° 82472  
Tél. : 770-91-29

## LES DEUX CONFLITS D'AFRIQUE

### ANGOLA : Moscou « ne s'oppose pas à la recherche d'un règlement négocié »

#### Un gendarme au sud de l'équateur ?

M. Vorster et ses amis politiques, inquiétés par l'extension de la guerre civile angolaise, hésitent entre la fermeté et l'esprit de conciliation. A quelques jours d'intervalle, le gouvernement de Pretoria vient de mettre en évidence les contradictions auxquelles il doit faire face, sans parvenir à les surmonter.

Samedi, quarante-huit heures après l'ouverture de la session du Parlement, M. Piet Botha, ministre sud-africain de la défense, annonçait que son gouvernement retirait les troupes engagées à l'intérieur du territoire angolais, pour ne plus les utiliser qu'à la seule protection du Sud-Ouest Africain, administré comme une province de la République. Le lendemain, on apprenait que les parlementaires sud-africains s'apprêtaient à adopter un projet de loi prévoyant l'utilisation éventuelle du contingent à l'extérieur des frontières, « au sud de l'équateur ».

Ce brusque retournement s'explique sans doute par l'évolution de la guerre d'Angola. Le succès de l'offensive des forces du Mouvement populaire de libération (M.P.L.A.), solidement appuyées par des éléments cubains dotés d'un armement soviétique perfectionné, inquiète beaucoup Pretoria. Non seulement les troupes du Front démocratique de libération (F.D.L.) refusent en désordre en direction de la frontière du Zaïre, mais le M.P.L.A. a commencé à lancer une partie importante des ses offensives contre ceux de l'UNITA, implantés dans la partie méridionale du territoire angolais, frontaliers de la Namibie. L'UNITA a déjà essayé de cuisiner revers, et la discorde s'est installée dans le camp des adversaires du M.P.L.A. soldats de l'UNITA et du F.D.L. étaient récemment, à plusieurs reprises, affrontés à nouveau sur le terrain.

Dans l'immédiat, les victoires du M.P.L.A. plaident en faveur d'une agression de la Zaire et de la Namibie, des pays comme le Gabon et le Mali, dont les dirigeants sont réputés modérés, paraissent également en première ligne. C'est donc tout l'équilibre politique de l'Afrique australe qui paraît devoir être mis en cause en cas d'écroulement des mouvements contestataires des M.P.L.A. Les dirigeants que les Sud-Africains s'apprêtent à arrêter s'inscrivent dans cette perspective.

La brusque aggravation de la situation en Rhodésie, où la guérilla vient de reprendre, la persistance de la tension entretenue en Namibie par les nationalistes noirs de la South West African People's Organization (SWAPO), ne sont évidemment pas de nature à engager Pretoria sur la voie de la désescalade. La menace qui pèse sur l'ensemble des frontières de la République ne cesse ainsi de s'accroître. Compte tenu des difficultés récemment rencontrées par M. Samora Machel au Mozambique, où des éléments contestataires reprochent au chef du gouvernement son attitude conciliante à l'égard de Pretoria, on comprend la psychologie d'encerclement qui pousse M. Vorster et son équipe.

Au Portugal

LE QUOTIDIEN « REPUBLICA »  
SERA RENDU À SON ANCIENNE  
ADMINISTRATION

(Lire page 6.)

### SAHARA : les gouvernements arabes multiplient les efforts de médiation

La situation demeure grave au Sahara occidental, mais les autorités algériennes et marocaines n'ont pas fait état, jeudi matin 29 janvier, de nouveaux combats dans la région d'Amgala, où de violents affrontements ont opposé, mercredi, une unité de l'armée algérienne aux forces marocaines. Le gouvernement chérifien a annoncé la capture de vingt-neuf soldats algériens et précisé que le chef de l'unité avait été tué. D'après un responsable du Polisario, les forces marocaines engagées à Amgala ont « rebrousse chemin ». D'autre part, selon Alger,

l'aviation marocaine a bombardé des villages et des camps de réfugiés dans les régions d'Arkoub et de Dakhla.

Le conflit algéro-marocain continue de préoccuper les capitales arabes, et la journée de mercredi a été marquée par une intense activité diplomatique. Des émissaires syrien et irakien sont arrivés à Alger et sont attendus à Rabat. Le vice-président égyptien, M. Hosni Moubarak, a quitté Le Caire jeudi matin à destination d'Alger, de Rabat et de Nouakchott.

#### Alger miserait sur la Syrie et l'Irak

De notre correspondant

Alger. — Alors que les combats reprennent mercredi « avec violence », précédés-on à Alger, entre éléments armés marocains et algériens, autour d'Amgala, la capitale algérienne recevait deux « médiateurs » arabes. Le vice-premier ministre syrien, M. Haidar al-Attar, accompagné du chef de l'état-major des armées syriennes, le général Ech Chihadi, et le ministre de l'Information irakien M. Tariq al-Dar. Le même jour, le président Boumedienne adressait trois messages, l'un aux chefs d'état des pays non alignés, le second aux chefs d'état des pays socialistes, le troisième aux chefs d'état occidentaux, exposant les thèses de son pays sur le conflit en cours.

Après avoir fait l'historique de l'affaire du Sahara occidental depuis les résolutions de l'ONU jusqu'aux développements actuels, le président Boumedienne déclarait dans le message aux chefs d'état des pays non alignés : « L'exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui constitue le moyen le plus approprié pour un règlement pacifique du problème du Sahara occidental. La politique du gouvernement algérien porte à cet égard le sceau de l'adhésion et de la fidélité à ce principe. (...) Des témoignages multiples et concordants sur la lutte du peuple sahraoui ont montré sa détermination à faire prévaloir son droit à l'existence nationale et à démentir toutes les allégations tendancieuses visant à nier ses aspirations. »

(Interim.)

(Lire la suite page 4.)

#### Rabat dénonce une « intervention délibérée »

De notre correspondant

Rabat. — C'est de Fès, où il réside depuis quelques jours, que le roi Hassan II a suivi l'évolution de la situation après les combats à Amgala et dans la région environnante. La participation d'éléments de l'Armée nationale populaire algérienne (A.N.P.) à ces affrontements, avec, précédés-on ici, de l'armement lourd et de l'artillerie, n'a pas été une surprise pour les dirigeants marocains, étant données les concentrations de troupes et de matériel qui avaient pu être observées en Algérie, dans la région de Tindouf et à la frontière sud-est du Maroc. Mais on pensait que les responsables algériens n'iraient pas jusqu'à s'engager dans un conflit armé. A plusieurs reprises, cet espoir avait été exprimé à Rabat. Il y a peu de temps encore, le premier ministre marocain, M. Ahmed Osman, le formulait de nouveau à Paris.

#### Un pas décisif

Or les combats d'Amgala ont révélé que le pas décisif avait été franchi, et qu'une situation préoccupante a été créée, dont la responsabilité incombait à Alger. C'est, semble-t-il, ce qu'a dit en substance, le 28 janvier, le ministre marocain des affaires étrangères, le Dr Ahmed Laraki, aux ambassadeurs à Rabat des Cinq Grands du Conseil de sécurité : les Etats-Unis, la Chine, l'U.R.S.S., la France et la Grande-Bretagne, ainsi qu'aux ambassadeurs des pays arabes.

Ce sont aussi vraisemblablement les mêmes préoccupations que le roi Hassan II a exprimées le même jour dans ses conversations téléphoniques avec le président Bourguiba, l'émir du Koweït et le président égyptien. La veille, le souverain s'était entretenu avec le président Sadate. Il doit

recevoir le ministre irakien de l'Information, M. Aziz Tarik, arrivé au Maroc porteur d'un message du président de la République d'Irak.

#### Vingt-neuf prisonniers

Ce chassé-croisé diplomatique, révélateur d'efforts entrepris pour éviter une nouvelle escalade, s'est déroulé tandis que les combats continuaient, durant la journée du 28 janvier, et qu'ils confirmaient, selon les indications recueillies dans la capitale marocaine, un engagement algérien des plus significatifs. Le nombre de militaires algériens faits prisonniers est en effet de vingt-neuf, soit dix-sept de plus qu'un premier bilan établi après que les Marocains se furent rendus maîtres d'Amgala (le Monde du 29 janvier). Tous appartenant au 41<sup>e</sup> bataillon de l'A.N.P., dont le commandement est assuré par le colonel Bel Houcheil, qui accompagnait le général Glap au cours de sa récente tournée en Algérie. Les éléments de bataillon engagés à Amgala et dans sa région avaient à leur tête le lieutenant Onas, qui a trouvé la mort dans les combats. Ces derniers, dit-on également ici, ont été très durs. Un officier espagnol a aussi été fait prisonnier : il avait été entraîné, a précisé un communiqué du ministère de l'Information, par le Polisario, et obligé à combattre dans ses rangs.

Situé à 45 kilomètres environ au sud-est de Smara, Amgala se trouve sur l'itinéraire menant de Smara à El-Moghrabin, à environ 100 kilomètres plus de 300 kilomètres du territoire algérien. Cela rend plus flagrante encore aux yeux des Marocains l'intervention armée de l'Algérie.

LOUIS GRAVIER.

## Violences et institutions

par ALFRED GROSSER

Contrôles routiers, camions-citernes vidés, voies de chemin de fer coupées : « On nous a poussés à bout ». Hier la Corse. Les coups de feu et les morts en uniforme. On nous a provoqués à la violence ouverte en passant de devenir moyen habituel de lutte sociale ?

Pourtant la violence a rarement été aussi peu invoquée, aussi peu pratiquée dans la lutte pour le pouvoir. Le parti communiste la réprouve. L'extrême gauche n'y recourt plus guère.

La cause la plus apparente est simple à exposer. D'un côté, la grande majorité des citoyens détestent la violence, surtout quand elle est pratiquée au nom d'un groupe auquel on n'appartient pas. Pour un parti qui veut obtenir des voix dans la plupart des secteurs de la société, le recours à la violence ne serait guère rentable.

En même temps, la violence est bel et bien rentable à cause de son impact sur l'opinion et sur le pouvoir. Une motion, une pétition, une démarche pacifique, la télévision n'en parlent guère.

(Lire la suite page 8.)

Jacques Lizot

## LE CERCLE DES FEUX

Faits et dits des Indiens yanomami

Coll. Recherches anthropologiques dirigée par R. Guldieri 256 pages 35 F

SEUIL

"Passionnant d'un bout à l'autre comme un grand roman d'aventures... ce livre fourmille d'informations ethnographiques, la vie indienne y jaillit en même temps dans la continuité de son rythme, dans sa tendresse, sa cocasserie, sa violence."

Pierre Clastres  
Les Nouvelles Littéraires

AU JOUR LE JOUR

### QUALITÉ

Un lecteur me fait part d'une suggestion intéressante, que je transmets à qui de droit. La France, mère des arts, des armes et des lois, s'illustre surtout par la qualité de la vie dépendant donc, pour beaucoup de Français, de la vente de ces armes. N'y aurait-il pas lieu de donner plus d'attrait pour nos clients éventuels à la perspective de leur français ?

Nous avons un ministère de la qualité de la vie. Pourquoi ne pas créer, pour le commerce extérieur, au moins un secrétariat d'Etat à la qualité de la mort ?

ROBERT ESCARPIT.

### « FRÈLE BRUIT », DE MICHEL LEIRIS

#### Un poète de l'autobiographie

« Biffures », « Fourbis », « Filigranes », « Frêle bruit », ces quatre titres aux sonorités cabalistiques de Michel Leiris, et ils le resteront. Ils désignent une des œuvres les plus considérables de notre temps, et une longue, haute et exigeante entreprise.

Reprendre sa vie aujourd'hui, on ne fait plus que ça. Appuyées sur le magnétophone, agglutinées par un questionnaire, les autobiographies prolifèrent. Elles valent comme documents, comme témoignages, comme explication critique s'il s'agit d'un écrivain. Elles appartiennent rarement à la littérature, qui en compte pourtant de grandes : « Essais » de Montaigne, « Confessions » de Rousseau, « Mémoires d'outre-tombe »...

Si différente de celles-ci que soit l'autobiographie de Michel Leiris, c'est sur leur rayon qu'on rangera « la Règle du jeu », titre général des quatre livres cités. Le premier sort en 1948. Un intervalle de près de dix années sépare chacun des suivants. Toute la maturité d'un homme acharné à se trouver pour mieux vivre, et qui finit par transformer sa vie en poésie.

Quatre ans de moins qu'Aragon, quatre ans de plus que Sartre. Le surréalisme marque Michel Leiris comme plus tard l'existentialisme. Mais l'attention qu'il prête au langage, son art subtil de la compo-

sition, le rapprochent tantôt d'un Beckett et tantôt d'un Claude Simon. Ecrivain de vocateur, ses débuts le prouvent, il bifurque vers l'ethnologie. Un temps, l'écriture semble lui être un violon d'Ingres. Il publie tard et rarement, sans tapage. « Fourbis » lui vaut pourtant le prix des Critiques, et des connaisseurs aussi sûrs que Maurice Nadeau et Maurice Blanchot l'ont vite repéré. Mais c'est comme un morce qui s'achève, on s'aperçoit qu'elle est oncre au cœur de notre siècle littéraire et qu'elle en relie les moments épars.

JACQUELINE PIATIER.  
(Lire pages 18 et 19  
les articles de MICHEL BUTOR,  
PHILIPPE LEJEUNE  
et l'entretien de MICHEL LEIRIS  
avec J.-L. DE RAMBURES.)

#### LE CONSEIL DE L'EUROPE SE PRONONCE SUR LES DROITS DU MALADE

Des parlementaires redoutent un glissement vers l'euthanasie  
(Lire nos informations page 8.)

# PROCHE-ORIENT

## Tribune internationale L'ignoble répression en Iran

par BILL NASH et JOHN NATKINSON (\*)

L'IRAN est un pays où abondent les prisonniers politiques. Le Shah et son régime refusent de divulguer des informations concernant le nombre total de ces prisonniers, que l'on estime entre vingt-cinq mille et cent mille. Quelle que soit la vérité, ce nombre est élevé et les procès et les sentences ont, depuis quelques années, un retentissement international. La peine capitale est chose commune, la torture et les exécutions sommaires sont des faits établis dans de nombreux cas. Durant ces dernières années, des missions internationales ont été envoyées à Téhéran afin d'ouvrir des enquêtes, et toutes se sont heurtées au silence officiel. Le Shah se refuse à jouer les hôtes aux conférences internationales sur les droits de l'homme, prend des résolutions « progressistes » et apporte un puissant soutien verbal aux principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Mais quand il s'agit de son propre régime...

La récente exécution de deux prisonniers politiques a allongé la liste des suppliciés. Le public n'a pas été autorisé à assister au procès. Neuf prisonniers politiques avaient été abattus au début de 1975 sous prétexte de tentative d'évasion. Personne n'a jamais pu voir leurs corps ou prendre connaissance des actes de décès.

Nous sommes allés en août 1975 à Téhéran, au nom du Comité parlementaire britannique pour la défense des prisonniers politiques en Iran, pour enquêter sur les rumeurs et les allégations de mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques, et pour essayer d'obtenir des entrevues avec le plus grand nombre de prisonniers dont nous avions les noms.

Le ministère de la « justice » déclara tout ignorer des procès et nous dirigea vers le procureur militaire. Ce dernier nous renvoya au ministère des affaires étrangères, lequel nous recommanda de nous adresser au ministère de l'information. Faisant d'un personnage officiel à un autre, nous avons fini par perdre patience. L'aspect le plus surprenant de ce « mur » officiel fut que non seulement ces personnes déclaraient ne pas avoir la compétence nécessaire pour répondre aux questions, mais avaient toute connaissance sur le fonctionnement des tribunaux militaires, sur leur juridiction, leur procédure, etc.

L'ENQUÊTE que nous avons menée nous permit cependant de soutenir que les arrestations sont effectuées par la SAVAK, la police politique, et sont suivies d'une période de détention. Durant ce délai, les accusés subissent des interrogatoires sans que les avocats aient l'autorisation de les voir. Leurs familles, très tard, apprennent leur arrestation et sont, au plus, autorisées à les voir en prison. La détention préventive a lieu dans une des prisons spécialement aménagées à cet effet, notamment dans celle du « Comité » située au quartier général de la SAVAK. Si des précédents peuvent être pris en considération, ces prisonniers peuvent avoir l'occasion de faire connaissance avec quelques-uns des équipements électriques les plus sophistiqués du régime. Des rapports mentionnent un certain nombre d'appareils allant de « toaster » (grille-pain), plaque électrique chauffante, à celui qui inflige des chocs électriques aux organes génitaux. Si ces méthodes ne réussissent pas, la SAVAK tente d'extraire les « suspects » des suspects en faisant torturer sous leurs yeux, des membres de leurs familles. Dix jours avant la date fixée pour leur procès, les avocats sont autorisés à rencontrer leurs « clients ». Ces « défendeurs » ne sont pas des avocats classiques, mais des officiers d'active ou à la retraite choisis par le pouvoir. L'acte d'accusation est présenté sous forme écrite (alors que le dossier de la SAVAK est présenté oralement). Seules les déclarations des accusés sont admises, les témoins à décharge étant exclus d'office. Les inculpés ont, certes, le « privilège » de faire appel à la clémence du Shah...

Il est intéressant de noter que certains des avocats de la défense, malgré le fait qu'ils ont été choisis par le pouvoir, ont été traduits devant les tribunaux et condamnés pour sympathie à l'égard de leurs clients. La cour elle-même subit des pressions pour prononcer la peine de mort. On nous a rapporté qu'à Téhéran le président d'un tribunal militaire refusa de prononcer la peine de mort. Peu après, il fut arrêté.

Le tribunal militaire et la cour d'appel se réunissent à huis clos. La presse, sévèrement censurée, n'a d'autre choix que de publier des « informations » fournies par le régime.

Il est aussi intéressant de noter que dans nos recherches, avant et pendant notre séjour à Téhéran, nous n'avons eu connaissance d'aucun acquittement prononcé par un tribunal militaire. D'autres observations que nous, qui ont eu la chance d'assister à des procès, ont pu se rendre compte que des inculpés parlaient des traces de tortures.

Depuis quelques mois, les tribunaux militaires ne sont plus ouverts aux observateurs étrangers. De même, aucune possibilité n'est donnée à l'opposition politique d'exister (l'unique parti légal est le Rastakhiz, ou parti de la Résurrection) et la SAVAK continue ses activités sur une vaste échelle.

L'ABSENCE d'information officielle ne peut qu'accroître les rumeurs et les spéculations. Nous pouvons témoigner pour notre part que les informations qui circulent à Téhéran sont dignes de foi et largement admises. Il est profondément regrettable que le recours régulier à la peine de mort en Iran déclenche si peu d'indignation et encore moins d'action internationale, alors que de telles pratiques dans des pays de moindre importance économique, tels que l'Espagne, suscitent l'émotion de l'opinion mondiale. Il reste que l'Iran est, à nos yeux, doté de l'un des régimes les plus ignobles de la terre.

(\*) Respectivement avocat et membre (travailleurs) du Parlement britannique

Les représentants de l'Union des étudiants français en Iran (U.E.F.I.) ont affirmé mercredi 28 janvier, au cours d'une conférence de presse, que, parmi les neuf personnes exécutées à Téhéran le 24 janvier, certaines étaient des membres de l'Organisation des combattants du peuple d'Iran, tandis que d'autres n'avaient aucune activité politique. Elles n'avaient ni pu participer aux opérations de guérilla dont elles étaient accusées.

Les représentants de l'U.E.I.F., qui doutent qu'un procès ait été tenu, ont déclaré qu'ils ont organisé un meeting le vendredi 30 janvier, à 20 h. 30, au 44, rue de Rennes, pour protester contre « l'assassinat sous la torture des combattants ».

D'autres part, une vingtaine d'étudiants iraniens, interpellés mardi 27 janvier par la police à la suite de l'occupation des locaux de l'agence Pars à Paris, ont entrepris une grève de la faim.

## afrique asie latine

Le numéro 181 est en vente dans tous les kiosques  
Un important dossier

### LA FRANCE ET LE TIERS-MONDE

- ALGERIE : La « foccartisme » n'est pas mort
- ANGOLA : L'axe Paris-Pretoria
- MONDE ARABE : La nouvelle Sainte Alliance
- DJIBOUTI : Comme en 1960...
- TCHAD : De ténébreaux manœuvres

et de nombreux autres articles sur le Sahara occidental, l'Égypte, la Palestine, la coopération arabo-africaine, la Chine, le Venezuela, Cuba, etc.

Abonnez-vous à « Afrique-Asie » - Un an (France) : 110 F (tarif avion sur demande) - 8, rue d'Aboukiri, Paris (2<sup>e</sup>).

## La détente au Liban

### Une nouvelle « charte nationale » va être proclamée

Le président du conseil libanais, M. Rachid Karame, qui venait de participer pour la première fois depuis deux semaines à une réunion du conseil des ministères, a annoncé, mercredi 28 janvier, que son gouvernement avait déjà mis au point les grandes lignes d'une nouvelle « charte nationale » contenant les principes des réformes politiques, économiques et sociales au Liban. La proclamation du nouveau pacte, a déclaré M. Karame, sera suivie de la réconciliation nationale et de la formation d'un nouveau gouvernement représentant les différentes tendances.

### SI LES COMBATS PRENNENT LES CHRÉTIENS SONT MENACÉS DE GÉNOCIDE

affirme un religieux catholique

« Si les combats reprennent au Liban, il faut s'attendre à un génocide dont la communauté chrétienne pourrait être victime », a déclaré au cours d'une conférence de presse à Paris, le Frère Hugues, religieux catholique attaché au Saint-Siège. Arrivé le 3 janvier à Beyrouth, le Frère Hugues a constaté la violence des affrontements dans lesquels, selon lui, les phalangistes et les fascistes ne boyaucourent pas se conduisant en véritables soldats entraînés à l'europpéenne.

Certes, le Frère Hugues ne nie pas que le « nettoyage » du quartier Quarantaine, dans lequel les phalangistes ont donné lieu aussi à des exécutés. Mais il affirme que ceux-ci ont été sans commune mesure avec les atrocités commises par les forces musulmanes, notamment à Damour.

Le Frère Hugues cite aussi parmi les exécutés commises par les forces musulmanes le sac, le 13 janvier, de l'église Saint-Louis-des-Capucins à Bab-Eldir, alors que les phalangistes auraient jamais violé de mosquée (voir le reportage sur Damour et la Quarantaine par notre envoyé spécial au Liban, dans le Monde du 28 janvier).

Les fonctionnaires ont été appelés à reprendre le travail dès jeudi 29 janvier. La réouverture des écoles dans tout le pays a été annoncée pour le lundi 2 février. L'armée libanaise a été chargée mercredi du maintien de l'ordre dans le centre de Beyrouth, dans le port et dans le quartier des grands hôtels.

Le seul incident important a été enregistré à Kfar-Mechul, près du poste-frontière de Manna, où une unité de l'armée libanaise a été attaquée mercredi par des déserteurs musulmans. Deux soldats auraient été tués.

La médiation syrienne se poursuit. M. El-Hachad, chef de la diplomatie syrienne, est revenu mercredi à Beyrouth, et le président François va se rendre prochainement à Damas. Au Caire, les milieux dirigeants égyptiens souhaitent, selon l'agence A.P., que les Palestiniens renoncent à jouer un rôle actif au Liban.

M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, a d'ailleurs déclaré au cours d'une interview à la télévision espagnole que « les Palestiniens avaient toujours voulu n'être que des médiateurs dans le conflit libanais ». M. Arafat a ajouté : « Nous ne sommes ni du côté des musulmans ni du côté des chrétiens, et le moment est venu de mettre fin, avec l'aide des Syriens, à la guerre civile au Liban ».

● A JERUSALEM, M. Ygal Allon, ministre israélien des affaires étrangères et premier ministre par intérim pendant l'absence de David Ben-Gourion, a déclaré que « Israël ne demeurera pas sans réaction au cas où les fedayins palestiniens occuperaient le sud du Liban pour s'en servir comme base d'opérations contre l'État hébreu ». M. Allon a ajouté que « la guerre civile du Liban a créé le risque de voir les Palestiniens, pour le compte de Damas, s'installer à demeure dans le sud du pays ». D'autre part, pour la quatrième journée consécutive, des avions israéliens ont violé, mercredi, le territoire libanais (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuters).

## ASIE

### Japon

### Les industriels font pression sur le gouvernement pour qu'il autorise les exportations de matériel militaire

Selon des sources gouvernementales japonaises, la Chine a engagé des pourparlers avec la société Shin Meiwa en vue de l'achat de douze hydravions de type US-1. Cet appareil, le plus gros hydravion construit depuis la guerre, est une version remaniée pour des opérations de sauvetage de l'intercepteur de sous-marins PS-1, que Shin Meiwa fabrique avec l'aide des Américains, mais dont l'exportation est soumise aux règlements du COCOM (Comité de coordination des exportations vers les pays communistes). Un chantier naval allemand a d'autre part demandé aux Japonais de participer à la construction de sous-marins. L'op-

sition, notamment le parti socialiste, a vivement critiqué ces négociations, estimant qu'elles sont l'annonce d'une politique d'exportation par le Japon de matériel de guerre.

Mardi 27 janvier, M. Komoto, ministre du commerce et de l'industrie, a déclaré que le gouvernement nippon n'entend pas revenir sur le principe de l'interdiction de vente d'armes à l'étranger. Il a ajouté que les hydravions et les radars ne sont pas considérés comme du matériel militaire. L'Union soviétique vient en effet d'acheter avec l'accord du COCOM un système de radar qui équipera le port de Nakhodka.

Le marché international des armes est sans doute le seul dont les Japonais sont absents. Les milieux d'affaires nippons ont, ces derniers temps, exercé de fortes pressions sur le gouvernement pour qu'il abroge un décret de 1967 interdisant la vente de matériel militaire à l'étranger. Cette interdiction vise les pays communistes, ceux qui sont l'objet de sanctions décidées par les Nations unies, et ceux qui sont le théâtre d'opérations militaires. A l'automne dernier, le président de la Mitsubishi, a déclaré, avec force publicité, que cette restriction constituait un grave handicap pour les exportateurs : de nombreux pays d'Asie du Sud-Est et du Proche-Orient, selon lui, font de ce type de marché une condition à des accords globaux. Au début de janvier, M. Wazano, président de la chambre de commerce, allait plus loin et déclarait qu'en un temps de récession et de réarmement, il fallait alimenter les troupes combattant en Corée, — était créée l'Union des industriels pour la production d'armes : la présidence en revint au chef de file des marchands de canons nippons.

Les armes produites par Mitsubishi ont été utilisées dans toutes les guerres menées par les Japonais depuis le conflit avec la Chine, en 1894-1895. Entre 1937 et 1945 le groupe fournissait 50 % du matériel militaire utilisé par l'armée impériale en particulier le fameux chasseur Zéro. Dès 1950, lorsque se reconstruisit sous l'égide américaine l'industrie japonaise d'armement, il fallut alimenter les troupes combattant en Corée, — était créée l'Union des industriels pour la production d'armes : la présidence en revint au chef de file des marchands de canons nippons.

« N moins 2 »  
Utilisant une technologie de pointe, Mitsubishi Heavy Industry obtient 70 % des commandes de l'Agence de défense en matière aéronautique : elle fabrique notamment sous licence américaine les chasseurs Phantom et les fusées Nike Hercules. C'est encore le groupe Mitsubishi qui l'on retrouve dans le domaine de la recherche nucléaire : le « N moins 2 ». Cela signifie que les conditions techniques sont

M. Ahmad Iskandar, ministre syrien de l'information, a accusé mercredi 28 janvier les États-Unis d'avoir « encouragé la politique agressive et expansionniste d'Israël » en opposant leur veto au projet de résolution syro-jordanienne sur le conflit du Proche-Orient. Le vice-ministre syrien des affaires étrangères a convoqué les ambassadeurs des États-Unis, de Grande-Bretagne et d'Italie pour leur notifier son « amer ressentiment devant la prise de position négative de leurs gouvernements » au cours du débat du Conseil de sécurité. Le gouvernement syrien a d'autre part remercié neuf « pays amis » — dont la France — qui ont voté pour la résolution.

Au Caire, le président Sadate a adressé un message à M. Giscard d'Estaing, exprimant « son estime et celle du peuple égyptien » pour le vote de la France au conseil. M. Ismail Fahmy, chef de la diplomatie égyptienne, a déclaré que les États-Unis devraient modifier leur position sur le problème palestinien dans les trois mois à venir.

Enfin, M. Abdel Mohsen Abou Maizar, porte-parole officiel et membre du comité exécutif de l'O.L.P., de passage à Paris, a salué, dans une déclaration à l'A.F.P., « la noble et courageuse attitude de la France ». — (A.F.P., U.P.I., Reuters, A.P.)

## La Syrie accuse Washington

### d'encourager l'expansionnisme d'Israël

## ISRAËL NE PEUT ATTENDRE

### AUCUNE JUSTICE DE L'ONU

déclare M. Rabin

M. Yitzhak Rabin, qui séjourne actuellement à Washington, a eu, mercredi 28 janvier, un second entretien avec le président Ford, avant de se rendre au Congrès, où il a pris la parole devant les deux Chambres réunies. Le dernier en date des dirigeants étrangers invités devant le Congrès avait

été le président Sadate, le 5 novembre 1975.

Le chef du gouvernement israélien a reçu un accueil enthousiaste de la part des sénateurs et des représentants. « Je suis prêt, a-t-il déclaré, à rencontrer tout chef de gouvernement arabe à n'importe quel moment et n'importe où pour des négociations de paix. La paix viendra quand les dirigeants arabes traverseront le Rubicon pour passer d'une confrontation agressive à une harmonieuse réconciliation ».

M. Rabin s'est déclaré en faveur d'une reprise de la conférence de Genève. Il a critiqué les Nations unies, déclarant qu'« Israël a appris qu'il ne pouvait attendre aucune justice de l'ONU dans sa forme actuelle ». Le chef du gouvernement israélien a rejeté l'idée que la question palestinienne puisse être un obstacle à la paix. Evidemment, a-t-il dit, elle doit être résolue dans le contexte d'une paix globale, mais la considérer comme la clé de la paix c'est interpréter les réalités et mettre la charrue avant les bœufs. « Ce qui est au cœur du conflit israélo-arabe, c'est le refus des pays arabes d'accepter le droit à l'existence d'un État juif viable et souverain sur la terre où notre peuple est né », a-t-il conclu. — (A.F.P., Reuters, U.P.I., A.P.)

## Egypte

● Le président Sadate a nommé lundi 28 janvier une commission de cent vingt-huit membres chargée de démocratiser le système de parti unique. La commission, à la tête de laquelle a été placé le président du Parlement, M. Sayed Marei, est chargée de présider à la création de groupements politiques appelés « forums », au sein de l'Union socialiste arabe. — (U.P.I.)

## DIPLOMATIE

### A Manille

### LA CANDIDATURE DE LA ROUMANIE ET DE MALTE POSE DES PROBLÈMES AU GROUPE DES « 77 »

Manille (A.F.P.). — A la différence de l'O.L.P., qui a été admise au début de la semaine comme membre à part entière du « groupe des 77 » (qui compte en fait les cent six pays en voie de développement représentés aux Nations unies), actuellement réuni à Manille pour préparer la quatrième session de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, la candidature de la Roumanie pose un problème délicat aux pays du tiers-monde. La séance plénière de mercredi 28 janvier, au cours de laquelle sa candidature devait être proposée officiellement, ainsi que celle de Malte, a été annulée.

La Roumanie appartient en effet au groupe des pays socialistes de la CNUCED, où les négociations se font de bloc à bloc entre les « 77 », les pays industrialisés à économie de marché et les pays socialistes. Certains délégués du tiers-monde objectent par conséquent qu'elle ne peut faire partie de deux groupes à la fois. D'autre part, pour admettre la Roumanie, les « 77 » devraient créer un groupe non régional, puisque ce pays ne peut se ranger ni dans le groupe africain ni dans le groupe asiatique, ni dans celui des pays latino-américains. La création d'un tel groupe pourrait d'ailleurs faciliter l'admission de Malte, qui est également candidat, mais qu'aucun groupe régional ne semble désireux d'intégrer.

● M. JOSE MARIA DE ARELLANO, ministre espagnol des affaires étrangères, se rendra en visite officielle en Irlande du 18 au 20 février prochain, à l'invitation de son collègue irlandais, le Dr Garret Fitz-gerald. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Australie

Indonésie

Espagne

Italie

Ouganda

Papouasie-Nouvelle-Guinée

مكتبة الأصيل



## AMÉRIQUES

### Cuba

#### LA VISITE DE M. TRUDEAU A LA HAVANE

### Le Canada est décidé à accroître ses échanges économiques avec le régime castriste

En visite officielle à Cuba, M. Pierre-Elliott Trudeau, premier ministre canadien, a prononcé, le mercredi 28 janvier, devant vingt mille Cubains, un discours en espagnol qu'il a conclu par un retentissant : « Vive Cuba et le peuple cubain ». De son côté, M. Fidel Castro a estimé que les relations entre La Havane et Ottawa « sont meilleures que jamais ». Il a ajouté que La Havane ne pourra « oublier ceux

qui se sont conduits correctement envers elle au cours des années difficiles », allusion au fait que le Canada a toujours maintenu ses relations diplomatiques avec Cuba malgré les pressions américaines. M. Trudeau quitte La Havane jeudi pour le Venezuela, troisième étape d'un voyage en Amérique latine, qu'il a commencé par un séjour au Mexique.

années 60, alors qu'il tentait de rejoindre l'île à la rame. Mais le premier ministre canadien s'est exprimé, depuis son arrivée, le lundi 26, dans la capitale cubaine dans un langage extrêmement modéré, et il n'a pas hésité à condamner « toute intervention étrangère » en Angola. Peut-être espère-t-il cependant renforcer sa réputation d'homme de caractère par cette incursion « chez les rouges », malgré le dépit que pourrait en éprouver Washington. Influencé de bien des façons par les États-Unis, la politique étrangère du Canada est souvent d'une grande modestie. Elle a cependant trouvé avec la révolution cubaine l'occasion de s'affirmer contre le grand voisin du Sud : Ottawa a refusé de rompre les relations diplomatiques avec le régime de M. Fidel Castro. Ces relations devaient rester longtemps correctes, sans plus, mais fructueuses sur le plan commercial, du fait de l'énorme vide laissé par les États-Unis.

### Chili

#### LA JUNTE ACCORDERA DES « GARANTIES LÉGALES » AUX PERSONNES ARRÊTÉES

Santiago-du-Chili (A.F.P., A.P., Reuter). — La junte militaire chilienne, semblant réagir aux campagnes de protestation internationale, a décidé le mercredi 28 janvier d'établir des garanties légales pour les personnes arrêtées par les services de sécurité. Un décret officiel précise que lorsqu'une personne sera arrêtée en vertu de l'état de siège, sa famille devra être informée dans les quarante-huit heures. Le texte indique que « toute personne détenue par les organes de sécurité, avant d'entrer dans un lieu de détention, sera examinée par un médecin ». Un examen médical sera également fait à la fin de la détention. Les médecins consultants, qui sont attachés au ministère de la santé et participent au service médico-légal, rédigeront un rapport transmis immédiatement au ministère de la Justice.

Si cette personne est un ressortissant étranger, le ministre de l'Intérieur devra engager immédiatement la procédure d'expulsion. Le 1<sup>er</sup> novembre dernier, une doctoresse britannique, Mme Sheila Cassidy, avait été arrêtée pour avoir soigné un dirigeant révolutionnaire rebelle par la police. Relâchée le 29 décembre, elle était expulsée le même jour. A son retour à Londres, elle a affirmé qu'elle avait été torturée pendant sa captivité.

#### Le tournant de 1969

Au cours des premières années du régime révolutionnaire, les relations entre les deux pays furent plutôt restrictives. La Havane ne pouvait publier que des journaux de la Havane. Le Canada était sans doute l'allié le plus étroit des États-Unis et craignait que les entreprises et les ressortissants canadiens avec lesquels elle était en relation ne soient manipulés par Washington. De son côté Ottawa tenait à rester plus que réservé à l'égard d'un pays où l'Union soviétique était devenue si influente. Le gouvernement cubain

ALAIN-MARIE CARRON.

## A TRAVERS LE MONDE

### Australie

• L'ANCIEN PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN, M. Whitlam, a été réélu, mardi 27 janvier, le 1<sup>er</sup> du parti travailliste, qui dirige depuis 1967. M. Tom Uren, ancien ministre du développement urbain et régional, a été élu adjoint au chef du parti. — (A.F.P.)

### Espagne

• LES DIFFÉRENTES FORMATIONS DÉMOCRATICO-CHRÉTIENNES ont l'intention de se réunir publiquement à Madrid le 30 janvier au 1<sup>er</sup> février. Seul le secteur dirigé par M. Silva Muñoz, ancien ministre des travaux publics et issu du régime franquiste, est exclu de cette réunion. M. Mariano Rumor, président de l'Union mondiale des partis démocratico-chrétiens pourrait assister à la réunion de Madrid. — (A.F.P.)

### États-Unis

• LE PROCÈS DE PATRICIA HEARST. — Le choix des jurés qui devront décider du sort de Patricia Hearst s'est tenu mercredi 28 janvier, en l'absence des journalistes, exclus de l'audience à la demande du procureur et des défenseurs. L'héritière d'une des plus grandes fortunes des États-Unis est accusée d'avoir commis un vol à main armée dans une banque de San Francisco en 1974, après avoir rallié l'armée sioniste de libération, qui l'avait d'abord enlevée. Le procès, auquel assistent plus de cent journalistes, américains et étrangers, est assuré d'une large publicité. Les grandes chaînes de radio-télévision, A.B.C., N.B.C. et C.B.S. le couvriront en direct des audiences qui commenceront d'ici quelques jours. — (A.F.P.)

### Indonésie

• M. SOEBEKI DARFONO, RESPONSABLE COMMUNISTE, a été condamné à la prison à vie pour avoir fait de la propagande dans les unités militaires du nord de Sumatra, rapporte l'agence officielle Antara. — (Reuter.)

### Italie

• M. ALDO MORO, président du conseil démocratique, a repris à zéro ses consultations pour la formation du nouveau cabinet. Son parti, la démocratie chrétienne, se refuse en effet à constituer un cabinet homogène minoritaire. Les conversations vont porter sur l'établissement de mesures à prendre avec l'appui socialiste afin de faire front à la crise économique. — (A.F.P.)

### Ouganda

• UNE ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES CHINOIS VIENT DE SE RENDRE EN OUGANDA pour construire à Kampala un stade pouvant abriter quarante mille personnes. Elle a été reçue par le maréchal Idi Amin Dada, qui a rendu hommage à l'aide apportée par la République populaire de Chine aux pays en voie de développement. — (Reuter.)

### Papouasie-Nouvelle-Guinée

• A LA SUITE DES ÉMEUTES QUI ONT EU LIEU EN DÉBUT DE SEMAINE dans l'île de Bougainville, M. Somare, premier ministre, et le Père Momi, l'un des chefs de la révolte, ont décidé de se rencontrer pour tenter de régler le différend opposant le pouvoir central aux autorités locales. — (Reuter.)

### République Sud-Africaine

• LA DEMANDE D'APPEL QU'AVAIT DÉPOSÉE LE POËTE ET ÉCRIVAIN BREVET BRETHERTON, condamné en novembre 1975 à neuf ans de prison pour infraction à la loi contre le terrorisme, a été rejetée. — (A.F.P.)

### Tchad

• LE DERNIER REPRÉSENTANT de la Mission pour la réforme administrative (M.R.A.) a quitté lundi 26 janvier Ndjamena pour Paris. Ce départ marque définitivement la fin de cette organisation créée en 1969 pour compléter les opérations de « pacification » du corps expéditionnaire français. — (A.F.P.)

### Union soviétique

• M. LEV TOLKOUNOV, qui occupait jusqu'à présent les fonctions de rédacteur en chef des *Isvestia* (organe du gouvernement soviétique), a été nommé au poste de directeur de l'agence de presse Novosti. Il remplace à ce poste M. Ivan Ondalov, appelé à d'autres fonctions. — (A.F.P.)

### Vietnam

• PLUSIEURS CENTAINES D'OFFICIERS ET DE SOUS-OFFICIERS ont été emprisonnés par les forces révolutionnaires dans les semaines qui ont précédé la chute de Saigon pour avoir été renvoyés dans leurs foyers, annonce l'agence Gial Phong. — (A.F.P.)

## AFRIQUE

### Éthiopie

#### LA DESTITUTION DE SIX MILITAIRES TÉMOIGNE DE DIVERGENCES AU SEIN DE LA JUNTE

Addis-Abeba (A.F.P., Reuter). — « Nul ne peut se placer au-dessus des lois de la révolution », indique un communiqué diffusé mercredi 28 janvier à Addis-Abeba, annonçant l'arrestation de six membres de la junte, dont les noms n'ont pas été révélés (*le Monde* du 29 février).

Ces destitutions sont le résultat de divergences au sein du Conseil militaire administratif provisoire (DSRG), qui gouverne l'Éthiopie. Le communiqué se contente cependant de signaler que les personnes arrêtées sont coupables d'une « action néfaste au progrès de la révolution » et d'un « abus de confiance envers ceux qui avaient remis à ces coupables des responsabilités importantes ».

D'autre part, dix-huit mois après la chute d'Haile Sélassié, la situation s'aggrave en Érythrée, en dépit de la campagne internationale déchaînée dans cette province en dissidence. Les communications routières et téléphoniques sont coupées depuis près d'une semaine entre Addis-Abeba et Asmara.

### Rhodésie

• LE GOUVERNEMENT DE SALISBURY A OFFICIELLEMENT ANNONCÉ MERCREDI 28 JANVIER que les guerilleros nationalistes noirs, au nombre d'environ cent cinquante, avaient effectué récemment une série d'incursions en Rhodésie à partir du Mozambique. Cette reprise soudaine des activités de guerilla à la frontière nord-est de la Rhodésie doit entraîner le renforcement du dispositif de sécurité par un rappel sous les drapeaux d'un certain nombre de réservistes des forces territoriales. — (A.F.P.)

### A TF 1

#### « L'océan Indien, Méditerranée de demain »

L'océan Indien est une mer convoitée : navires de tous pays s'y croisent, et les puissances occidentales tentent d'y rétablir un équilibre perturbé par le retrait britannique d'Aden et la présence dans ces eaux de vingt navires soviétiques.

Dans cette « jungle » — la route du pétrole — chacun défend ses intérêts et cherche à placer ses pions. C'est ce qu'ont voulu démontrer Gilles du Jonchay et Daniel Cresson dans une série de trois émissions, « L'océan Indien, Méditerranée de demain », diffusées à partir de ce jeudi 29 janvier par TF 1.

A l'aide de l'Union soviétique, les États-Unis ont établi une base temporaire à Diego-Garcia pour répondre à l'implantation (idée par les Soviétiques, mais affirmée par les Américains) de missiles nucléaires à Borneo, sur la côte nord de la Somalie. Non loin de là, aux Comores, la France cherche à garder l'île de Mayotte. A en croire l'ambassadeur français, rien n'est plus simple que de défendre l'île française de l'océan Indien, ce pourrait bien être parce que, à Danonville, la France dispose d'une « île exceptionnelle », d'un lieu « privilégié pour la surveillance du canal du Mozambique ».

Mais les problèmes stratégiques sont aussi le prétexte à deux reportages importants : l'Angola prend le départ. Mais les fondements mêmes de la politique d'apartheid.

★ Le 29 janvier, à 21 h. 25 : Dérivés sous bonne garde.

★ Le 1<sup>er</sup> février, à 22 h. 10 : Rivières courtoises.

★ Le 5 février, à 21 h. 25 : La forteresse sud-africaine.

### Angola

#### Le M.P.L.A. lancerait une offensive en direction du port de Lobito

Alors que la prise de Huambo, seconde ville angolaise, située à 500 kilomètres au sud de Luanda, par les forces du M.P.L.A. paraît imminente, l'UNITA vient de donner l'ordre à ses troupes de ne plus mener un combat conventionnel, mais de lancer des opérations de guérilla. D'autre part, les troupes du M.P.L.A. appuyées par les forces cubaines, tentent, selon le correspondant de Luanda du *Times* de Londres, de s'emparer du port de Lobito avant le 4 février, date anniversaire du début de la lutte armée contre les Portugais.

• A WASHINGTON, le département de la défense estime à onze mille quatre cents le nombre des soldats combattant en Angola. On prête au président Ford l'intention de soumettre une nouvelle demande d'aide militaire au Congrès. Le président pourrait mettre son veto au projet de budget militaire, auquel est attaché un amendement interdisant l'emploi de fonds destinés à l'UNITA et au F.N.L.A.

• A BRUXELLES, M. Melo Antunes, ministre portugais des

affaires étrangères, a déclaré mercredi qu'il était convaincu de la victoire du M.P.L.A. « parce qu'il a l'appui de la population ». Il a ajouté : « Le moment approche où le Portugal pourra reconnaître le gouvernement de M. Agostinho Neto ».

• A PARIS, par une question écrite au ministre des affaires étrangères, M. Odru, député (P.C.) de la Seine-Saint-Denis, fait part de son étonnement « en apprenant le séjour en France, ces jours derniers, de M. Holden Roberto et de M. Jonas Savimbi. La présence dans notre pays de ceux qui ont été les agents de l'agression de la République Sud-Africaine et de l'impérialisme contre le peuple d'Angola laisse apparaître que le gouvernement français semble décidé à continuer à leur apporter son appui et à intervenir contre la République populaire d'Angola, Etat souverain qui représente les aspirations du peuple angolais à l'unité nationale et à la consolidation de l'indépendance ». M. Odru demande au ministre « les raisons qui expliquent cette présence ».

#### Des mercenaires britanniques vont combattre aux côtés des alliés du Zaïre

De notre correspondant

Un jeune gaillard à l'accent écossais a affirmé : « Les troupes n'ont plus aucune chance. La seule façon de se faire un peu d'argent aujourd'hui, c'est de devenir un soldat de fortune ».

Enfin, dans un groupe aussi disparate, se trouvait bien entendu l'inévitable cynique proclamant : « Nous sommes tous ici pour le fric et pour rien d'autre ».

La rémunération, en effet, n'est pas négligeable. La firme qui a engagé ces combattants pour aider le Zaïre et ses alliés anglais — la Security Advisory Services, dont le siège est naturellement à Londres — leur verse une prime d'engagement de 250 livres et un salaire de 150 livres par semaine. Le contrat est valable pour six mois. Après quoi chacun se verra offrir un billet d'avion pour l'importer dans sa destination, à moins qu'il ne décide de « rempiler » pour un autre semestre.

Depuis Bruxelles, ces « soldats » devaient prendre un avion pour Kinshasa. Leur départ de Londres a été observé par quelques personnes qui étaient sans nul doute des agents de Scotland Yard. Les autorités se sont toutefois refusées de faire obstacle à l'embarquement. Le secrétaire du Foreign Office s'est contenté de faire savoir devant les communes qu'il déplorait autant la présence de volontaires britanniques en Angola que l'intervention des troupes cubaines dans l'autre camp.

JEAN WETZ.

[Un certain nombre de mercenaires européens et américains ont été aperçus à Kinshasa, rapporte le « Guardian ». D'autre part, quelques deux cents soldats américains, dont de nombreux « anciens » du Vietnam, s'apparentent à partir pour l'Angola, écrit le « Washington Post ».]

### Sénégal

#### Fondateur d'un parti marxiste-léniniste

#### M. MAHJEMOUT DIOP EST RETOURNÉ À DAKAR APRÈS QUATORZE ANS D'EXIL

(De notre correspondant.) Dakar. — On apprend de source privée que M. Mahjemout Diop, fondateur et ancien secrétaire général du Parti africain de l'indépendance (P.A.I.), vient de rentrer discrètement à Dakar le 28 janvier, après plus de quatorze années d'exil. Premier parti socialiste authentiquement marxiste-léniniste à avoir été fondé, le P.A.I. demeure aujourd'hui, en dépit des crises qu'il a connues depuis quinze ans, la plus importante formation de ce type exerçant clandestinement ses activités au Sénégal ou hors de ses frontières, notamment en France, en milieu étudiant. Son influence demeure, semble-t-il, limitée.

Il apparaît que, ces dernières années, la plupart des anciens disciples de M. Diop se soient détachés de leur chef, soit qu'ils aient trouvé trop modéré, soit que, renonçant à la politique et à défaut de pouvoir être admis dans la fonction publique du fait de leurs anciennes opinions, ils se soient lancés dans les affaires.

F. B. [M. Mahjemout Diop, qui vivait à Bamako, capitale du Mali, y exerce les activités de chercheur. Il a écrit plusieurs ouvrages, dont une importante « Histoire des classes sociales en Afrique de l'Ouest », éditée chez Maspero, et un volume intitulé « Classes et idéologies des classes de Sénégal » (« le Monde » du 15 février 1974).]

**EMMANUEL LE ROY LADURIE**

**Montaillou, village occitan**

de 1294 à 1324

Une œuvre passionnée, passionnante  
Jacqueline Piatier - *Le Monde*

Avec Le Roy Ladurie, l'histoire redevient un art  
Mayer - *Le Monde*

Max Gallo - *L'Express*

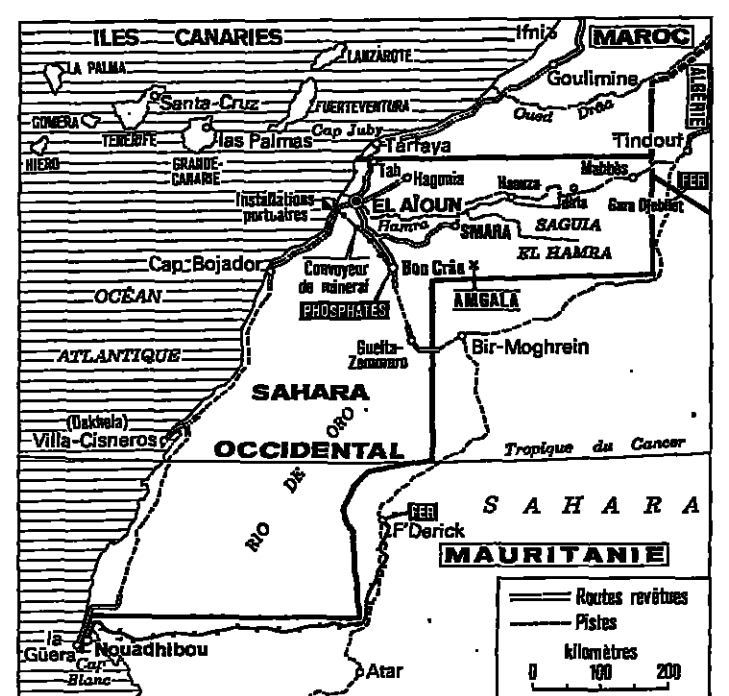
bibliothèque des histoires  
**GALLIMARD**

# AFRIQUE

## LES GOUVERNEMENTS ARABES MULTIPLIENT LES EFFORTS DE MÉDIATION DANS LE CONFLIT DU SAHARA

### ALGER : les autorités miseraient sur la Syrie et l'Irak

(Suite de la première page.)  
Le message ajoute : « L'Algérie, à l'instar de tous les pays fidèles au principe de solidarité à l'égard des peuples opprimés, ne peut se soustraire au devoir qui lui incombe d'apporter son soutien à ce peuple frère et vaincu qui fait face à une véritable entreprise de génocide. (...) » Dans le message adressé aux



### TUNIS : une attitude de conciliation

De notre correspondant

Tunis. — Les affrontements entre les unités algériennes et marocaines au Sahara occidental restent toujours gardés de répit. Les dirigeants tunisiens, qui craignent que la guerre ne s'installe au Maghreb. La situation a été examinée mercredi soir 28 janvier par le bureau politique du parti socialiste destourien, la plus haute instance politique du pays. La Tunisie avait soutenu les positions marocaines et mauritaniennes dans l'affaire du Sahara, ses relations avec Alger se sont sensiblement détériorées. Mais elle semble vouloir s'en tenir pour le moment à une attitude de conciliation. C'est dans cet esprit que M. Bourguiba a eu, mardi soir et mercredi, des conversations téléphoniques avec le président Boumedienne et le roi Hassan II pour, précise un communiqué de la présidence de la République, « produire une œuvre de médiation, afin que tout soit fait pour éviter une guerre fratricide ». Le communiqué indique que c'est le chef de l'Etat algérien qui a pris mardi soir l'initiative du premier contact avec M. Bourguiba. La presse tunisienne s'en tient à une stricte neutralité, aussi bien dans la relation des contacts (elle cite les sources des deux belligérants) que dans ses commentaires. « Nous ne pensons pas que l'Algérie ait sérieusement des visées séparatistes à l'égard du Sahara », ajoute ce journal. « Ce n'est ni dans leur intérêt propre ni dans celui des pays arabes, qui ont besoin de préserver leurs forces face aux « défis » soviétiques. » (Interim.)

### NOUAKCHOTT : le ton monte

Nouakchott (A.F.P.). — La Mauritanie, qui avait refusé jusqu'ici d'entrer dans la polemique sur le Sahara occidental, et qui était toujours gardée de répit, a pris un ton plus dur. La presse algérienne, hausse le ton depuis quelques jours. Le changement d'attitude est net depuis la prise par le Front Polisario d'Al-Ben-Tih, que les forces mauritaniennes ont dû évacuer. Sans jamais nommer l'Algérie, la Mauritanie accuse depuis quelques jours « certains pays » d'avoir des vues hégémoniques sur la région. D'autre part, le Front Polisario, qui n'est jamais nommé plus et dont les membres étaient jusqu'à présent désignés comme des « frères égarés et trompés par une propagande mensongère », est maintenant qualifié de « bande armée ». Un éditorial publié mercredi 28 janvier par l'Agence mauritanienne de presse (A.M.P.) résume violemment l'information diffusée la veille par Radio-Alger faisant état de manifestations à Nouakchott. L'agence relève que « la radio d'un Etat frère » a copié un « conte » qui n'a pas manqué de dévoiler (...) « les véritables intentions de ceux qui se sont donnés volontairement le rôle d'ennemis déclarés de la république de la patrie ». « Notre peuple s'est toujours opposé aux visées paternalistes et hégémoniques », ajoute l'agence. M. Ould Moukass, ministre des affaires étrangères, avait accusé, lundi l'Algérie — sans la nommer — de créer un « précédent dangereux » en Afrique en soutenant au Sahara « un groupe d'oppression aux gouvernements mauritaniens et marocains ». Il avait ajouté que son pays s'opposait toujours à l'exploitation, « pour des desseins non avoués », d'avoir des vues hégémoniques sur la région. D'autre part, les membres étaient jusqu'à présent désignés comme des « frères égarés et trompés par une propagande mensongère », est maintenant qualifié de « bande armée ».

Un éditorial publié mercredi 28 janvier par l'Agence mauritanienne de presse (A.M.P.) résume violemment l'information diffusée la veille par Radio-Alger faisant état de manifestations à Nouakchott. L'agence relève que « la radio d'un Etat frère » a copié un « conte » qui n'a pas manqué de dévoiler (...) « les véritables intentions de ceux qui se sont donnés volontairement le rôle d'ennemis déclarés de la république de la patrie ». « Notre peuple s'est toujours opposé aux visées paternalistes et hégémoniques », ajoute l'agence. M. Ould Moukass, ministre des affaires étrangères, avait accusé, lundi l'Algérie — sans la nommer — de créer un « précédent dangereux » en Afrique en soutenant au Sahara « un groupe d'oppression aux gouvernements mauritaniens et marocains ». Il avait ajouté que son pays s'opposait toujours à l'exploitation, « pour des desseins non avoués », d'avoir des vues hégémoniques sur la région. D'autre part, les membres étaient jusqu'à présent désignés comme des « frères égarés et trompés par une propagande mensongère », est maintenant qualifié de « bande armée ».

## De 1965 à 1976 : la genèse et l'évolution de la crise

- 1965
- 16 DECEMBRE : une résolution de l'ONU demande à l'Espagne de se retirer du Sahara espagnol et de l'enclaver d'Iral.
- 1967
- DECEMBRE : l'ONU demande à l'Espagne d'organiser un référendum sous les auspices de l'Organisation internationale.
- 1970
- 14 SEPTEMBRE : les chefs d'Etat mauritanien, marocain et algérien, réunis à Nouadhibou (Mauritanie), déclarent souhaiter « biter la décolonisation du Sahara espagnol sur la base des résolutions des Nations unies ».
- 1973
- JULIET : conférence à Agadir des chefs d'Etat mauritanien, marocain et algérien, qui réaffirment « leur attachement indéfectible au principe de l'autodétermination ».
- 1974
- 20 AOUT : le souverain marocain déclare que son pays s'opposera à un référendum qui pourrait aboutir à l'indépendance du Sahara espagnol.
- 23 DECEMBRE : l'Assemblée générale de l'ONU demande à la Cour de la Haye un avis consultatif sur le statut du territoire au moment de sa colonisation.
- 1975
- 23 MAI : l'Espagne se déclare prête à mettre fin à sa présence au Sahara et, pour des raisons indépendantes de sa volonté, le processus d'autodétermination qu'elle a préconisé « était retardé ».
- 4 JUILLET : M. Boumedienne, en visite à Rabat, confirme que l'Algérie n'a aucune prétention sur le Sahara espagnol.
- 14 OCTOBRE : une mission d'enquête des Nations unies recommande l'application de l'autodétermination.
- 16 OCTOBRE : la Cour de la Haye reconnaît l'existence au moment de la colonisation de liens entre le Sahara occidental, le Maroc et la Mauritanie, mais, les jugant insuffisants, se prononce pour l'autodétermination.

chefs d'Etat des pays socialistes, le président Boumedienne déclare : « Il se précise que la politique menée par le gouvernement marocain fait le jeu d'une véritable stratégie impérialiste en vue de susciter et d'entretenir en Afrique des foyers de tension dans l'espoir d'entraîner le processus de libération et de développement. » Enfin, dans le dernier message, adressé aux chefs d'Etat occidentaux, le chef de l'Etat algérien affirme : « Nous sommes convaincus que votre pays ne restera pas indifférent, face au massacre d'un peuple qui n'a d'autre ambition que de se dégager de la tutelle coloniale en exerçant, dans le cadre d'un référendum libre et authentique, son droit à l'autodétermination qui lui est reconnu par l'ensemble de la communauté internationale. »

### Au niveau international

Si ces messages tendent à porter le conflit au niveau international, les efforts de médiation, remarque-t-on ici à Alger, restent cantonnés pour le moment dans la sphère arabe. Mardi, aussitôt après le début de l'engagement armé le président Boumedienne a été en communication téléphonique avec plusieurs chefs d'Etat arabes, précise-t-on à Alger, et notamment avec le président Sadat. Mais ce sont les efforts irakiens et syriens qui paraissent aujourd'hui le plus significatifs. L'Egypte s'étant en quelque sorte désolidarisée du conflit, le rôle du président égyptien, qui a pris mardi soir l'initiative du premier contact avec M. Bourguiba, est resté limité. La Syrie, de son côté, tout en affirmant sa position de médiateur arabe, dont les thèses se rapprochent sur plusieurs points de celles d'Alger, a gardé de bons contacts avec le Maroc, dont les troupes ont continué sur le front syrien en octobre 1975. Ces deux pays, plus que d'autres nations arabes dont les alliances sont un peu plus marquées en faveur d'une des parties, semblent devoir jouer un rôle positif dans cette phase dangereuse des relations intermaghrébines. Sur les combats dans la région d'Angola, aucune précision n'était donnée jeudi matin à Alger. On ne sait pas si les combats se sont étendus à d'autres points du front, et si des renforts ont été dépêchés, d'un côté ou de l'autre, sur les lieux. (Interim.)

M. Mouloud Kaouane, un opposant algérien, a déclaré, jeudi, à Alger, que les soldats de l'opposition algérienne (SOA) (le Monde du 11-12 janvier), a revendiqué l'attentat du 3 janvier contre El Moukchidj à Alger, affirmant dans un communiqué que « les combattants de l'opposition algérienne n'ont aucune liaison avec les services secrets français ». Le gouvernement français avait pour sa part déjà démenti (le Monde du 11-12 janvier) les affirmations d'organes d'information algériens selon lesquels les services français seraient impliqués dans cette affaire.

Un officier libyen tué à la frontière algérienne, avait été tué par des soldats de l'opposition algérienne (SOA) à Alger, affirmant dans un communiqué que « les combattants de l'opposition algérienne n'ont aucune liaison avec les services secrets français ». Le gouvernement français avait pour sa part déjà démenti (le Monde du 11-12 janvier) les affirmations d'organes d'information algériens selon lesquels les services français seraient impliqués dans cette affaire.

Le roi Hassan II annonce l'organisation d'une marche de trois cent cinquante mille personnes vers El-Alou. 24 OCTOBRE : le ministre marocain des affaires étrangères arrive à Madrid pour des négociations avec les autorités espagnoles. 25 OCTOBRE : une délégation algérienne arrive à Madrid, où se poursuivent les négociations hispano-marocaino-mauritaniennes. 26 OCTOBRE : les discussions de Madrid sont ajournées à sine die. 2 NOVEMBRE : le prince Juan Carlos se rend à El-Alou. L'Espagne annonce qu'elle s'opposera par la force à la fin de la « marche verte ». 3 NOVEMBRE : reprise des négociations marocaino-espagnoles à Madrid. Elles sont suspendues le 2. 6 NOVEMBRE : les volontaires de la « marche verte marocaine » franchissent la frontière avec le Sahara occidental et l'ensemble d'une quinzaine de kilomètres dans le territoire.

## DOTÉE D'EFFECTIFS ÉQUIVALENTS L'armée algérienne est mieux équipée que les forces marocaines

L'armée marocaine et l'armée algérienne ont des effectifs sensiblement équivalents (de l'ordre de cinquante-cinq mille hommes chacune, renforcés, le cas échéant, par des unités para-militaires de quarante mille à cinquante mille hommes selon les pays), mais l'équipement des forces algériennes, à ce jour, semble avoir été modernisé et accru avec l'envoi de nouveaux matériels d'origine soviétique. Dans un domaine particulier, les forces aériennes, l'Algérie dispose d'une nette supériorité sur le Maroc, et l'éventualité d'un renfort des avions Mirage libyens accrout encore le déséquilibre entre les deux pays au profit de l'Algérie. Pour l'essentiel, les forces algériennes et marocaines sont composées d'unités de l'armée de terre (environ cinquante-cinq mille hommes dans chacune des deux pays) mais, dans ce domaine aussi, l'équipement de l'armée de terre algérienne paraît supérieur et moins disparate : près de quatre cents chars de combat soviétiques et une cinquantaine de chars légers AMX-13 français en Algérie, tandis que le Maroc peut aligner moins de cent vingt chars soviétiques, vingt-cinq chars américains anciens et surtout, cent vingt chars AMX-13 français dont les capacités de tir viennent d'être modernisées. Ces chars, ainsi que les batteries d'artillerie, sont utilisés dans des conditions climatiques particulières et évoluent dans le désert. L'armée marocaine et l'armée algérienne semblent disposer, en quantités

comparables, d'armes antichars ou antiaériennes du champs de bataille avec, sans doute, une puissance de feu d'artillerie supérieure du côté algérien, comme c'est l'usage, du reste, dans les armées qui font appel à des conseillers soviétiques. Les marines de guerre des deux pays sont essentiellement défensives, c'est-à-dire qu'elles ont mis l'accent sur des unités légères lance-missiles, des patrouilleurs rapides. Mais la marine marocaine vient de commander à la France des bâtiments lance-missiles plus lourds et, surtout, six vedettes lance-missiles lui seront cédées prochainement par l'Union soviétique, tandis que la France s'est engagée à lui livrer trois transports légers de débarquement capables d'acheminer à pied d'œuvre, chacune une compagnie d'intervention de cent cinquante hommes avec des blindés légers.

### Les forces aériennes

C'est dans le domaine de l'aviation que s'affirme, en principe, la supériorité des Algériens, qui peuvent aligner plus d'une centaine de chasseurs soviétiques Mig-15, Mig-17 et Mig-21, ainsi que des chasseurs-bombardiers légers Ilyouchine-28 ou Sukhoi-7. En revanche, les escadrons algériens sont stationnés loin d'un éventuel théâtre des opérations au Sahara occidental, et l'éloignement de ses bases ainsi que l'insuffisance de moyens aériens de transport à longue distance sont un handicap sérieux pour l'armée de l'air algérienne. L'armée de l'air marocaine, de son côté, dispose d'une soixante

d'avions de combat anciens — du modèle Fouga-Magister ou Northrop F-5 — et de déséquilibre au bénéfice de l'Algérie, a peu de chances d'être compensé par la commande de soixante-dix avions Mirage F-1, des intercepteurs de défense aérienne livrables au Maroc dans plusieurs mois. Quant à l'armée mauritanienne, forte de mille cinq cents hommes environ, elle se rapproche davantage d'une garde nationale que d'une armée régulière. Elle met en œuvre essentiellement des engins blindés de reconnaissance, d'origine française, dotés d'un canon de 75 millimètres et des mortiers de 60 ou 81 millimètres. Pour sa part, le Front Polisario, le mouvement nationaliste sahraoui, dispose de plusieurs milliers d'hommes équipés de matériels en provenance de l'Algérie, notamment de mortiers, de missiles antichars et antiaériens.

## IL Y A DOUZE ANS, LA « GUERRE DES SABLES »

Il y a plus de douze ans, un premier conflit armé a opposé Algériens et Marocains, que l'on a appelé par la suite la « guerre des sables ».

Les combats ont éclaté, les 8 et 9 octobre 1963, dans la région de Tindouf, faisant une quinzaine de morts. Si l'on en croit les Algériens, ils auraient été déclenchés par les Marocains, qui auraient envoyé une colonne s'emparer de plusieurs postes militaires situés notamment à Hassi-Beldja et Tindouf. Les « agresseurs » auraient été repoussés. Rabat a affirmé au contraire que des unités de l'armée nationale populaire (A.N.P.) avaient attaqué par « trahison » des postes tenus par des unités de supplétifs marocains.

Dès le lendemain de l'indépendance algérienne, en 1962, le gouvernement algérien avait tenté de faire valoir certaines revendications territoriales sur des zones contrôlées par l'Algérie. Au début de l'été 1963, la tension était montée. Les pressions exercées, par les deux armées, sur le territoire avaient abouti à de multiples incidents, tenus secrets, tandis que de part et d'autre les ressortissants frontaliers des pays voisins étaient l'objet de nombreuses vexations. Le 2 octobre 1963, la position du gouvernement de Rabat était officiellement présentée dans les termes suivants : « Depuis la période où elle a occupé l'Afrique du Nord, la France a tou-

jours favorisé l'Algérie par rapport au Maroc, et le tracé des frontières entre les deux Etats, tracé qui d'ailleurs varia plusieurs fois, n'est pas conforme à la réalité historique. Le Maroc désire en obtenir une rectification par des négociations directes avec le gouvernement algérien, et ceci conformément aux accords restés secrets conclus en mai 1960 entre le roi Mohammed V et M. Ferhat Abbas, alors président du G.P.R.A.

Les incidents des 8 et 9 octobre suivaient de peu le déclenchement en Algérie, le 29 septembre, de la « dissidence kabyle », animée par le colonel Mohamed Ou el Hadj et M. Ali Ahmed, leader du Front des forces socialistes (F.F.S.), qui s'opposaient à la politique de M. Ben Bella. Certains virent dans l'ouverture des hostilités avec le Maroc une tentative de diversion des autorités algériennes, soucieuses de recréer un climat d'unité nationale. Le gouvernement d'Alger accusa quant à lui les Marocains de profiter des difficultés intérieures de l'Algérie socialiste pour lui porter un coup décisif. Les combats, avec des fortunes diverses, durèrent trois semaines, avant d'être repris en quelques jours le contrôle de la Kabylie, par le colonel Boumedienne, alors chef d'état-major de l'armée algérienne, dirigeait les opérations de son P.C. de Colomb-Béchar. Le Maroc renonça à ses revendications sur Tindouf. Les Algériens reprochèrent cependant au gouvernement de Rabat de n'avoir jamais ratifié ce texte, alors qu'il l'a été par Alger.

Néanmoins, les relations entre les deux pays demeurent cordiales jusqu'en 1974. Rabat et Alger coopèrent dans divers domaines et se concertent sur le plan maghrébin. La tension devait renaitre avec l'annonce par le Maroc du référendum que le Maroc n'admettrait jamais l'indépendance du Sahara occidental.

D. J.

- 9 NOVEMBRE : le roi Hassan II donne l'ordre aux « marcheurs » de se retirer, la marche « ayant atteint ses objectifs ».
- L'accord de Madrid
- 11 NOVEMBRE : reprise des négociations entre Madrid et Rabat.
- 14 NOVEMBRE : conclusion à Madrid d'un accord tripartite entre l'Espagne, la Mauritanie et le Maroc. Il prévoit la fin de toute présence militaire espagnole au plus tard le 28 février 1976. Entre-temps, le territoire sera placé sous administration tripartite. Alger dénonce le « fait accompli ».
- 19 NOVEMBRE : dans un document adressé à M. Kurt Waldheim, Alger déclare avoir et non avoir l'accord de Madrid.
- 27 NOVEMBRE : les forces armées royales font leur entrée au Sahara occidental. Elles occupent la ville de Smara.
- 4 DECEMBRE : M. Moktar Ould Daddah s'entretient à Paris avec M. Giscard d'Estaing.
- 11 DECEMBRE : les troupes marocaines entrent à El-Alou.
- 13 JANVIER : le colonel Kadafi déclare qu'il serait difficile à la Libye de rester les bras croisés si le Sahara occidental était divisé entre les pays voisins ou si le peuple sahraoui se trouvait sans territoire.
- 21 JANVIER : un chasseur marocain F-5 est abattu par un missile Sam-6 au-dessus de la Mauritanie.
- 27 JANVIER : un accrochage opposé pour la première fois une unité algérienne aux forces royales marocaines à Angala, localité du Sahara occidental située à 35 kilomètres de la frontière avec l'Algérie.
- 28 JANVIER : les combats se poursuivent entre troupes marocaines et algériennes dans la zone d'Angala.
- 1971
- 7-9 JANVIER : visite officielle à Paris de M. Ahmed Osman, premier ministre marocain.
- 11 JANVIER : les troupes mauritaniennes entrent à Dakhla (Villa-Cisneros).

LA CANNE A SUCRE

FRANCE-ALGERIE : D...  
La coopération c...

20% ORIENTS d'origine

15% CHINOIS d'origine

10% ROMAINS d'origine

laubourg sa capitale du me...

SOL

DIMANCHE 10h

la Bastille... à Ledru-Rollin

فكنا من الأصل



## AFRIQUE

# FRANCE-ALGÉRIE : DE L'IDYLLE A LA CRISE

## IV. — La coopération culturelle, secteur préservé

par DANIEL JUNQUA

La crise franco-algérienne a des causes à la fois politiques et économiques. D'une part, l'Algérie accuse le gouvernement français d'avoir pris parti pour le Maroc et la Mauritanie dans la crise du Sahara occidental. D'autre part, elle dénonce le déséquilibre croissant de sa balance commerciale et les réticences de Paris à lui accorder des facilités financières pour son plan de développement (« le Monde » des 27, 28 et 29 janvier). Cependant, la coopération culturelle et technique, qui demeure importante, n'est pas affectée par le conflit.

Lorsqu'ils comparent les conditions de vie de leurs compatriotes émigrés à celles des Français résidant en Algérie, les Algériens ne cachent pas leur amertume. « L'État, nous a dit un de leurs représentants à Paris, est une éponge. Celui qui part se résigne à travailler durement pour un salaire souvent faible, à être parqué dans des ghettos, à subir l'indifférence, parfois l'humiliation. Il faut apprendre à vivre, sans famille, dans un univers hostile. L'Algérien est triplement exploité et méprisé : comme travailleur, comme étranger et comme Arabe. Le pays d'accueil a au moins le devoir d'assurer sa sécurité. Qu'en est-il en France ? Depuis trois ans, des dizaines de nos frères ont été assassinés. Nos consuls, les locaux de notre Ambassade, des cafés, des foyers, ont été plastiqués. Récemment encore, la Libirie arabe à Paris, a été détruite à coups de cocktails Molotov. Les tueurs, les terroristes, courent toujours, et peu à peu ils nous imitent, nous avertissons de leur danger. Mais quand on arrive en Algérie deux ingénieurs stéphanois pour espionnage économique, la presse française se déchaîne, et la section locale de la C.G.C. propose en représailles de licencier des travailleurs algériens ».

Il fut un temps où les dirigeants algériens ne méritaient pas en doute la bonne foi du gouvernement français, et avaient recours aux méthodes diplomatiques classiques pour discuter des problèmes de sécurité. Cette époque est révolue. « Tout cela est parfaitement inutile, nous a déclaré un proche du président Boumedienne. Jusqu'à l'été dernier, nous pen-

sions que les enquêtes n'aboutiraient pas en raison de complications policières. Nous sommes maintenant persuadés que le bled se fait aux plus hautes nuances de l'État. Certains hommes politiques n'ont pas changé depuis le temps où ils sympathisaient avec l'O.A.S. ».

L'enlèvement dans le midi de la France, au mois d'août 1975, de plusieurs travailleurs algériens par des « harkis », la séquestration d'un responsable local de l'Armée des Algériens en Europe, ont porté l'irritation à son comble. Les anciens supplétifs de l'armée française en Algérie veulent aujourd'hui obtenir le droit d'y retourner pour revoir leur famille. Le rappel de cette revendication suscite immanquablement une violente réaction. « Ces hommes ne sont plus des nôtres, dit-on à Alger. Ce sont des traîtres. C'est un membre gangrené que nous avons amputé. Ils n'ont aucune place ici. D'ailleurs, leurs sentiments n'ont pas changé. Ils continuent, main dans la main avec les nostalgiques de l'Algérie française, à vouloir nous nuire. Et, lorsqu'ils viennent ici, c'est pour poser des bombes ».

L'arrestation, au début de janvier 1976, d'un « commando de saboteurs » venus de France et d'Espagne pour perpétrer des attentats a rouvert les plaies que l'on croyait en voie de cicatrisation.

### « Des dommages de guerre »

Les dirigeants algériens ont cependant pris soin de tenir à l'écart de la querelle la coopération culturelle, scientifique et technique, et les hommes qui la servent. « Ils n'en parlent d'ailleurs jamais, nous a déclaré avec un peu d'amertume un membre de la mission culturelle française à Alger. Ils la considèrent comme un fait acquis, l'assimilant, comme nous, à des dommages de guerre ».

Il est vrai qu'El Moudjahid, le quotidien officiel, n'accorde que peu de place à la coopération culturelle. Récemment encore, les mérites des Chinois, des Roumains ou des Bulgares. Pour être discret, la mission culturelle française en Algérie n'en est pas moins importante et efficace. Ses dépenses ont représenté en 1975 le quart du budget global de la direction des affaires culturelles du ministère des Affaires étrangères. Elles se sont élevées à 178 millions de francs alors qu'elles ont été, pendant la même période, de 109 millions au Maroc et de 21 millions au Québec. On insiste volontiers à Paris sur l'effort ainsi réalisé, en soulignant qu'« aucun pays ne fait pour l'Algérie en ce domaine ce que réalise la France ».

Sur le plan culturel, les coopérations françaises assurent essentiellement des tâches d'enseignement. Elles ont disparu totalement du primaire depuis 1973, ce secteur ayant été algérianisé, les enseignants ont un fort déficit en français. Mais c'est de plus en plus vers le supérieur que s'oriente l'assistance française. Près de mille trois cents universitaires français contribuent en 1976 à l'encadrement des étudiants algériens. C'est un chiffre record, qui dépasse, pour la première fois, les demandes présentées par les Algériens.

Ceux-ci ne le contestent pas, mais émettent, à juste titre, quelques réserves sur la qualité des enseignants mis à leur disposition. Quatre cents d'entre eux, seuls, peuvent faire état d'un doctorat. Les autres, les assistants pour la plupart, manquent de formation pédagogique. Vic-

trouvent dans la coopération un débouché qui leur assure un appréciable sur-salaire. Ils n'en remplissent pas moins leur mission avec conscience, parfois avec passion.

La coopération technique n'est pas moins développée, bien que ses effectifs aient considérablement diminué, passant de six mille à sept mille personnes en 1967-1968 à mille neuf cents l'année dernière. Contrairement à ce qui se passe dans l'enseignement, le recrutement se fait à un niveau de plus en plus élevé, et l'accent est mis sur la formation de cadres algériens. C'est dans le secteur médical que l'activité des coopérateurs français est la plus remarquable, et la plus ancienne. En 1976, à Alger, de Mme Simone Veil, a consacré cet effort. Quelque trois cent quarante médecins français sont à l'œuvre actuellement en Algérie au titre de la coopération (1). Près de la moitié d'entre eux assurent la totalité de la couverture médicale au Sahara, dans le cadre d'une mission particulière.

Sur le plan scientifique, les responsables français font aussi remarquer que l'Algérie fait partie des quatorze pays avec lesquels Paris a signé des conventions de coopération. Elle est le seul pays d'entre eux qui appartienne au tiers-monde. Ces relations pourraient connaître prochainement un nouveau développement. Alger ayant proposé la réalisation d'un institut d'études pétrochimiques qui permettrait d'établir une fructueuse collaboration entre experts des deux pays.

Ce rapide bilan permet de répondre pourquoi la coopération culturelle et technique a échappé jusqu'à présent aux polémiques. D'ailleurs, disent les Algériens, si nous n'en parlons pas, c'est parce qu'elle se porte bien. Ils remarquent, au passage, qu'ils consentent eux aussi des efforts et qu'ils prennent à leur charge, depuis 1974, 70 % des salaires des enseignants algériens, alors que leur part s'élevait auparavant à 60 %. Or un coopérateur gagne environ deux fois plus d'argent qu'en France, et l'écart avec les salaires algériens est considérable.

Les Algériens rendent volontiers hommage aux responsables de la mission culturelle, et entretiennent les meilleurs rapports avec son directeur, M. Girard. Mais ils soupçonnent Paris de freiner volontairement une coopération qu'ils ne demanderaient pour leur part qu'à étendre. Ils disent attendre depuis plus de deux ans une réponse à leur demande de création d'un institut supérieur d'aéronautique.

Il ne s'agit là que de problèmes mineurs, touchant les modalités et le fonctionnement de la coopération. C'est sur les objectifs que les divergences apparaissent les plus profondes. « Vous ne nous aidez pas par altruisme, disent les Algériens aux Français. Notre développement n'est pas votre souci principal. La coopération constitue d'abord pour vous le moyen de défendre les positions de la langue française dans notre pays ».

C'est effectivement une préoccupation majeure des responsables de la mission culturelle. « Nous contribuons, nous a déclaré l'un d'eux, à la formation des professeurs de français dans tous les pays du monde, sauf en Algérie. Les Algériens estiment connaître suffisamment notre langue pour pouvoir se passer de notre collaboration sur le plan pédagogique. Le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire craint peut-être que notre présence dans les instituts technologiques d'éducation n'altère la formation des maîtres et ne perturbe le processus de récupération du patrimoine culturel arabo-islamique. Nous comprenons ce souci, mais nous constatons que

le niveau des professeurs algériens de français a tendance à baisser. » Pour les dirigeants algériens, la langue française constitue un outil au service du développement économique et technologique. A ce titre, ils l'utilisent sans complaisance. Mais ils savent aussi que, contrairement à d'autres legs de la colonisation, cet instrument n'est pas neutre, qu'il perpétue dans bien des cas une domination d'autant plus difficile à combattre qu'elle est insidieuse et qu'elle s'exerce sur l'esprit même des hommes.

Cela explique leur attitude parfois ambiguë devant une coopération dont ils souhaitent simultanément qu'elle augmente en volume et diminue en influence.

### « Nous pouvons nous passer de la France »

Il ne semble pas que l'on fasse, du côté français, beaucoup d'efforts pour comprendre ce genre de problèmes. Pourquoi d'ailleurs se donner cette peine ? A tous les niveaux et dans tous les domaines, les Français sont convaincus que les Algériens ne peuvent se passer d'eux sans aller droit à la catastrophe. L'expression « Nous sommes condamnés à vivre ensemble » a pris valeur de dogme. On en conclut à Paris qu'il n'y a aucune raison de ménager les « susceptibilités » d'un partenaire pour lequel « on fait déjà beaucoup » et qui, de toute façon, ne dispose ni politiquement, ni économiquement, ni culturellement de solutions de repli, du moins à court terme.

An-delà des contentieux politiques et économiques, cette tranquille certitude provoque chez les Algériens les commentaires les plus acerbes. Si nous coopérons avec la France, disent-ils, c'est en vertu d'un choix politique et non en raison d'un « fait de fatalité ». Il est de fait qu'Alger n'a pas opté pour la voie la plus facile en se prononçant pour le socialisme et le non-alignement sans pour autant rompre avec l'ancienne puissance coloniale. Jalouse de son indépendance, soucieuse d'affirmer sa personnalité, l'Algérie refuse tout ce qui pourrait apparaître comme des manifestations d'un néo-colonialisme qu'elle dénonce chez ses voisins.

« Nous pouvons nous passer de la France, nous a-t-on affirmé dans l'entourage du président Boumedienne. Nous avons relevé d'autres défis. On ne nous croirait pas capables de nationaliser nos pétroles. Nous l'avons fait, et nous avons créé la Sonatrach. Nous avons agi de même pour les banques. Nous pouvons, de la même façon, renoncer à la coopération culturelle et technique ou rapatrier notre émigration. Faudrait-il que nous le fassions pour que l'on nous en croie capables ? Pourquoi ces doutes constants sur nos choix, nos possibilités, nos capacités ? Pendant combien de temps encore nous faudra-t-il prouver que l'on peut nous faire confiance ? »

Ce serait méconnaître gravement la détermination des Algériens que de les croire incapables d'opérer une révision déclinante de leurs relations avec Paris. Ils ne s'y résoudront, certes, qu'en tout dernier ressort. Mais si la lente érosion des rapports bilatéraux devait s'aggraver, la France non seulement perdrait progressivement en Algérie ses positions économiques et culturelles, mais encore elle devra renoncer à sa prétention de jouer un rôle prépondérant dans le dialogue euro-arabe, et, au-delà, dans la concertation qui s'ébauche entre les nations développées et le tiers-monde. C'est là l'enjeu véritable.

FIN

(1) Environ mille cinq cents médecins exercent en Algérie. Six cents d'entre eux seulement sont des Algériens, ce qui illustre l'importance de la contribution française au titre de la coopération.

## Parutions nouvelles et récentes aux éditions François Maspéro

Hérodote	
HERODOTE N° 1	
Géographie de la crise, crise de la géographie revue dirigée par Yves Lacoste	18,00
Cahiers libres	
BERNARD REMY	
L'homme des casernes	35,00
CH. BAUDELLOT ET R. ESTABLET	
L'école primaire divise	12,00
La mémoire du peuple	
nouvelle édition dirigée par Louis Constant	
LOUISE MICHEL	
Mémoires	35,00
Yenan	
collection dirigée par Alain Badiou et Sylvain Lazarus	
CAHIER YENAN N° 1	
Marxisme-léninisme et psychanalyse	28,00
CAHIER YENAN N° 2	
Marxisme-léninisme et révisionnisme face à la crise économique	25,00
ALAIN BADIOU	
Théorie de la contradiction	12,00
CATHERINE QUIMINAL	
La politique extérieure de la Chine	35,00
Textes à l'appui	
ELISE MARIENSTRAS	
Les mythes fondateurs de la nation américaine	55,00
VICTOR EHRENBERG	
L'Etat grec	55,00
CLAUDE MEILLASSOUX	
Femmes, greniers et capitaux	40,00
MARC BURTON	
Vous qui entrez	28,00
Bibliothèque socialiste	
collection dirigée par Georges Bataille	
ROSA LUXEMBURG	
Vive la lutte ! correspondances (1891-1914)	55,00
Malgré tout	
La pédagogie Freinet par ceux qui la pratiquent	38,00
EMILE COPFERMANN	
Le petit homme de la jeunesse a cassé son lacet de soulier	35,00
P. DEMERIN	
Communautés pour le socialisme	28,00
Voix	
collection dirigée par Francisco Gonzalez Ballo	
ROQUE DALTON	
Les morts sont de jour en jour plus indociles	20,00
NIKOS ENCONPOULOS	
Bolivar	20,00
Economie et socialisme	
collection dirigée par Charles Bettelheim	
A.D. MAGALINE	
Lutte de classes et dévalorisation du capital	45,00
Petite collection maspero	
Tankonalasanté	12,00
COMITE SAHEL	
Qui se nourrit de la famine en Afrique ?	12,00
CFDT-PTT	
Des "idiots" par milliers	12,00
MLAC-Rouen-Centre	
Vivre autrement dès maintenant	12,00
JEAN-MARIE BROHM ET MICHEL FIELD	
Jeunesse et révolution	12,00
PIERRE SALAMA	
Sur la valeur	16,00

Catalogue sur demande en nous retournant ce bon :

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_



**FRANÇOIS MASPERO**  
1, place Paul-Painlevé 75005 Paris

## FLIT DU SAHARA

## ÉQUIVALENTS

de que les forces marocaines

Les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les troupes algériennes dans le Sahara occidental. Les Algériens ont riposté en lançant une contre-offensive. Le conflit continue de se dérouler sans interruption.

Le conflit saharien continue de se dérouler sans interruption. Les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les troupes algériennes dans le Sahara occidental. Les Algériens ont riposté en lançant une contre-offensive.

## NERRE DES SABLES

Le conflit saharien continue de se dérouler sans interruption. Les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les troupes algériennes dans le Sahara occidental. Les Algériens ont riposté en lançant une contre-offensive.

Le conflit saharien continue de se dérouler sans interruption. Les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les troupes algériennes dans le Sahara occidental. Les Algériens ont riposté en lançant une contre-offensive.

Le conflit saharien continue de se dérouler sans interruption. Les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les troupes algériennes dans le Sahara occidental. Les Algériens ont riposté en lançant une contre-offensive.

Le conflit saharien continue de se dérouler sans interruption. Les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les troupes algériennes dans le Sahara occidental. Les Algériens ont riposté en lançant une contre-offensive.

## de la crise

Le conflit saharien continue de se dérouler sans interruption. Les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les troupes algériennes dans le Sahara occidental. Les Algériens ont riposté en lançant une contre-offensive.

Le conflit saharien continue de se dérouler sans interruption. Les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les troupes algériennes dans le Sahara occidental. Les Algériens ont riposté en lançant une contre-offensive.

Le conflit saharien continue de se dérouler sans interruption. Les forces armées du Maroc ont lancé une offensive contre les troupes algériennes dans le Sahara occidental. Les Algériens ont riposté en lançant une contre-offensive.

# faubourg saint-antoine

capitale du meuble de qualité

**SOLDES**

JUSQU'AU DIMANCHE 1er FEVRIER INCLUS

de la Bastille... à Ledru-Rollin PARKING ASSURE

# EUROPE

## Turquie

### Dickens, Dostoïevski, Camus censurés par le ministère de l'éducation

L'agitation étudiante continue en Turquie. Mercredi 28 janvier, les autorités de la province de Malatya, dans l'est du pays, ont annoncé que trois enseignants et quatre étudiants appartenant à une organisation subversive de gauche avaient été appréhendés. Le bilan des affrontements qui se sont produits dans les camps universitaires depuis moins d'un mois s'élève à vingt-sept morts. La plupart des victimes sont des étudiants de gauche.

D'autre part, cinq personnes ont été tuées par les forces de sécurité, mercredi 28 janvier, près d'Izmir, dans la province de Mardin, à proximité de la Syrie, a annoncé mercredi la radio turque. Elles appartenaient à un groupe armé poursuivi par la gendarmerie. Treize autres membres du groupe ont été capturés vivants.

De notre correspondant

Ankara. — Réuni récemment à Istanbul, le Syndicat national des écrivains turcs (TYS) a qualifié le ministre de l'éducation nationale, M. Ali Naili Erdem, et le gouvernement en général d'ennemis de la culture. En raison de leur hostilité aux livres relatant la période qui a précédé la seconde guerre mondiale, M. Aziz Nesim, humoriste réputé et président du syndicat, s'en est pris plus particulièrement à une circulaire du ministre éliminant des bibliothèques de l'enseignement secondaire plusieurs ouvrages.

On note parmi les auteurs dont des œuvres sont interdites par le Parti de la justice, Dickens (*Oliver Twist*), Camus, Dostoïevski, Gogol (*Taras Boulba*), Jean-Paul Sartre (*Le Mur*). Il y a quelques années, l'Espoir, d'André Malraux, avait été retiré des bibliothèques. En ce qui concerne les auteurs turcs, on relève Sabahattin Ali — dont un récit filmé par la télévision turque vient d'être censuré — et Kemal Tahir, Mahmut Makal (*Un village en Anatolie*), Yasar Kemal (*Mémoires de Minet*), Celik Alan (*Stratégie révolutionnaire*), Aziz Nesim (*Gage de liberté*), orgueilleux de la littérature nationale.

Récemment, une place a été supprimée du répertoire du Théâtre national sous prétexte qu'elle était — comme les ouvrages précités — contraire à l'éthique. Le Syndicat s'élève contre les accusations du ministre selon lesquelles les ouvrages interdits « visaient à détruire l'ordre établi, et sont écrits par des auteurs dont on connaît l'orientation intellectuelle ». À la lecture de cette longue liste, on voit que peu d'auteurs sont épargnés par de tels soupçons puisque des écrivains populaires comme Esat Mahmut Kozkur et Yigitkaya (*Ce qui grouille*, affirmant les écrivains turcs, que nul intellectuel ne pourra espérer être à l'abri des persécution fasciste). Les responsables du Syndicat ajoutent : « Nous ne sommes pas les écrivains du gouvernement mais ceux de notre peuple ».

Plusieurs élus de l'opposition s'en sont également pris au ministre de l'éducation nationale lors de la discussion du budget de son ministère à la commission mixte parlementaire. Un sénateur du Parti républicain du peuple a accusé l'administration de M. Erdem d'avoir muté environ six mille instituteurs depuis l'investiture du gouvernement, et aussi d'avoir fait expulser ou transférer quelque cinq mille élèves des écoles normales d'instituteurs soupçonnés d'avoir des idées de gauche. « Nous discutons non pas le budget de son éducation, mais celui de son suicide », a-t-il conclu.

Un autre député de l'opposition a donné encore un exemple de l'intolérance de nouveaux dirigeants.

Depuis six mois, et tenant compte des déclarations du gouvernement turc, nous avons régulièrement mon passeport espagnol et que j'obtiens toujours une réponse négative sans motifs. Les seuls jours où j'ai pu aller en Espagne, ce fut pour assister au transfert des cendres de mon mari d'une tombe à une autre. J'avais alors demandé quarante-huit heures et l'on m'avait accordé que vingt-quatre heures, pendant lesquelles je fus entourée par la police. Cela se passait le 8 avril 1974.

Pourquoi me refuse-t-on le droit de retourner dans mon pays, où vivent mes deux filles ? Je n'ai que neuf ans lorsque je suis sortie d'Espagne, en 1933. Il n'y a aucun chef d'accusation à mon encontre. En 1963, mon époux, Julian Grima, fut fusillé. Je porte son nom. Est-ce l'unique raison de la discrimination dont je suis victime ?

Je vis à Paris en travaillant, et l'unique activité dont on pourrait m'accuser est de dédier le peu d'heures dont je dispose à la solidarité avec les prisonniers politiques et leurs familles et de continuer ainsi le vœu que j'avais prononcé à la mort de mon mari : « Que son sang soit le dernier qui soit versé en Espagne ».

Ainsi continue-t-on contre moi une vengeance impitoyable qui me condamne à vivre loin de mon pays et de mes enfants.

Je sais que mon cas n'est pas unique, et je voudrais que le peuple de mon pays et le monde entier le connaissent afin que soit comprise la nécessité d'exiger une amnistie véritable, qui mette fin à tout esprit de vengeance dont je souffre et dont souffrent des milliers d'Espagnols.

Le Parti communiste demande à être jugé sur ses actes

Le Parti communiste espagnol a rejeté à son tour, mercredi 28 janvier, à l'instar du parti communiste français, le principe de la dictature du prolétariat. Au cours d'une conférence de presse tenue à Madrid, cinq membres de la direction intérieure ont ainsi pris leurs distances, au nom du parti, à l'égard d'un principe que l'un d'eux a qualifié de « stalinien ».

Les dirigeants présents ont reconnu pour le critiquer le fait que dans certains pays socialistes il n'y avait d'autre parti que le parti communiste. « Nous demandons que le parti communiste espagnol soit jugé sur ce qu'il a fait, et non pas sur ce qu'il se fait dans d'autres pays », a dit un membre du comité central du parti. Celui-ci s'est prononcé pour « une voie espagnole vers le socialisme caractérisée par la démocratie et la multiplicité des partis ».

Interrogés sur la confiance que l'on pouvait faire aux communistes, un dirigeant a répondu qu'« il se devait d'être démocratique, ne serait-ce que par intérêt égoïste et partisan ».

« Nous respectons la volonté populaire librement exprimée », a dit l'un d'eux, ajoutant que le P.C.E. devait bénéficier d'une reconnaissance légale. Pour les communistes, les attaques de M. Arias Navarro contre le « communisme totalitaire » démontrent que le gouvernement a, en réalité, l'intention de ne reconnaître aucun parti.

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a déclaré de son côté, dans une interview accordée au quotidien algérien *El Moudjahid*, que « le retour à la démocratie en Espagne ne peut pas être cet état de semi-légitimité que le gouvernement a voulu l'opposition ». Le leader communiste estime indispensable une « rupture démocratique », c'est-à-dire « l'abolition des institutions franquistes ». — (A.F.P.)

## Finlande

### A PROPOS DE LA POLITIQUE DES REVENUS Les communistes se sont opposés à leurs partenaires de la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Helsinki. — Après des négociations hâssantes, un accord-cadre de politique des revenus a pu être mis au point, le mardi 27 janvier, pour un an. Il limite les hausses de salaires à un peu moins de 7 % et fixe un plafond à la hausse des prix, laquelle ne doit pas dépasser 5 % pour la durée de l'accord.

Ces négociations étaient décevantes : une politique économique visant à ralentir l'inflation (35 % au moins pour les deux dernières années), à atténuer le déficit des paiements extérieurs et à lutter contre le chômage n'est pas possible sans un accord des principaux partenaires sur l'évolution économique interne. Les négociations ont eu lieu à un moment particulièrement délicat du vote du budget, de la mise au point d'un plan pour la sauvegarde de l'emploi et de l'élaboration du programme du gouvernement, qui avait été repoussé à la fin janvier quand fut formé, le 30 novembre, le cabinet de M. Miettinen.

Le premier affrontement au sein de la coalition gouvernementale a opposé les communistes aux quatre autres partis sur les ressources à trouver pour faire face à certaines dépenses budgétaires supplémentaires financées par une taxe spéciale sur les voitures — de 30 à 250 marks — et l'augmentation des droits de timbre. Les communistes se sont fermement opposés à tout relèvement de taxes qui aboutirait à augmenter le prix des produits à la consommation pour financer le programme antichômage du gouvernement. Les sociaux-démocrates ont refusé de signer le chapitre. Bien qu'une partie du programme antichômage soit financée par un emprunt de l'extérieur de 500 millions de marks et diverses ponctions fiscales sur la propriété et le revenu, le premier ministre centriste, M. Miettinen, a réaffirmé qu'une augmentation de ces taxes lui paraissait indispensable. C'est sur cette toile de fond que se sont déroulées les négociations de la politique des revenus.

La coalition syndicale sociaux-démocrates-communistes, qui a résisté aux extrêmes jusqu'au dernier jour — ce qui ne s'était pas vu depuis 1968 — a réussi à obtenir que le niveau des prix soit discuté avant les salaires, ce qui a contraint le gouvernement à déposer un projet de loi de blocage des prix devant le Parlement : le gouvernement était alors dans une situation difficile puisqu'une loi sur les prix est du domaine constitutionnel et nécessite une majorité des cinq sixièmes pour ses adoptions. Or, avec ses trente-cinq députés, le parti conservateur — dans l'opposition — dispose à lui seul de la minorité de blocage. Le patronat, de son côté, est parvenu à obtenir un accord sur les salaires alors qu'il sait que, en raison du chômage, il ne risque guère, à court terme, de fortes actions syndicales. Il refusait de conclure un accord sur les salaires avant de savoir quelle serait la réglementation des prix, et quel organe les surveillerait ; il excluait totalement la participation des ouvriers à un organe de décision.

Enfin, les agriculteurs, avec lesquels un compromis n'a finalement pu être trouvé, se montraient inflexibles malgré les corrections successives — en hausse — des offres gouvernementales. Aller trop loin, en effet, équivalait à faire monter le prix du lait et la hausse de l'indice des prix dépasserait la limite de 5 % qui a été fixée.

C'est seulement après trois interventions du président de la République, M. Kekkonen, et la promesse donnée au parti conservateur que la loi bloquant les prix ne serait promulguée que si un accord entre patronat et syndicats était conclu, que la situation s'est débloquée.

Le gouvernement de M. Miettinen a donc reçu un ballon d'oxygène. Les oppositions fondées sur la politique économique de la gauche — et particulièrement des communistes — et celle des partis non socialistes de la coalition (parti du centre, parti libéral et parti suédois) ne sont pas pour autant atténuées. La position délicate dans laquelle se trouvent les communistes (dont la fraction minoritaire a refusé de participer au gouvernement), pourrait contraindre M. Saarinen, le président du P.C., à radier ses positions, ce qui rendrait la coopération gouvernementale quasi impossible.

GILLES GERMAIN.

« Les *« Investia »* évoquent les déboires en R.F.A. des Soviétiques d'origine allemande, qui ont du mal à trouver un logement et du travail » et pour qui « le problème majeur est le caractère inacceptable du mode de vie dans un pays capitaliste ». L'auteur de l'article affirme avoir lu de nombreuses lettres d'émigrés déçus. (Reuter.)

Le Parti communiste demande à être jugé sur ses actes

Le Parti communiste espagnol a rejeté à son tour, mercredi 28 janvier, à l'instar du parti communiste français, le principe de la dictature du prolétariat. Au cours d'une conférence de presse tenue à Madrid, cinq membres de la direction intérieure ont ainsi pris leurs distances, au nom du parti, à l'égard d'un principe que l'un d'eux a qualifié de « stalinien ».

Les dirigeants présents ont reconnu pour le critiquer le fait que dans certains pays socialistes il n'y avait d'autre parti que le parti communiste. « Nous demandons que le parti communiste espagnol soit jugé sur ce qu'il a fait, et non pas sur ce qu'il se fait dans d'autres pays », a dit un membre du comité central du parti. Celui-ci s'est prononcé pour « une voie espagnole vers le socialisme caractérisée par la démocratie et la multiplicité des partis ».

Interrogés sur la confiance que l'on pouvait faire aux communistes, un dirigeant a répondu qu'« il se devait d'être démocratique, ne serait-ce que par intérêt égoïste et partisan ».

« Nous respectons la volonté populaire librement exprimée », a dit l'un d'eux, ajoutant que le P.C.E. devait bénéficier d'une reconnaissance légale. Pour les communistes, les attaques de M. Arias Navarro contre le « communisme totalitaire » démontrent que le gouvernement a, en réalité, l'intention de ne reconnaître aucun parti.

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a déclaré de son côté, dans une interview accordée au quotidien algérien *El Moudjahid*, que « le retour à la démocratie en Espagne ne peut pas être cet état de semi-légitimité que le gouvernement a voulu l'opposition ». Le leader communiste estime indispensable une « rupture démocratique », c'est-à-dire « l'abolition des institutions franquistes ». — (A.F.P.)

## Portugal

### Le quotidien « Republica » vu être rendu à son ancienne administration

Lisbonne. (A.F.P., A.P., Reuter.)

Le quotidien *Republica* sera très prochainement remis à son administration « légale », a annoncé, le mercredi 28 janvier, le capitaine Souza e Castro, porte-parole du Conseil de la révolution.

Fermé en mai 1975, à la suite d'un conflit entre les ouvriers et employés, d'une part, et la direction de la rédaction socialiste, d'autre part, le journal devait réapparaître au mois de juillet sous le contrôle d'une commission de travailleurs proche de l'extrême gauche. En signe de protestation, les socialistes avaient, alors, quitté le quotidien pour aller fonder un journal « pluraliste et indépendant ».

Au mois de décembre 1975, la situation économique de *Republica* était catastrophique. Le directeur, nommé par le Conseil de la révolution, ainsi que les membres de la commission des travailleurs donnaient leur démission et le journal cessait de paraître.

Une assemblée générale des actionnaires va décider de la réouverture ou de la fermeture définitive de *Republica*.

M. Raul Rego a posé deux conditions pour reprendre la direction du quotidien : rétablissement de la situation financière d'avant le mois de mai 1975 ; exclusion des membres du personnel qui, à cette époque, avaient pris la direction du journal.

D'autre part, à trois mois des élections législatives, les socialistes ont publié un long communiqué qui contient les grandes lignes de leur stratégie électorale. Le P.S. porte ses principales attaques contre les partis de droite, le P.P.D. et le C.D.S., qu'il accuse d'avoir « adopté une attitude triomphaliste » fondée sur le « vieux dilemme salazariste : les communistes ou nous ». Refusant toute alliance sur leur droite, pour la campagne électorale, les socialistes se gardent aussi de se compromettre à gauche.

Selon le parti de M. Mario Soares, les communistes diffusent une « vision catastrophique de la réalité nationale » partant d'un « nouveau dilemme cannibale : ou le fascisme ou nous ». Le P.S. est, donc, décidé à faire cavalier seul lors des prochaines élections, se présentant aux Portugais comme « le parti qui a le plus lutté pour la démocratie, le mieux défendu le prestige du Portugal dans le monde grâce à ses relations internationales ».

La gauche peut remonter le courant déclare le commandant Melo Antunes

De notre correspondant

Bruxelles. — Selon M. Melo Antunes, ministre portugais des Affaires étrangères, l'arrestation du général Otelo de Carvalho était inévitable : « Il n'y avait pas d'alternative, étant données ses responsabilités dans la conspiration d'octobre 1975 ». A-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse à l'issue de son voyage européen et de ses conversations avec la Commission du Marché commun et les ministres belges, « Carvalho, a-t-il dit, a suivi une voie qui ne correspondait pas exactement à la vision que nous avons de la démocratie portugaise. En se liant à des groupes d'extrême gauche à l'attitude aventureuse, il n'a pas résisté à la tentation de modifier radicalement et brusquement la vie politique du Portugal ».

M. Antunes a cependant reconnu que les arrestations de progressistes et les libérations de « salazaristes », pouvaient inquiéter les milieux de gauche au Portugal. « Il y a un nouveau rapport de forces depuis le 25 novembre, un recul de la gauche et une poussée de la droite. Mais il ne faut pas être trop pessimiste ; l'ensemble de la gauche démocratique et socialiste peut remonter le courant. Elle est suffisamment puissante et dynamique pour empêcher le retour du fascisme ».

Le ministre s'est félicité de l'analyse faite par les socialistes européens à Paris. Le rapprochement entre socialistes et communistes lui paraît indispensable. « Il n'y aura pas de transformations véritables de la société sans une union de la gauche ».

Le parti socialiste portugais et le P.P.D. ont démenti jeudi les affirmations de M. Agre, M. Sottomayor Cardia, membre de la commission politique du parti socialiste, a déclaré : « Cette accusation n'est pas nouvelle. Elle a déjà été portée à plusieurs reprises dans le passé. Il s'agit d'une accusation fantaisiste et calomnieuse puisque le parti socialiste lutte précisément pour la stabilité politique et pour la paix nationale, alors que, selon M. Agre, la C.I.A. cherchait l'instabilité et la violence au Portugal ».

L'AUTEUR D'UN LIVRE SUR LA C.I.A. ACCUSE LE PARTI SOCIALISTE D'AVOIR RECU UNE AIDE DE L'AGENCE AMERICAINE

Au cours d'une conférence de presse tenue le mercredi 28 janvier à Paris, M. Philip Agre, ancien membre de la C.I.A., auteur d'un livre intitulé « Journal d'un agent secret » (Editions du Seuil), a affirmé que l'Agence de renseignements avait aidé les socialistes portugais, puis le parti populaire démocratique (de tendance centre droit), depuis le début de la révolution portugaise. Il a cité les noms de quatre hommes qui avaient précédemment travaillé pour la C.I.A. en Amérique latine, notamment au Brésil, en Uruguay et au Chili. Cette équipe, a-t-il indiqué, a incité les catholiques du nord du Portugal à la violence et tenté de provoquer des sécessions dans les organisations syndicales et à leur sein du Mouvement des forces armées (M.F.A.).

Le parti socialiste portugais et le P.P.D. ont démenti jeudi les affirmations de M. Agre, M. Sottomayor Cardia, membre de la commission politique du parti socialiste, a déclaré : « Cette accusation n'est pas nouvelle. Elle a déjà été portée à plusieurs reprises dans le passé. Il s'agit d'une accusation fantaisiste et calomnieuse puisque le parti socialiste lutte précisément pour la stabilité politique et pour la paix nationale, alors que, selon M. Agre, la C.I.A. cherchait l'instabilité et la violence au Portugal ».

**La V.P.C. échange ou rembourse**

Tout achat à une entreprise de vente par correspondance peut être échangé ou remboursé sur simple demande.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance.

**PAYER INDUMENT DES IMPOTS**

en vertu de leur adage « les bénéfices fictifs sont un impôt fiscal ».

**CHEFS D'ENTREPRISE**

avertissez immédiatement votre inspecteur fiscal que, dorénavant, vous ne paierez plus l'impôt sur la partie fictive du bénéfice fiscal.

**SORTIR de l'INFLATION**

enseigne les modes de calcul nécessaires en tenant compte de l'inflation. Je le distribue moyennant une participation de 50 francs pour les participants, 200 francs pour les entreprises.

EMILE KRUEG, ex-Chef d'entreprise, 7, rue d'Anjou, 75008 Paris

Chèque postal Paris 1020-11

J'ai déjà donné cet enseignement dans diverses écoles et le moment est arrivé où des Professeurs de Comptabilité consciencieux vont commencer à l'incorporer à leurs programmes.

**LENTILLES DE CONTACT :**

des millions d'utilisateurs conquis.

Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spécialement pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une acuité visuelle rapide et une tolérance parfaite.

Venez faire un essai. Gratuitement.

**YSOPTIC**

80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS

Tél. : 522.15.52

Documentation et livre des correspondants Français et étrangers sur demande.

**الشرق العربي عبر التات**

**BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE**

67, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris

Tél. 359.61.49 - Téléc. 640340 BIAPA

Adresse télégraphique BIAPAR PARIS

**Le Monde Arabe est notre affaire**

**Consultez-nous**

1.080 F

550 F

1.995 F

**مكتبة من الأصول**



## EUROPE

Portugal

Republica va être rendue à l'ancienne administration

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

Le Portugal va être rendu à l'ancienne administration. Le régime démocratique va être rétabli. Les élections vont être organisées. Le peuple va choisir ses représentants. Le régime va être réformé. Les institutions vont être renforcées. Le pays va connaître la paix et la prospérité.

### M. Jean-Pierre Cot : le rapport Tindemans avance des propositions inacceptables

M. Jean-Pierre Cot, député de la Savoie, a été désigné comme délégué du P.S. pour les questions européennes en remplacement de Mme Nicole Questiaux, démissionnaire (Le Monde du 29 novembre 1975). Dans une conférence de presse, jeudi 29 janvier, il a présenté l'analyse que le P.S. fait du rapport de M. Tindemans, en déclarant notamment : « Par-delà quelques idées générales et d'autres plus contestables, M. Tindemans avance cinq propositions inacceptables pour les socialistes : 1) l'allégeance atlantique, qui imprime une certaine conception au dialogue avec les Etats-Unis ; 2) la

police des crises en Europe et dans le bassin méditerranéen ; 3) le serpent budgétaire, qui soumet aux impératifs capitalistes de l'austérité la politique économique des Etats de la C.E.E. ; 4) le principe de la fuite en avant institutionnelle et le dérapage généralisé des compétences communautaires ; 5) l'abandon au régime de l'immunité, sauvegarde éventuelle aujourd'hui de la possibilité de construire le socialisme en France.

« Je considère personnellement que les propositions avancées maintiennent en cause la liberté d'action du futur gouvernement de la gauche pour l'exécution de son programme et annoncent une dégradation des conditions de vie des travailleurs au profit du capital. »

En ce qui concerne l'élection du Parlement européen au suffrage universel, M. Jean-Pierre Cot s'est borné à expliquer que le comité directeur qui siège samedi 31 janvier est saisi de cette question.

(Mme Questiaux avait abandonné la responsabilité des questions européennes, car elle est hostile au processus d'intégration tel qu'il existe actuellement. Le nouveau délégué du P.S. se montre, lui aussi, réticent. Il estime notamment que le rapport Tindemans donne à l'élection du Parlement européen un caractère de simple ratification des décisions prises par les socialistes refusant.

Cette attitude n'a pas été suivie mercredi 25 janvier par le secrétariat du P.S. qui reste partisan sur l'appréciation à porter sur le rapport Tindemans, et en particulier sur le fait qu'il puisse mettre en cause la liberté d'action d'un futur gouvernement de gauche. Le comité directeur doit en principe trancher.)

### M. JOBERT : la défense européenne est un terrain d'hyppocrisie.

M. Michel Jobert, fondateur du Mouvement des démocrates, indique, dans *The Economist* (daté 28 janvier-2 février), qu'il n'est pas opposé à la politique de défense communautaire proposée par le rapport Tindemans. « Lorsque j'étais ministre des affaires étrangères, rappelle-t-il, je me suis entretenu de la coopération nucléaire franco-britannique avec Edward Heath. Mais la Grande-Bretagne n'était pas libre. La Grande-Bretagne était et est toujours liée aux Etats-Unis. Et cette situation rend toute vraie coopération impossible. La vérité, c'est que la défense européenne est un terrain d'hyppocrisie. Nous devons réaliser enfin que les conversations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique risquent de bien aboutir à la neutralité de l'Europe. Aussi, nous devons construire notre propre défense. Mais vous pouvez considérer que toute politique européenne de défense qui s'attaque ni par les Américains ni par les Russes n'est pas une politique européenne de défense. »

Le secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, a provoqué une bruyante manifestation de la gauche travailliste en répondant par un « yes Sir » sans équivoque à la question d'un porte-parole conservateur : « Considérez-vous que ce pays est tenu par son engagement de principe sur l'organisation d'élections directes (au Parlement européen), quoi qu'en puisse dire une éventuelle conférence de parti travailliste ? » M. Callaghan a, d'autre part, répondu « non » à un député travailliste qui souhaitait que cette question soit tranchée par un référendum.

### Yugoslavie

### Le régime renforce le système de défense populaire

De notre correspondant

Belgrade. — Au moment où à l'étranger on parle de plus en plus fréquemment de menaces extérieures pesant sur la Yougoslavie et alors d'un régime d'arrangements et de procès politiques suscitant le doute quant à la stabilité du pays après Tito, le régime réagit notamment en renforçant deux systèmes d'arrangements et de procès politiques : la « défense populaire générale » et l'« autoprotection sociale ».

Le premier système est complètement mis en place. Il est constitué par l'armée régulière, la seule institution véritablement centralisée dans le pays, et par les unités territoriales. Mobilisables sur place et dans les plus brefs délais, possédant leur armement et leur propre commandement, ces unités seront chargées de défendre avec l'armée régulière des régions déterminées. Si l'une ou l'autre de ces régions devaient être occupées, elles seraient tenues de s'y maintenir, de s'accrocher au terrain et de harceler les arrières de l'ennemi.

Reposant sur la théorie du « peuple armé », le système de défense populaire généralisée engage pratiquement tous les hommes et femmes en état de porter les armes, soit plusieurs millions de personnes. Son fonctionnement, ce fut surtout le cas l'année dernière, est mis à l'épreuve pour ainsi dire quotidiennement. Alertes, simulations de mobilisation, entraînements aéro-maritimes et de défense civile, dont la presse ne fait écho que très incomplètement, visent à donner au début des hostilités les tentatives de « percée fulgurante », à déjouer les plans d'une guerre éclair et à imposer à l'ennemi une « guerre populaire de longue haleine ».

Tout ce qui touche à l'armée est plus ou moins secret. Il est cependant évident que celle-ci dispose d'un armement moderne qui lui est livré en majeure partie par l'industrie nationale, dans laquelle des sommes considérables ont été investies. Quelques-unes des bases, tels les impressionnants aéroports souterrains creusés « quelque part » dans les montagnes Hercegovine ou au Monténégro, régions d'accès très difficiles, constituent des centres redoutables de résistance.

Avec la détermination absolue du régime de s'opposer à toute atteinte à l'intégrité territoriale d'un pays, il ne fait pas de doute qu'une invasion de la Yougoslavie ne serait pas « une marche triomphale » comme on en a connu dans l'histoire récente.

### Dévoiler

les « agissements suspects »

Si le système de défense populaire généralisée est appelé à agir en cas de guerre, c'est-à-dire en cas d'une menace extérieure, celui de l'« autoprotection sociale » est conçu pour parer sur le plan intérieur « aux manifestations négatives dans la vie politique et économique, dans l'idéologie et la culture, aux menées des services de renseignements étrangers, aux tentatives de désertion et de terrorisme, de propagande hostile, à la corruption et aux atteintes

à la propriété sociale en général ». Ce système est en voie de formation dans les entreprises, les agglomérations, les communes et alors d'un régime d'arrangements et de procès politiques suscitant le doute quant à la stabilité du pays après Tito, le régime réagit notamment en renforçant deux systèmes d'arrangements et de procès politiques : la « défense populaire générale » et l'« autoprotection sociale ».

Lors d'une réunion consacrée, ce mois-ci, à la mise en marche accélérée de l'« autoprotection sociale », M. Lazare Kolisevski, membre de la présidence de l'Etat et de la ligue des communistes, a insisté sur cet aspect de la question. « Le sens fondamental de l'« autoprotection », a-t-il dit, est de déceler et d'éliminer à temps les activités hostiles contre notre société et les travailleurs. » M. Anton Vratasa, vice-premier ministre, a déclaré pour sa part que l'« autoprotection », laquelle, conformément à la nouvelle Constitution, tous les citoyens ont le droit et le devoir de participer, est un instrument de sauvegarde des acquisitions de la révolution.

Une quarantaine de rapports ont été présentés à cette réunion, dont celui de M. Vidan Markovitch, conseiller spécial au secrétaire fédéral à l'intérieur. *Politika* en a reproduit de larges extraits, notamment ceux sur les formes de subversion des services de renseignements étrangers ou sur « saper notre système social et la politique indépendante et de non-alignement de notre pays ».

La liste est extrêmement longue et porte sur les tentatives d'infiltration dans « tous les pores de la vie sociale », y compris les communautés religieuses qui « exigent des solutions contraires à la politique et aux idéaux de notre société ». M. Markovitch a dénoncé avec force la « collusion » de ces services avec l'émigration

PAUL YANKOVITCH.

(Publié)

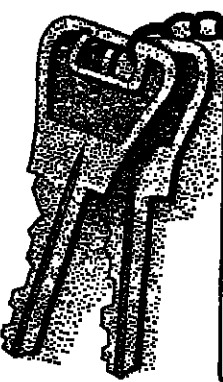
Contre les atteintes de l'âge

Dominant l'agglomération cannoise, dans un cadre de verdure, le Centre de REVITALISATION BIOLOGIQUE est dû à l'initiative d'un groupe médical pluridisciplinaire.

Ce groupe a nouvellement mis au point une cure revitalisante allant du traitement séro-cyto-immunitaire, résultat de nombreux travaux sur les mécanismes du vieillissement cellulaire, des thérapies psychosomatiques (training autogène, ionisation négative, balnéothérapie, physiothérapie, etc.) qui favorisent la reprise générale des activités naturelles.

Cette cure est personnalisée suite à un bilan de santé (check-up) pratiqué au préalable par dix médecins spécialistes. DETRIMENT, STIMULANT, REGENERANT, le régime de traitement agit efficacement contre les processus de dégradation, conséquences d'un environnement de plus en plus agressif et du rythme de la vie actuelle qui limitent nos possibilités physiques, accélèrent les processus de sénescence et sont à l'origine des syndromes de glissement, dysfonctionnements divers pré ou post-nutritionnels ou métaboliques, fatigabilité, asthénie sexuelle, atrophie dépressive.

SI VOUS AVEZ 50 ANS OU PLUS, CETTE CURE PEUT VOUS INTERESSER. Pour recevoir une documentation détaillée, le programme, les conditions de la cure, écrivez à : CENTRE DE REVITALISATION BIOLOGIQUE 31 (a), bd d'Oxford, 06000 CANNES. Tél. (93) 36-45-75 et (93) 36-67-61. Une notice scientifique sera adressée sur demande à M. les médecins.



### VOICI LA CLE DE 30.000 APPARTEMENTS ET MAISONS INDIVIDUELLES.

- sur simple rendez-vous un entretien personnalisé, - la documentation complète sur plus de 500 programmes immobiliers, - des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

Centre Etoile 525.25.25 49, avenue Kléber 16<sup>e</sup> Centre Nation 346.11.74 45, cours de Vincennes 20<sup>e</sup> Centre Maine 539.22.17 210, avenue du Maine 14<sup>e</sup>

INFORMATION LOGEMENT Un service gratuit de la Compagnie Bancaire

### 153, rue de l'Université Paris 7<sup>e</sup>



### Le quartier est exceptionnel. Les appartements aussi.

Habiter l'aristocratique et très protégé 7<sup>e</sup> arrondissement, entre la Seine et les jardins du Champ de Mars, constitue déjà un grand privilège. Ce n'est pas le seul au 153 de la rue de l'Université.

Cette résidence émaillée de jardins intérieurs, se distingue aussi par la qualité originale de ses appartements.

Ceux-ci en effet, tous grands, bénéficient

d'une conception « à l'ancienne » pour concilier, par la distribution des pièces notamment, le service domestique avec la vie familiale ou mondaine.

Autre avantage : au 153 rue de l'Université, le futur propriétaire intervient directement dans l'aménagement de son appartement, afin que ses goûts et ses besoins soient tous parfaitement satisfaits.

Et cela pour 8.300 F le m<sup>2</sup>. Prix ferme et définitif.

Appartements de 2 à 6 pièces et studios.

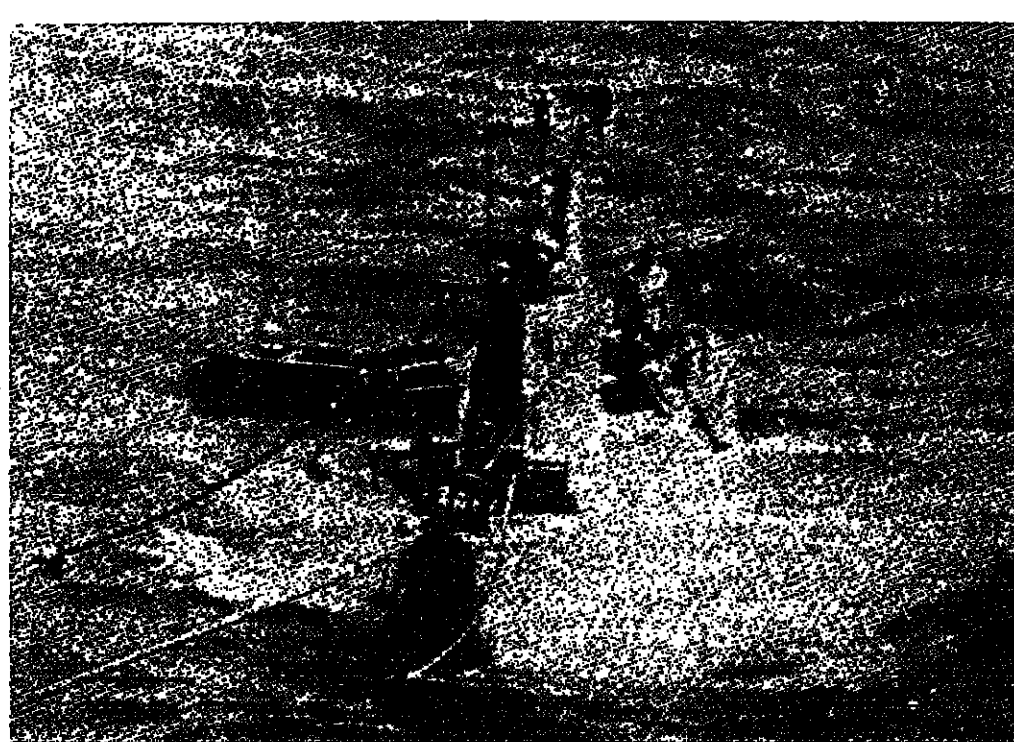
Renseignements et vente sur place : ensemble, tous les jours sauf le mercredi de 14 à 19 h, et le samedi de 10 à 19 h.



Et, GEFIC : 52 Champs Elysées Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 256.98.98. Livraison : 1<sup>er</sup> semestre 1977.

Une réalisation SEROL.

### FAMOUS la mission APOLLO des grandes profondeurs.



Si plongée à 3.000 mètres sous l'Athénique... L'« Expédition Famous » est la mission Apollo des grandes profondeurs. Il s'agit d'une expédition d'exploration et de recherche scientifique. L'expédition Famous est une mission Apollo des grandes profondeurs. Elle est organisée par le C.N.R.S. et le C.N.E.S.C. L'expédition Famous est une mission Apollo des grandes profondeurs. Elle est organisée par le C.N.R.S. et le C.N.E.S.C.

de plateaux et d'encanements, de failles et de coulées de lave surgies des entrailles du globe et qui se solidifient pour laisser croire à des vestiges de villes mortes, est inscrit l'un des secrets de l'avenir de notre planète. La Terre — nous l'oublions trop — est une planète vivante dont les éruptions volcaniques et les séismes sont comme les signes de croissance. L'« Expédition Famous » aura contribué à percer les mystères qui président à cette évolution. Elle a permis de

relevier les traces de la formation de minéraux sous-marins dont l'exploitation se révélera probablement capitale.

L'« Expédition Famous » démontre aussi comme l'exploit humain et spirituel d'une équipe qui affronta les plus grands risques. Le récit de l'« Expédition Famous » est publié actuellement aux Editions Albin Michel, sous la signature de deux de ses principaux acteurs, Claude Riffaud et Xavier Le Pichon.

RUE SEUVE

Le Monde Arabe est notre affaire

Consultez-nous

du 20 au 31 Janvier des affaires dans le 9<sup>e</sup>

10% 20% 30% 40% 50%

caméra 7

Photo - Ciné - Son 7, rue La Fayette Tél. 874.33.21 ROLLEI reflex SL 35 avec objectif et sac : 1.270 F 1.080 F

DUC D'ANTIN Horloger - Bijoutier - Orfèvre

14, rue La Fayette Tél. 770.18.26 Brique DUPONT laque de Chine : 550 F

ANDREBRUN Couturier - Fourreur

29, rue de Clichy Tél. 874.16.08 Vestis LOUP de Corée 3.480 F 1.995 F



# POLITIQUE

## Libres opinions UNION ET AUTOGESTION

par ANDRÉ ACQUIER (\*), GÉRARD FUCHS (\*\*)  
et JEAN LE GARREC (\*\*)

**L**a signature du programme commun en juin 1972 a marqué une date capitale dans l'histoire de la gauche de notre pays. Pour la première fois depuis 1936, au-delà d'accords de désistement électoraux, socialistes et communistes rendaient public un ensemble de mesures qu'ils s'engageaient à mettre en œuvre s'ils arrivaient au gouvernement.

Le programme commun n'avait pas pour autant supprimé, comme par miracle, les différences de conception entre le P.S. et le P.C. En particulier, sur un point : celui de la définition de la démocratie future dans l'entreprise, un accord même de rédaction n'avait pu être trouvé. Les communistes s'accrochaient à la formule de la « gestion démocratique » et les socialistes à celle de l'« autogestion ». Il n'est pas inutile d'expliquer pourquoi, moins que jamais aujourd'hui, le P.S. n'a pas renoncé à cette appellation querelle de mots.

La première raison tient à l'évolution même du parti et à l'approfondissement continu de son projet et de son identité depuis 1972. Le P.S. a su intégrer progressivement les militants du renouveau socialiste du début des années 60, les syndicalistes et les jeunes venus à la politique à travers le formidable mouvement de mai 1968. Il a retrouvé des capacités de réflexion et d'intervention. L'autogestion a cessé d'être pour lui une référence au seul mode de gouvernement des entreprises pour caractériser l'exigence sans cesse plus précise d'un socialisme où la démocratie s'étend à tous les choix et à tous les domaines de la vie sociale. Démocratie responsable, où les décisions sont prises le plus directement possible par l'ensemble de ceux qui sont concernés, et où sont garantis le contrôle de l'exécution de ces décisions et aussi celui des délégués choisis pour les mettre en œuvre.

Deuxième raison, intimement et dialectiquement liée à la première : l'accollement de l'influence du parti, largement dû sans doute à l'affirmation progressive des trois thèmes de l'union de la gauche, du front de classe et de l'autogestion. A cette affirmation, mais aussi aux conséquences pratiques que les socialistes ont commencé à en tirer au niveau de leur action la plus quotidienne. En privilégiant dans la lutte de classe les formes accordant la plus grande importance à une large démocratie de base, les objectifs remettant en cause non seulement les inégalités de revenus mais aussi une certaine conception des relations hiérarchiques, les militants socialistes n'inventent rien. Ils ne sont d'ailleurs pas encore tant s'en faut à la pointe de tous les combats de ce type. Mais leur effort constant pour accorder leur théorie et leur pratique n'est pas étranger à leur rayonnement croissant, en particulier dans un monde du travail de plus en plus dupement touché par la crise actuelle, économique et idéologique, du capitalisme.

Cette évolution, cette progression ne sont sans doute pas pour rien dans le déclinement par le P.C. de la polémique d'octobre 1974. Et l'appareillement de cette polémique ne signifie ni retour à la lune de miel de la campagne présidentielle ni alignement. Simplement, le parti communiste lui-même, à la veille de son XXII<sup>e</sup> congrès, se réinterroge sur sa ligne et sur sa personnalité. Aujourd'hui, comme déjà en 1972, le problème central de la gauche continue de se caractériser à travers les deux mots : union, autogestion.

Face à ce problème, trois attitudes apparaissent alors possibles pour les socialistes.

La première consiste à regarder comme primordiale la référence autogestionnaire et à considérer les organisations du mouvement ouvrier comme fixées sur des positions dont les unes seraient satisfaisantes et les autres ne le seraient pas. Il y a là un danger grave et évident : celui de faire de l'autogestion la raison et l'ail de tous ceux qui — à voix plus ou moins haute, sur la base d'une critique de gauche ou sur celle d'une critique de droite — refusent en fait l'alliance indispensable et fondamentale aujourd'hui scellée entre le courant socialiste et le courant communiste.

Une deuxième attitude consiste au contraire à faire de l'union de la gauche sa propre finalité et, en conséquence, à tenter de gommer tout ce qui risque de faire problème entre socialistes et communistes. Bien sûr, disent les tenants de cette attitude, nous avons adopté un projet autogestionnaire, mais il n'a de signification que pour le long terme et ne change rien aux objectifs et aux comportements d'aujourd'hui. Le danger d'un tel langage, l'union pour l'union, est moins évident mais pourtant aussi grave que le précédent. Il est que la prise en considération des contradictions actuelles au sein du mouvement ouvrier soit reléguée au lendemain de l'arrivée de la gauche au pouvoir ; et qu'alors la surrection brutale de ces contradictions ne mette en cause au moment décisif la cohésion même de la gauche.

Ces deux premières attitudes ont finalement en commun leur caractère statique. Elles sous-estiment les évolutions qui ne cessent d'affecter les signifiants du programme commun depuis sa signature.

La troisième attitude part de l'analyse qu'il n'est pas de marche possible vers le socialisme sans que s'exercent simultanément l'action gouvernementale des partis de gauche occupant le pouvoir d'Etat et l'initiative consociative et responsable des travailleurs et de tous ceux qui aspirent à changer la vie. Dès lors, une approche dynamique de la conception de l'union doit être considérée non comme une réalisation achevée et sans cesse menacée mais comme un vécu en continue évolution, vécu au double plan à la fois politique et social.

L'union est un combat ditent les communistes. Cela implique que les socialistes ne se séparent pas la pratique de l'union de l'affirmation de leur propre identité ; cela implique qu'ils poursuivent leur approfondissement du projet autogestionnaire et lui donnent continuellement un contenu plus concret. Dans cette voie le dialogue, aussi bien avec les organisations syndicales qu'avec les mouvements d'usagers de toute nature, est indispensable. Nul doute que, devant des propositions de plus en plus précises, nos camarades communistes n'en viennent à s'interroger — et à nous interroger — au travers d'un débat qui ferait progresser alors l'ensemble de nos deux organisations.

Encore faut-il que ce débat traduise un mouvement social, contribuant ainsi à créer les conditions d'une action sur le réel, et ce dans la situation de crise qui sera celle que trouvera la gauche lors de son arrivée au pouvoir. Le débat sur l'autogestion n'a de sens que comme débat devant les travailleurs, comme débat des travailleurs. Car c'est de leur attitude que dépend, au bout du compte, l'évolution de l'union de la gauche. Bien sûr l'autogestion n'est pas réalisable dans le système capitaliste. Bien sûr elle n'apparaîtra pas non plus d'un coup de baguette magique au lendemain de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Mais réclamer des augmentations non hiérarchisées des salaires, réduire volontairement et collectivement des cadences, refuser la liquidation abusive de certaines entreprises en maintenant partiellement ou totalement leur production, obtenir la gestion des équipements collectifs d'un grand ensemble, boycotter les produits douteux d'un supermarché : autant de façons de se battre dont les travailleurs comprennent de mieux en mieux l'efficacité et qui leur révèlent les rouages possibles d'une autre société dont ils auraient le contrôle : autant de façons de se battre auxquelles les socialistes doivent être de plus en plus étroitement associés, car elles sont dans la période actuelle à la fois la preuve de l'aspiration à l'autogestion et l'une des implications stratégiques de son choix.

A ceux qui veulent simplement militer, l'autogestion peut sans doute suffire. A ceux qui veulent simplement gouverner, l'union actuelle peut paraître satisfaisante. Ceux qui pensent que l'action gouvernementale de la gauche devra s'appuyer sur un large mouvement populaire pour à la fois maîtriser la conjoncture, mettre en œuvre les mesures fondamentales du programme commun, entamer la construction du socialisme, ceux-là doivent travailler dès aujourd'hui à réaliser la synthèse : union et autogestion.

(\*) Membre du bureau exécutif du P.S.  
(\*\*) Membre du comité directeur du P.S.

## Le CERES invite les socialistes à préciser leurs positions sur les relations avec les communistes

A la suite de la publication du rapport de M. Lionel Jospin, membre du secrétariat du parti socialiste, sur l'évolution des relations entre le P.S. et le P.C.F. (Le Monde du 29 janvier), les dirigeants communistes se sont refusés à tout commentaire. L'Humanité du 29 janvier, sous le titre « Le parti socialiste publie », s'est contentée d'un texte de dix-huit lignes qui indique que le P.S. a rendu public « un document visiblement rédigé à la hâte ». Le quotidien communiste juge « cet épisode significatif de l'intérêt » que suscite le

document élaboré par le CERES, constate que l'évolution du P.C.F. « renforce la crédibilité » de l'union de la gauche. Il se félicite, en particulier, de voir les communistes respecter la voie démocratique et garantir l'observation des libertés dans la période de transition au socialisme. Tout comme le rapport de M. Jospin, le texte étudié par la minorité du P.S. explique l'évolution du P.C.F. « par un environnement contraignant » : il souligne que rien d'indigne que le parti communiste ait renoncé à la prise du pouvoir, mais qu'il cherche à restaurer un rapport de forces qui lui soit favorable au sein de l'union de la gauche.

Le CERES constate que le P.C.F. désire conserver son rôle « d'avant-garde ». Il estime que cette conception n'est pas critiquable si les communistes respectent les règles de la concurrence entre personnalités égales. Les minoritaires s'étonnent, eux aussi, de la notion « d'union du peuple de France » avancée par le P.C.F., qu'ils opposent au « front de classe » proposé par le P.S. Ils ne critiquent pas les thèmes — notamment de politique étrangère qui servent de base à la tentative de rassemblement du P.C.F., mais regrettent que dans cette « union du peuple de France » subsiste une hiérarchie interne qui organise l'ensemble autour du P.C.F.

Après avoir déploré le monopole de l'action dans les entreprises que les communistes ont commencé à sarroger, le CERES invite les socialistes à relever le défi que leur jette le P.C.F., en cherchant à les limiter au « réformisme ».

Il souligne que, dans l'intérêt de l'union de la gauche, il importe que le P.S. affirme ses positions, claires et sans équivoque, sur les principaux problèmes de l'actualité (telles l'Europe et les alliances pour les élections municipales).

**Se distinguer  
des démocraties nordiques**

En ce qui concerne la politique étrangère, le CERES évoque notamment l'évolution de l'Europe du Sud. Il note que le P.S. doit « affirmer clairement son choix d'une stratégie de rupture avec le capitalisme et favoriser les

XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. Aucune indication sur le contenu du rapport de M. Jospin n'est fournie.

De leur côté, les minoritaires du P.S. (le CERES) ont diffusé un texte, soumis comme le rapport de M. Jospin au bureau exécutif du P.S. du 21 janvier, mais non approuvé. Ce document invite les socialistes à définir plus nettement leurs positions et à ne pas se prêter à une opération qui aurait pour but d'« enfoncer un coin » entre le P.C.F. et le P.S.

Le document élaboré par le CERES, constate que l'évolution du P.C.F. « renforce la crédibilité » de l'union de la gauche. Il se félicite, en particulier, de voir les communistes respecter la voie démocratique et garantir l'observation des libertés dans la période de transition au socialisme. Tout comme le rapport de M. Jospin, le texte étudié par la minorité du P.S. explique l'évolution du P.C.F. « par un environnement contraignant » : il souligne que rien d'indigne que le parti communiste ait renoncé à la prise du pouvoir, mais qu'il cherche à restaurer un rapport de forces qui lui soit favorable au sein de l'union de la gauche.

Le CERES constate que le P.C.F. désire conserver son rôle « d'avant-garde ». Il estime que cette conception n'est pas critiquable si les communistes respectent les règles de la concurrence entre personnalités égales. Les minoritaires s'étonnent, eux aussi, de la notion « d'union du peuple de France » avancée par le P.C.F., qu'ils opposent au « front de classe » proposé par le P.S. Ils ne critiquent pas les thèmes — notamment de politique étrangère qui servent de base à la tentative de rassemblement du P.C.F., mais regrettent que dans cette « union du peuple de France » subsiste une hiérarchie interne qui organise l'ensemble autour du P.C.F.

Après avoir déploré le monopole de l'action dans les entreprises que les communistes ont commencé à sarroger, le CERES invite les socialistes à relever le défi que leur jette le P.C.F., en cherchant à les limiter au « réformisme ».

Il souligne que, dans l'intérêt de l'union de la gauche, il importe que le P.S. affirme ses positions, claires et sans équivoque, sur les principaux problèmes de l'actualité (telles l'Europe et les alliances pour les élections municipales).

**Se distinguer  
des démocraties nordiques**

En ce qui concerne la politique étrangère, le CERES évoque notamment l'évolution de l'Europe du Sud. Il note que le P.S. doit « affirmer clairement son choix d'une stratégie de rupture avec le capitalisme et favoriser les

## M. COUVE DE MURVILLE : la politique étrangère manque de rigueur et d'efficacité.

M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, prenant la parole, mercredi 29 janvier, à Beauchamp (Val-d'Oise), a estimé : « Il n'y a pas de conduite de la politique étrangère actuelle. Il n'y a, dans cette politique, ni rigueur, ni efficacité, ni longévité. Tout le monde s'occupe de politique étrangère, à un point tel que tous les ministres, et Dieu sait s'il y en a, seront à tour de rôle en visite officielle dans le monde entier. Cette politique se déroule au détriment de l'action du ministre des affaires étrangères en titre. »

« L'ancien ministre des affaires étrangères du général de Gaulle a déjà critiqué à plusieurs reprises l'action diplomatique du gouvernement. Il a ainsi exprimé, en avril 1975, « sa déception devant le silence trop longtemps maintenu du gouvernement à l'occasion de la fin de la guerre d'Indochine. Il estimait, au mois de mai : « Les événements d'Indochine n'ont pas été un succès pour la diplomatie française. » En octobre dernier, à propos des élections en Espagne, il avait déclaré : « Il aurait mieux valu que le gouvernement s'exprime pour dire que, dans son ensemble, le peuple français réprouve ce qui s'est passé à Madrid. » Enfin, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale avait déploré, en octobre, « le budget de ministres » pour 1976 de son ancien ministre. »

Le prochain « sommet » semestriel franco-allemand se tiendra au Mas-d'Artigny, près de Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes), les 12 et 13 février prochains.

M. Jacques Chirac a reçu, jeudi 29 janvier, à déjeuner plusieurs représentants des petites et moyennes industries. MM. Gourdon, président de Ferolac ; Leroux (société Sacom) ; Ph. Delachaux, président des Acieries de Gennevilliers ; C. Diepold (Société parisienne de l'industrie d'impression et de cartonnages) ; Gautier, président des Ets Gautier ; Robert Moor, président de Protes ; Jean-Louis Besourot (Général André) ; Jean Dupuis (Unigrain) ; Gatla, président de la société Radial et Thierry (vêtements Thierry).

Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche a désigné trois nouveaux délégués nationaux : MM. Georges Benar (droite de l'homme), Jean Brunavig (action culturelle) et Michel Scarbonchi (action municipale). Les trois représentants du mouvement des jeunes radicaux de gauche au bureau national sont MM. Scarbonchi (Paris), Jean-Pierre Matief (Val-de-Marne) et Yves Piriac (Seine-et-Marne).

Mme Valéry Giscard d'Estaing devait inaugurer, ce jeudi 29 janvier, à Antibes, en compagnie de M. Jean-Claude Collin, délégué aux énergies nouvelles, les premières installations du stade nautique, dont les piscines sont chauffées à partir de l'énergie solaire. — (Corresp.)

## VIOLENCES ET INSTITUTIONS

(Suite de la première page.)

Il lui faut, comme à la plus grande partie de la presse, du spectaculaire, du dramatique. Soyons violents, nous dit-on, car la violence est la seule chance d'apparaître comme représentatif de cette collectivité. Et si vous apparaissez comme représentatif aux yeux du monde extérieur, vous serez accepté comme représentant, comme porte-parole, par les membres de la collectivité. Pour attirer l'attention gouvernementale sur vos problèmes, pour obtenir des mesures, la violence est payante et, ici encore, créatrice de représentativité : moles des percepteurs au lieu de revendiquer dans la légalité, et vous serez reçu à l'Elysée !

Cette explication est cependant insuffisante. D'abord parce qu'elle

ne s'applique pas toujours. Il y a des violences qui ne mobilisent pas, qui ne profitent ni à leurs auteurs ni à la cause dont ils se réclament. Ensuite, et surtout, parce qu'il existe un motif plus profond.

Le recours à la violence comme moyen presque normal de revendication correspond aussi à une sorte de dispersion, de fragmentation sociale, en même temps qu'à un refus de l'action institutionnelle. De plus en plus de groupes — professionnels ou géographiques — se sentent frustrés, se sentent extérieurs à la vie politique institutionnalisée nationale (sauf quand il s'agit d'avoir des réactions nationales vers le dehors, par exemple à propos de Concorde).

La Société devient de plus en plus une sorte de puissance maléfique qui est extérieure à votre groupe. Du coup, la société réelle devient une sorte d'agglomérat de marginaux ne se sentant plus représentés par et dans les institutions. On est simplement face au pouvoir, qui attache des avantages catégoriels.

C'est un phénomène grave. Non seulement parce qu'aucune société ne peut vivre sans pouvoir institutionnalisé, mais surtout parce que ce pouvoir régularisé, contrôlé est la garantie des faibles contre les forts, de ceux qui n'ont pas les moyens de recourir à la violence. Une certaine pensée anarchisante se fait jour dans des secteurs idéologiques fort différents.

On a pu définir l'intellectuel de gauche comme un homme qui croit que, s'il arrivait au pouvoir, il n'aurait pas besoin de police. Aujourd'hui, le refus d'admettre la nécessité de règles, donc de sanctions en cas de transgression, est beaucoup plus largement répandu. Un exemple à l'extrême gauche : la protestation d'une organisation catholique contre le fait qu'un agent de police ait pu être ordonné d'écouter, comme s'il exerçait une fonction par essence antisociale. Ailleurs, c'est la chasse aux agents du fisc.

Le danger devrait être perçu par quiconque se veut démocrate, autrement dit destructeur de voir régler les conflits par des procédures institutionnalisées. Et les institutions, ce n'est pas seulement le gouvernement en place. Ce sont aussi les partis d'opposition, élément essentiel de la vie politique fondée sur la mobilisation et la représentation ordonnées.

Pour tout un ensemble de raisons, la majorité qui tient le pouvoir depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République porte une lourde

responsabilité, notamment par la façon dont ce pouvoir est exercé — par les présidents comme par l'administration, à Matignon comme au Palais-Bourbon. Mais le style de l'opposition est, lui aussi, un accélérateur du déclin de la représentation institutionnalisée. A s'exprimer sans cesse en termes quasi militaires, à prétendre que tout doit toujours être arraché et même conquis, à assimiler une majorité à un régime, l'opposition favorise le rejet des procédures normalisées et contribue ainsi à se préparer de durs lendemains si demain elle devait arriver au pouvoir.

ALFRED GROSSER.

## Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52  
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.



**HAMMOND**  
Un orgue électronique  
avec 1 800 F au comptant

LAFAYETTE ELECTRONIC  
220 rue Lafayette Paris X<sup>e</sup>  
Tél. : 208.61.87

tel  
bab. 23 25  
fermé dimanche lundi

**RESIDENCE  
DU CHEF DE JEAN**  
à vendre  
appartements neufs  
le m<sup>2</sup> de 3000 à 4500 F

**SEMICLE**  
7665170

مركز من الأصل



POLITIQUE

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

**COMMERCE EXTERIEUR**  
M. Gavois  
directeur de cabinet

Au cabinet de M. Raymond Barre, ministre du commerce extérieur, M. Francis Gavois, sous-directeur à l'administration centrale du ministère de l'économie et des finances, est nommé directeur de cabinet.

(Né le 10 juillet 1925 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, M. Gavois, inspecteur des finances, a été chargé de mission au cabinet des ministres successifs de l'économie et des finances — MM. Michel Debré, Maurice Couve de Murville, François-Xavier Ortoli — de 1957 à 1969. Il est ensuite chargé de mission à la direction des relations économiques extérieures du ministère de l'économie et des finances. Depuis décembre 1972, il est sous-directeur des interventions financières et de la coopération technique à la direction des relations économiques extérieures du ministère de l'économie et des finances.)

**TRAVAIL**  
M. de Guillemin  
directeur de cabinet

Au cabinet de M. Michel Durand, ministre du travail, sont nommés :

Directeur de cabinet : M. Michel de Guillemin, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

(Né le 19 août 1921 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques de

Le Conseil de l'Europe demande la création de commissions d'enquête sur le traitement des mourants et le rôle des médecins face à la mort

Strasbourg. — Après de longues discussions et plusieurs amendements, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté ce jeudi 29 janvier en fin de matinée, lors d'un vote nominal par 64 voix pour, 13 voix contre et 13 abstentions, une recommandation destinée à définir les nouveaux droits des mourants et le rôle des médecins face à la mort.

De notre envoyée spéciale

malades et des mourants en fonction des progrès des sciences médicales.

Le droit de ne pas souffrir et celui d'administrer des traitements destinés à soulager des douleurs insupportables, même s'ils abrègent non intentionnellement la vie, ont finalement été admis.

comme on pourra le lire ci-dessous. Les discussions et les amendements montrèrent en effet que, dans les attendus comme dans la recommandation elle-même, chaque mot est lourd de sens, de sous-entendus et d'ouverture, le mot euthanasie ayant été constamment prononcé oralement, mais jamais écrit.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

voir une formation de base pour pouvoir discuter de ces problèmes avec les personnes qui approchent de leur fin, qu'à des psychologues, des ministres des cultes ou des assistants sociaux spécialisés, attachés aux hôpitaux.

II. — A créer des commissions nationales d'enquête, composées de représentants de la profession médicale, de juristes, de théologues, de psychologues et de sociologues chargés d'élaborer des règles éthiques pour le traitement des mourants, de déterminer les principes médicaux d'orientation en matière d'utilisation de mesures spéciales en vue de prolonger la vie, et d'examiner entre autres la situation dans laquelle pourraient se trouver les membres de la profession médicale — par exemple dans l'éventualité de sanctions prévues par les législations civile et pénale — lorsqu'ils ont renoncé à prendre des mesures artificielles de prolongation du processus de la mort sur les malades chez qui l'agonie a déjà commencé et dont la vie ne peut être sauvée dans l'état actuel de la science médicale.

IV. — A communiquer au Conseil de l'Europe les résultats de leurs analyses et conclusions, à l'effet d'harmoniser les critères sur le droit des malades et des mourants et les moyens juridiques et techniques de les assurer.

1) Considérant que les progrès rapides et constants de la médecine créent des problèmes et recèlent même certains menaces pour les droits fondamentaux de l'homme et l'intégrité des malades ;

2) Notant que la perfectionnement des moyens médicaux tend à donner au traitement un caractère de plus en plus technique et parfois moins humain ;

3) Considérant que les malades peuvent être mal placés pour défendre eux-mêmes leurs intérêts, surtout lorsqu'ils sont soignés dans de grands hôpitaux ;

4) Considérant que l'on s'accorde à reconnaître depuis quelque temps que les médecins doivent avant tout respecter la volonté de l'intéressé en ce qui concerne le traitement à appliquer ;

5) Estimant que le droit des malades à la dignité et à l'intégrité, ainsi qu'à l'information et à des soins appropriés doit être défini avec précision et accordé à tous ;

6) Convaincu que la profession médicale est au service de l'homme pour la protection de la santé, pour le traitement des maladies et des blessures, pour le soulagement des souffrances dans le respect de la vie humaine et de la personne humaine, est convaincu que la prolongation de la vie ne doit pas être en soi le but exclusif de la pratique médicale et qu'elle doit viser tout autant à soulager les souffrances ;

7) Considérant que le médecin doit s'efforcer d'apaiser les souffrances et qu'il n'a pas le droit, même dans les cas où il lui semble désespéré, de hâter intentionnellement le processus naturel de la mort ;

8) Soulignant que la prolongation de la vie par des moyens artificiels dépend, dans une large mesure, de facteurs tels que l'équipement disponible, et que les médecins travaillant dans des hôpitaux dont les installations techniques permettent de prolonger la vie pendant une période particulièrement longue se trouvent souvent dans une position délicate en ce qui concerne la poursuite du traitement, notamment dans le cas où l'arrêt de toutes les fonctions corporelles d'une personne est irréversible ;

9) Soulignant que les médecins doivent agir conformément à la science et à l'expérience médicale admises et qu'aucun médecin ou autre membre des professions médicales ne saurait être contraint d'agir contre sa conscience en corrélation avec le droit du malade de ne pas souffrir inutilement.

LES FEMMES ET LES ÉLECTIONS

Après les républicains indépendants (« le Monde » du 29 janvier), les femmes gaullistes demandent que les listes présentées aux élections municipales fassent place à un pourcentage déterminé de femmes. « Le seul moyen efficace de combattre le monopole politique masculin, estime le 29 janvier, le Centre féminin études et d'information Femmes-Avenir, est le quota. Les modalités de ce quota, et notamment le taux (25 à 30 %), peuvent être décidées ultérieurement, mais il faut d'urgence poser le principe de son adoption ».

D'autre part, Mme Catherine Lagatu, sénateur communiste de Paris, vient de demander au ministre de l'Intérieur, dans une question écrite, s'il n'entend pas modifier les instructions relatives à la révision des listes électorales, dont l'article 33 « laisse entendre que le seul domicile de la femme mariée n'est autre que celui du mari », instituant « une sorte de ségrégation à l'égard de la femme ».

LE FLÉCHISSEMENT DE LA FÉCONDITÉ EN FRANCE

Dans une question orale avec débat adressée à M. Durand, ministre du travail, M. Michel Debré, ancien premier ministre, député U.D.R. de la Réunion, lui demande : « Quelles mesures il pense proposer tant au gouvernement qu'au Parlement » à la suite du rapport adressé aux parlementaires par l'Institut national d'études démographiques. Ce rapport, dont M. Debré rappelle qu'il met en lumière « le fléchissement très marqué de la fécondité » en France, avait été analysé et commenté dans le Monde du 23 janvier.

LES REDÉCOUPAGES CANTONAUX DE LA SEINE-SAINT-DENIS, DU VAL-DE-MARNE ET DU VAL-D'OISE SONT PUBLIÉS.

Le Journal officiel du 29 janvier publie les décrets modifiant le découpage cantonal des départements de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise.

Le décret portant création et modification de cantons en Seine-Saint-Denis reprend point par point le projet qui avait été soumis par le préfet aux conseillers généraux (le Monde du 27 novembre). Le nombre des cantons est porté de trente-quatre à quarante, malgré l'opposition de l'assemblée départementale à majorité communiste.

Le décret concernant le nouveau découpage du Val-de-Marne reprend toutes les contre-propositions émises par la majorité présidentielle du conseil général saisi du projet préfectoral (le Monde du 24 septembre et du 18 octobre). La nouvelle configuration des cantons de Cachan, de Fresnes et de L'Hay-les-Roses, de Joinville-le-Pont et de Vincennes-Foutenay et de Vitry respectent les demandes du conseil général formulées en l'absence des élus communistes. Ceux-ci avaient refusé de voter un découpage qu'ils jugeaient « inaménageable et irréversible ». Le nombre des conseillers généraux passe de trente-trois à trente-neuf.

Le décret concernant le Val-d'Oise a entériné la majorité des propositions faites par le conseil général réuni le 4 septembre (le Monde du 9 septembre). L'assemblée départementale comptera trente-cinq conseillers généraux au lieu de vingt-sept.

LE POINT DE VUE DE L'ÉGLISE

L'Eglise ne pouvait, à l'évidence, laisser passer un tel débat sans agir. En décembre dernier, Mgr Eichinger, évêque de Strasbourg, s'était publiquement et violemment opposé à l'euthanasie (le Monde du 16 décembre 1975), avant de transmettre au Conseil de l'Europe une lettre lui demandant de suspendre ses débats.

Dans son « Alerte à l'euthanasie », Mgr Eichinger a déclaré notamment : « Nous avons le devoir grave de refuser l'euthanasie en tant qu'elle est un moyen délibéré de mettre prématurément fin à la vie de quelqu'un. Dans ce cas, il ne s'agit plus seulement d'une aide pour soulager un mourant, il s'agit de le mener à mort d'un homme ». Si on en vient à évaluer la vie qu'en fonction d'intérêts individuels ou sociaux, il faut craindre que demain des groupes entiers d'hommes ne soient touchés par cette condamnation à la destruction : les malades mentaux, les infirmes de naissance, etc. (...) L'euthanasie, dans le sens d'une évocation volontaire de la mort, doit être considérée par tous les hommes comme la porte ouverte au meurtre légal. »

De son côté, Mgr Eganio Righi-Lambertini, nonce apostolique, est venu spécialement de Paris, en qualité d'observateur, pour assister de bout en bout aux débats.

Un fait est cependant à noter : M. Van Ooijen, dominicain néerlandais, est intervenu au cours du débat pour préciser que, « chrétien et convaincu », il estimait néanmoins justifié, dans certains cas extrêmes, d'envisager d'abrèger la vie par des mesures actives. Pour lui, la différence entre l'euthanasie active et l'euthanasie passive, « en vertu d'une vieille idée chrétienne », relève d'un problème plus technique qu'éthique.

# Où va l'économie française en 1976?

## La production industrielle a baissé de 9%. Les salaires ont augmenté de 12,8% et les charges sociales de 21,6%. Le chômage a progressé de 71%.

### VIENT DE PARAÎTRE

Le gouvernement a fait payer aux entreprises françaises une politique sociale mal adaptée. Aujourd'hui les patrons désabusés ne veulent plus payer, les syndicats déterminés n'abandonneront rien des avantages obtenus. 1976 se présente mal. L'économie française est malade.

### OU ALLONS-NOUS EN 1976.

UN SUPPLÉMENT DU NOUVEAU **observateur**

en vente chez votre marchand de journaux - 10 F.

## ENBORD DE SEINE A CHATOU

dans le cadre de la Rénovation Urbaine (2<sup>e</sup> tranche).

Rue des Dix-Sept, Rue du Maréchal Foch, Rue de la Paroisse, Rue du Docteur Rochefort, Rue de la Liberté

à la sortie du Pont de Chatou... à proximité de l'Hôtel de Ville, à 20' de l'Étoile, à 25' de l'Opéra (par le RER - Station Chatou) à 17' de St Lazare (SNCF gare de Chatou).

## RESIDENCE DU CHEF ST-JEAN

à vendre appartements neufs

Studio 2, 3, 4, 5 et 6 pièces et 5 pièces en duplex

Livraison : 2<sup>e</sup> semestre 1976

le m<sup>2</sup> de 3000 à 4500 F

Renseignements bureau de vente et appartement-témoign sur place tous les jours de 14 heures 30 à 18 heures 30

8, rue du Port-Chatou Tél. 908.17.38

**SEMICLE**

Société d'Economie Mixte pour la Construction de Logements Économiques

25008 Paris

**766.51.76**



# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## A PROPOS DE...

### LES LOYERS ET LA CONSTRUCTION DES H.L.M.

#### La Grande-Borne à van-l'eau

Quatre cent cinquante logements de l'ensemble de la Grande-Borne, à Grigny (Essonne), sont vides à la suite de malheurs. Ce chiffre vient d'être avancé devant le conseil général par M. Pierre Perrin, conseiller général (U.D.R.), qui siège au conseil d'administration de l'Office public d'H.L.M. de la région parisienne, propriétaire de ces logements.

« Un appartement sur sept inhabité, c'est beaucoup », s'est écrié M. Pierre Perrin, surtout lorsqu'on sait que l'O.P.H.L.M. de la région parisienne, n'ayant pas obtenu de l'Etat les subventions espérées, a été contraint d'augmenter de 6 % ses loyers à partir du 1<sup>er</sup> janvier, et qu'il prévoit une prochaine augmentation de 8 % au 1<sup>er</sup> juillet prochain.

Il y aurait, d'après une première estimation, quelque mille huit cents logements touchés par des défectuosités à des degrés divers. Une commission d'enquête doit se rendre sur les lieux prochainement, afin de décider des mesures à prendre. M. Pierre Perrin a tenu, d'autre part, à souligner que les difficultés financières de l'O.P.H.L.M. ne venaient pas uniquement de la non-location d'un nombre important de logements, mais surtout des dettes des organismes et des collectivités locales publiques à l'égard de l'Office. Particulièrement, la mairie communiste de Grigny avait en retard de paiement pour la chaut-

ferie des groupes scolaires. « Nous sommes constamment en situation de carence », répond le maire de Grigny, M. André Rodriguez, nos subventions d'équipement nous sont allouées en deux fois et nous devons attendre pour honorer nos factures, mais de toute façon ce retard ne peut expliquer les difficultés financières de l'O.P.H.L.M., à la Grande-Borne. Pour le maire, il n'y a qu'une vingtaine de logements qui soient vraiment inhabitables; les autres sont inhabités parce que les loyers sont trop élevés.

On peut s'étonner qu'on insiste à présent sur les défectuosités de la construction et qu'on veuille trouver la raison du nombre important des appartements vides à la Grande-Borne, quand on sait que de nombreux habitants ont le plus grand mal à acquitter leur loyer.

Pour ces ouvriers et ces employés, la dégradation de leur habitat ne peut dissimuler celle de leur pouvoir d'achat.

CHRISTIAN COLOMBANI.

## Région parisienne

### LE TRACÉ DE LA ROCADE A-86 ADOPTÉ PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL DES YVELINES

Le conseil général des Yvelines a adopté, le mardi 27 janvier, le projet de rocade A-86 retenu par le conseil d'administration du district et la Chambre départementale de l'industrie et du commerce. Ainsi, après bien des péripéties, c'est le projet de l'administration qui a été retenu. Sur les 77 kilomètres de l'A-86, le tracé de l'autoroute à l'ouest de Paris, entre Viroulay (Yvelines) et Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), a toujours soulevé l'hostilité des associations et celle des municipalités riveraines. Le conseil général s'est rallié au projet primitif amendé : l'autoroute traversera le bois de Viroulay et de Fosses-Reposées (pour une partie en tranchée couverte); elle passera à proximité des baras de Jardy et coupera en souterrain le bois de Saint-Cucuf pour rejoindre la Seine au pont de Chalon; 40 % du tracé sera ainsi recouvert de dalles gazonnées; 20 hectares de parc urbain seront rétrocedés aux collectivités locales pour remplacer les 70 hectares de forêt abattue.

(Le tracé retenu par le conseil général des Yvelines a l'avantage de passer, pour la majeure partie de son tracé, dans les Hauts-de-Seine. Reste à connaître l'avis des élus de ce département.)

## Lorraine

### Le conseil régional à l'épreuve de l'autoroute Nancy-Dijon

Metz. — Le conseil régional de Lorraine, présidé par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, se réunira, vendredi 30 janvier, pour débattre du financement de l'au-

De notre correspondant

toroute Nancy-Dijon. Bien que technique, ce dossier pourrait prendre valeur de test politique

pour le défenseur du pouvoir régional.

Aujourd'hui, la liaison autoroutière Paris-Metz est en voie d'achèvement, et l'ensemble des élus lorrains considèrent que l'autoroute Nancy-Dijon doit être « la priorité des priorités ».

Cette unanimité ne résout pas pour autant deux problèmes : le tracé et surtout le coût.

La bataille des tracés commence en juillet 1970. En 1972, l'équipement en était déjà à l'étude de sa vingt et unième variante. Cette même année, deux cent quarante-sept élus locaux décidèrent de former un groupement en vue d'obtenir une liaison routière rapide Nancy-Mézières-Vittel-Montigny-le-Roi-Langres-Dijon. Globalement, on peut évaluer à une bonne quarantaine le nombre de tracés qui auront été proposés et étudiés ces cinq dernières années. Aujourd'hui, heureusement, il semble bien que le choix se fera entre deux projets. Le premier est proposé par le Centre d'études techniques de l'équipement de l'Est (CETE). Il prend naissance près de Toul, se rapproche de Contréville et de Vittel, pénètre en Haute-Marne par Montigny-le-Roi, Beauchemin au nord de Langres où il rejoint le tracé de la A-26, c'est-à-dire l'autoroute des Anglais, Calais-Dijon. Le second projet a été proposé par M. Marcel Hoffer, député U.D.R. des Vosges. Plus « orienté » que le précédent, il part du sud de Nancy, décroche à hauteur de Charms pour rejoindre Mézières, frôle l'aéroport de Juvaincourt, passe à Vittel et gagne Langres par le sud vosgien. Selon ses défenseurs, ce dernier tracé offrirait une meilleure rentabilité en raison d'un trafic plus important et surtout une excellente desserte de l'ensemble des Vosges.

#### La bataille du coût ne fait que commencer

Mais un argument plaide surtout en faveur du projet numéro un présenté par l'administration. L'étude est terminée (le coût global des études est évalué à 4 millions de francs). Le projet pourrait donc être inscrit au VII<sup>e</sup> Plan. Ce n'est pas le cas pour le « tracé Hoffer », selon les techniciens, une étude d'un tel projet serait nécessaire, ce qui reporterait l'inscription au VIII<sup>e</sup> Plan. En tout état de cause, une commission a été nommée au sein du conseil régional, mais tout laisse à penser que, par crainte de voir différer à nouveau cet équipement, les Lorrains, et plus particulièrement les Vosgiens, se rallieront au projet présenté par l'administration.

Si la bataille du tracé est apparemment terminée, celle du coût ne fait que commencer. On estime que la liaison Toul-Langres pourrait être réalisée en quatre ans, représentant une facture de 1 400 millions de francs lors de sa mise en service en 1980. A titre de comparaison, le coût du TGV-Metz s'est accru de 70 %, en sept ans. Sans même tenir compte de ces gonflements, d'ores et déjà il apparaît que la part que la Lorraine aura à supporter sera très importante. Tout le débat actuel porte sur cette participation, et surtout sur son financement.

Selon un montage présenté par le préfet de région, la Lorraine aurait à sa charge 353 millions de francs. Est-ce supportable? L'ensemble des conseillers régionaux ne le croient pas. Le budget de la région (25 F par habitant, c'est-à-dire le plafond autorisé par la loi) est actuellement de 57 millions de francs. Tous les calculs démontrent que, même en faisant un emprunt d'une centaine de millions, l'opération Nancy-Dijon risquerait de « coûter » le budget de la région pendant la durée du VII<sup>e</sup> Plan. Il apparaît, en effet, que les charges financières, et les travaux commencent en 1977, seraient de 77 % en 1978, 81 % en 1979 et 73 % en 1980.

#### Une fourniture politique

Dans ce contexte, le débat prend une tournure politique. Accepter de bloquer l'ensemble des crédits régionaux sur un seul projet serait admettre qu'il faut différer des équipements régionaux, réclamés en particulier par la Moselle, tels un centre hospitalier régional ou un établissement d'enseignement supérieur de technologie. Un autre projet risquerait d'être repoussé : l'aéroport régional.

En aucun cas, le président du conseil régional ne peut prendre le risque de raviver des querelles interdépartementales. Celles-ci lui seraient fatales. Tout laisse donc à penser qu'il sera dans l'obligation de mettre en place un montage financier complètement nouveau. Le test politique, pour le député de Meurthe-et-Moselle, est important. Il n'est pas exclu que l'U.D.R. mette à profit l'erreur ou tout échec de M. Servan-Schreiber, ne serait-ce que pour démontrer que ceux qui l'ont soutenu ont commis une bévue.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

## TRANSPORTS

### ● MARSEILLE : DEUXIÈME PORT EUROPÉEN.

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Avec un trafic de 95,78 millions de tonnes, en diminution de 12,3 % par rapport à l'année précédente, le Port autonome de Marseille n'a pu se maintenir en 1975 dans le « club » restreint des grands ports dépassant les 100 millions de tonnes, où il était entré en 1973. Une année après ses principaux concurrents, le port marseillais a subi à son tour les effets de la crise, qui se sont traduits essentiellement par une baisse sensible du trafic des hydrocarbures.

En dépit d'un déficit de l'ordre de 15 millions de francs — pour un chiffre d'affaires de 380 millions de francs, — d'importantes investissements (45 millions) seront cependant poursuivis en 1976.

Grâce aux travaux d'extension du quai à conteneurs de Fos, le Port autonome de Marseille disposera notamment d'un des plus grands « terminaux » mondiaux du genre. Le début des travaux d'un nouveau terminal pétrolier qui rendra possible dès 1977 les opérations de nettoyage et de déchargement de bateaux de 500 000 tonnes — passant ensuite dans la forme 10 de répartition — illustrent également une certaine confiance dans l'avenir.

Le port de Marseille demeure certes au deuxième rang européen, après Rotterdam, puisque la diminution de trafic maritime est générale, mais, comme le reconnaît le directeur du port, M. Yves Boissereau, « la concurrence se situe aussi bien avec les ports nord-européens que les ports méditerranéens, en particulier Gênes et Trieste ».

### ● DUNKERQUE : QUARANTE-QUATRE NOUVELLES LIGNES MARITIMES RÉGULIÈRES.

« Après avoir construit le port de Dunkerque, il faut maintenant rentabiliser les grands travaux et rendre le port », a déclaré, jeudi 23 janvier, à Paris, M. Jean Lefol, président du port autonome de Dunkerque.

M. Lefol s'est aussi déclaré très déçu par la décision des armateurs du Sud qui a choisi Le Havre pour la desserte de ce pays par navires porte-conteneurs. Les motifs de satisfaction sont, en revanche, de trois ordres : la hausse des exportations (+ 12 %), l'ouverture en juillet de l'avant-port ouest, sans écluse, pour les grands navires, la création de quarante-quatre nouvelles lignes régulières de navigation.

Pour sa part, M. Michel Pechère, directeur du port, a indiqué que les travaux les plus urgents à entreprendre concernaient le prêt aux armateurs qui pourraient être prêt au début de 1977, la réception des minerais au nouveau port ouest, la liaison de ce port avec le canal à grand gabarit vers Valenciennes et enfin la réparation navale (Dunkerque souhaite la création, par des capitaux privés essentiellement, d'une zone de radoub pour les navires allant jusqu'à 170 000 tonnes).

### CONCORDE AUX ÉTATS-UNIS ?

#### L'ambassadeur de France met en garde le gouvernement américain

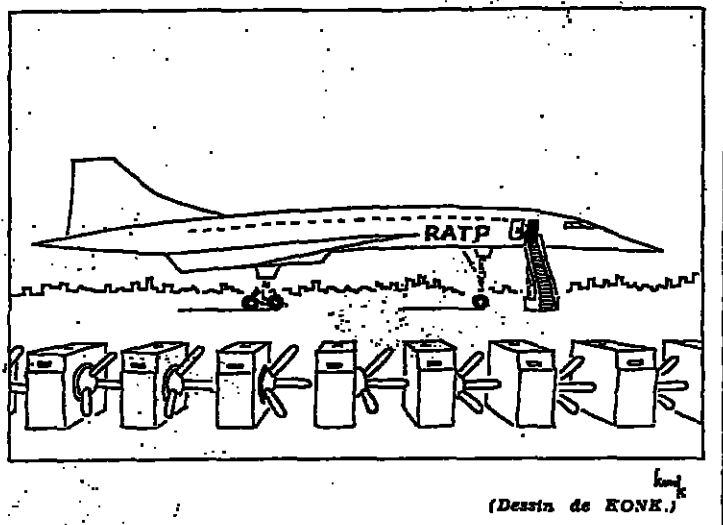
M. William Coleman, secrétaire américain aux transports, doit décider, avant le 6 février, s'il autorise ou non Concorde à atterrir aux États-Unis. Les positions des adversaires et des partisans de l'avion supersonique se durcissent. L'ambassadeur de France à Washington, M. Jacques Koscusko-Morizet, vient de lancer une mise en garde vigoureuse quant aux conséquences qu'aurait, en France, un refus du gouvernement américain de laisser atterrir Concorde aux États-Unis. « Il ne s'agit pas là d'une question mineure », a-t-il déclaré. Elle ne concerne pas seulement les gouvernements américains et français, mais aussi le peuple français, de l'extrême gauche jusqu'à la droite, pense de la même façon. « On ne pourrait choisir un pire moment pour une décision entre les ailes occidentales, alors que le supersonique soviétique Tupolev commence à prendre son vol... »

L'U.D.R. à la rescousse de Concorde : ce parti ne pouvait être moins que de soutenir un avion voulu et imposé par le général de Gaulle. M. Lucien Neuwirth, porte-parole du mouvement, et René Cailla, député national, à l'action ouvrière et professionnelle, se rendront à Toulouse, le vendredi 30 janvier, soutenir, sur les lieux mêmes où il est né, l'appareil supersonique.

« L'U.D.R. peut prendre publiquement la défense de Concorde, montrer qu'elle est au-dessus de la politique de cette affaire, il y a un aspect humain : des milliers de travailleurs dont l'emploi sera menacé si l'avion est interdit de vol aux États-Unis », indique M. Neuwirth. Notre objectif est, en outre, d'inviter le gouvernement à définir une politique aéronautique française et européenne, à la fois dynamique et indépendante dans l'avenir.

Pour sa part, le maire de Roissy-en-France, dans le Val-d'Oise, a invité le président des États-Unis à passer quelques jours dans la commune de cette affaire. Ford pourra ainsi se rendre compte par lui-même que « les atterrissages et les décollages de Concorde, à partir de l'aéroport Charles de Gaulle, sont graves, s'ajoutent aux nuisances des avions de ligne, et que ceux-ci ont des conséquences commerciales ».

Quant à la chambre de commerce américaine en France, elle vient de se prononcer « énergiquement » en faveur du « oui » à Concorde. A son avis, cette liaison supersonique permettrait d'approfondir les liens commerciaux franco-américains et serait, de surcroît, la seule décision qui puisse ne pas nuire à la politique de libre-échange ouverte par les États-Unis.



#### LA « MIXTE » REPREND LA MER VERS LES ANTILLES

La Compagnie de navigation mixte, dont le siège social est à Marseille, va renouer avec ses traditions de jadis en pratiquant à nouveau le métier d'armateur. C'est vers les Antilles qu'elle va d'abord se tourner.

Deux bateaux porte-conteneurs de 25 000 tonnes chacun seront livrés par les chantiers allemands A. G. Weser, le premier le 28 février et le second au mois d'avril. En attendant la livraison du second bateau, la « Mixte » affrètera un cargo de la compagnie Delmas-Vieljeux, les Pottiers. Tous les quinze jours, ces navires touchant Dunkerque, Le Havre, Bordeaux, Port-de-France,

Pointe-à-Pitre, et probablement, Hambourg.

En prenant place sur la ligne des Antilles, l'effort traditionnel de la France qui est secondée, au départ de la Méditerranée, par l'armement Fabre, la Mixte propose évidemment des réactions acides de la part des armateurs groupés en « conférence » sur ce secteur. Les dirigeants de la conférence, qui fixent les tarifs et les conditions de transport) n'ont d'ailleurs pas encore ouvert les portes de leur club au nouveau venu qui opérera donc en « contester », et qui gardera une liberté totale, notamment pour la fixation des frets.

## Rhône-Alpes

### Les conseillers régionaux dénoncent la façon dont les dossiers sont préparés

De notre correspondant régional

Lyon. — Le conseil régional de Rhône-Alpes a commencé au cours de sa présente session l'examen du budget de 1976. Si le montant de celui-ci est en augmentation — 190 millions de francs au lieu de 152 millions de francs, — il n'entraînera pas, au niveau des recettes, une pression fiscale plus importante. Car le conseil avait choisi, dès la deuxième année de son fonctionnement, de retenir le taux maximal soit 25 % par habitant. La différence, telle qu'elle apparaît dans le projet de budget, provient donc à la fois d'un accroissement de la population de Rhône-Alpes et d'un recours plus substantiel à l'emprunt.

Obés dépenses, sans être parvenues encore à maîtriser sérieusement la tentation du suréquipement, le conseil a essayé néanmoins de « resserrer » ses objectifs. Ainsi, en 1976, les deux tiers des investissements seront consacrés à six domaines seulement : politique des villes moyennes et petites, services publics, routes, télécommunications, santé et collèges d'enseignement technique.

Ce sixième secteur d'intervention du conseil régional a provoqué un débat intéressant. Ayant décidé de subventionner la cons-

truction ou l'amélioration de quatre C.E.T. et ayant pris soin d'inscrire déjà dans le budget 1975 un crédit de 24 millions de francs, l'établissement public régional s'entend aujourd'hui réclamer 53 millions pour mener à bien ces quatre opérations. Ces dépenses, semblerait-il, ont pour origine — mais en partie seulement — l'élévation des coûts de la construction; ils révèlent surtout une déplorable improvisation, que les socialistes, comme les représentants de la majorité ont dénoncée. En effet, les projets soumis au conseil l'avaient été sans aucune préparation. L'imprévoyance de l'administration académique, l'insouciance des élus concernés ont conduit à une situation que personne ne veut voir se renouveler.

Le manque de sérieux dans l'élaboration de chaque dossier n'est pas propre au seul secteur éducatif. Il est à peu près général. Président de la commission des finances, M. Maurice Hauriol (U.D.R.) a rappelé à ce propos que des opérations qui ont reçu des subventions du conseil depuis dix-huit mois ne sont toujours pas engagées. Il a souligné les investissements de 1974 (et 25 % de ceux de 1975) ont reçu à ce jour un début d'exécution. — B. E.

## Faits et projets

### Circulation

● MORT À CAUSE DE LA CEINTURE ? — La justice est saisie du cas d'un automobiliste, M. Marc Tenenbaum, mort brûlé, à l'âge de cinquante et un ans, au volant de sa voiture, le 1<sup>er</sup> septembre, entre 1 h 30 et 2 h, qual de la Rapée, à Paris.

Selon la plainte pour homicide involontaire déposée contre X. par M. Charles Libman, au nom du fils et de la fille du défunt, études de vingt-quatre et vingt et un ans, M. Tenenbaum n'a pas pu déverrouiller sa ceinture de sécurité. Deux chauffeurs de taxi, accourus à son secours, n'auraient pu, eux non plus, y parvenir.

### Région parisienne

● DES TILLEULS PLACE DES VOSGES. — Après une visite sur place de MM. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, et Jean Taulieu, préfet de la capitale, accompagnés des élus du secteur et de M. Alain Bacquet, directeur de l'architecture, il a été décidé que trois rangées de tilleuls (et non deux) seraient plantées place des Vosges, à Paris (4<sup>e</sup>), à la place des ormes malades abattus récemment. Ceux qui souhaitent que la place des Vosges retrouve son aspect d'origine ont obtenu que de larges échantillons soient ménagés pour préserver les perspectives des axes nord-sud et est-ouest.

● LA SAUVEGARDE DU MARC SAINT-GERMAIN. — A l'intention de l'association qui réclame la restauration du marché Saint-Germain, œuvre de Jean-Baptiste Blondel (1818), M. Pierre Bas, député U.D.R. de Paris, indique dans un communiqué que « la reconstruction de cet édifice ombragé de plus de deux tiers de sa surface, et qui, au moins, procurerait pas le tiers des surfaces nécessaires aux installations sociales et sportives de l'arrondissement ». L'annulation du permis de construire a pour motif majeur une erreur administrative, précise le député, et cela ne change rien à la régularité du concours d'architectes ».

### Environnement

● LES SOCIALISTES DE LOIRE-ATLANTIQUE ET LE NUCLEAIRE. — Le parti socialiste de Loire-Atlantique a élevé, le mardi 27 janvier, une vive protestation contre les études préliminaires à l'installation d'une centrale nucléaire en Loire-Atlantique. Ces études sont actuellement menées dans les communes de Cheix-en-Retz, Rouans, Vau, Frossy, Saint-Etienne, Coueron et Le Pellerin.

Dans un communiqué, le parti socialiste « constate avec regret que ce projet a été décidé sans la consultation préalable de la région et des départements intéressés ».

Le Musée



Les moqueries naturelles



## RELIGION

(De notre correspondant.)

Dijon. L'évêque de Dijon, Mgr Albert Deshayes, a décidé de prendre publiquement le problème de la non-violence à la suite de la condamnation à 400 francs d'amende avec sursis, le 30 décembre dernier, par le tribunal de première instance de Dijon, d'un prêtre du diocèse, M. Georges Joannet, trente-cinq ans, ordonné en 1970, qui avait refusé de recevoir un ordre militaire à plusieurs reprises.

Tout en soulignant que la vole normale pour promouvoir la paix n'est pas celle du refus de toute violence, l'évêque de Dijon a fait une demande, dans le dernier bulletin diocésain, *Eglise en Côte-d'Or*, publié le 23 janvier, s'il n'y a pas une autre voie « forcément exceptionnelles » dans des circonstances « de non-découragement ».

Il reconnaît la valeur « de ces certains cas, le courage de ceux qui la choisissent », estimant qu'ils ne manquent pas « un devoir de solidarité ».

Au sujet de M. Joannet, l'évêque de Dijon affirme qu'il « n'a participé à aucune entreprise de démolition de l'Armée ».

« La seule subversion à laquelle nous sommes le plus exposés en France, est celle de la pauvreté et de la non-violence ».

## ÉDUCATION

## Les trois crises de l'université de Tours

Tours. — Sept cents personnes environ ont défilé, mercredi 28 janvier après-midi, dans les rues de Tours. La plupart des membres du personnel administratif des trois unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de lettres et de sciences humaines de l'université François-Rabelais avaient pris place en tête du cortège sous une banderole expliquant leur situation paradoxale : « Chômage en Indre-et-Loire, trop de boulot à la fac ». Le gros de la manifestation était composé d'étudiants protestant contre la réforme du second cycle universi-

taire. Cette agitation intervient alors que le président de l'université, M. Bernard Chevalier, menace de démissionner (« le Monde » du 27 janvier). Après une « grève du zèle » commencée le 8 janvier et une grève totale le mercredi 28, le personnel administratif des trois U.E.R. de lettres et sciences humaines a repris normalement le travail ce jeudi 29 au matin. Les étudiants en lettres et sciences humaines en grève depuis le 12 janvier devaient décider l'après-midi, au cours d'une nouvelle assemblée générale, de poursuivre ou non leur mouvement.

## De notre envoyé spécial

Les protestations contre la « réforme Solson » vont-elles déclencher un mouvement comparable à celui qui provoqua l'année dernière dans les lycées par le projet de réforme de M. Bayet ? La situation de l'université tournaise incite à la circonspection. La grève ne touche que cinq mille étudiants sur les douze mille de l'université. Elle est limitée aux trois U.E.R. de lettres et sciences humaines, fixées sur les bords de la Loire au nord de la ville.

Mardi, dans l'après-midi, une « assemblée générale » a réuni six cents étudiants environ. Les participants de la réunion des cours sont majoritaires au sein du « comité de grève », réunissant pêle-mêle les militants de la Ligue communiste révolutionnaire et ceux de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-ex-Renouveau). Contre eux une quarantaine de « spontanés » ont pris la parole. Ils ont dénoncé la « réforme Solson », présentée à la « fête » et l'occupation des locaux. Les partisans de la poursuite de la grève ont fini par l'emporter : 250 voix contre 200, mais près d'un tiers des étudiants se sont abstenus. Au dire des uns et des autres, la situation n'est pas favorable. La proximité des examens de fin de semestre incite nombre d'étudiants à rester travailler chez eux. La « fac » est vide. Malgré beaucoup d'efforts, la « fête » tourne court. Il ne serait pas surprenant qu'une prochaine assemblée générale mette fin à la grève.

Mais celle-ci aura duré — au moins — quinze jours, signe que les critiques dirigées contre la « réforme Solson » rencontrent un écho.

Concurrence accrue des universités, « mainmise du patronat », spécialisation et cloisonnement des formations, rendant les conversions plus difficiles : ces critiques ont trouvé auprès de certains étudiants un terrain particulièrement favorable. Les prévisions d'aujourd'hui sont pour la plupart engagées dans des études aux débouchés limités, et la crise économique accroît leur inquiétude.

Le détonateur a été la situation difficile des trois U.E.R. de lettres et sciences humaines : le nombre d'étudiants inscrits est passé en six ans de cinq cents à cinq mille, mais il n'y a pas eu d'accroissement parallèle des enseignants et du personnel administratif.

## Administration débordée et conflits syndicaux

Le personnel administratif, pour sa part, demande la création de quarante-neuf postes supplémentaires pour faire face à l'augmentation du nombre des étudiants et aux tâches consécutives à la nouvelle organisation du premier cycle. Celle-ci oblige tous les étudiants préparant un diplôme d'état à passer des examens généraux (DEUG) à suivre un enseignement de langue. Elle leur permet également, ici, de choisir des options parmi quatre cent cinquante unités de valeur (en lettres et en sciences humaines). Le personnel administratif doit à la fois effectuer les inscriptions, collecter les résultats et fournir les attestations correspondantes.

D'autre part, le personnel administratif n'a, en ce début d'année 1976, pas encore liquidé tous les dossiers des étudiants qui ont obtenu un DEUG en 1974-1975, première année de délivrance de ce diplôme. Ce retard a perturbé les formalités d'inscription de l'année universitaire 1975-1976. Du 27 au 29 janvier, les étudiants ont refusé d'ouvrir leurs portes aux enseignants et étudiants pour tenter de rattraper dans le calme le retard accumulé.

La situation paraît d'autant plus critique qu'une crise a éclaté au sein du conseil d'université. Celui-ci avait élu, au printemps 1974, quatre vice-présidents pour succéder M. Bernard Chevalier, membre du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), élu président l'année précédente. Deux appartenaient au Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.Sup.), un au S.G.E.N., le dernier n'étant pas syndiqué. Mais l'équilibre a vite été rompu, après la démission pour raisons personnelles d'un des deux vice-présidents membres du S.N.E.Sup., qui était aussi militant du parti communiste. L'autre, non communiste, était proche de l'une des minorités de son syndicat.

Vivement critiqués par leurs mandants, et particulièrement par le S.N.E.Sup. qui leur reprochait de s'être rendus par leur action « complices du pouvoir », les trois vice-présidents sortants ne se sont pas représentés, provoquant la menace de démission du président. M. Bernard Chevalier, qui refuse de poursuivre son mandat sans l'aide de vice-présidents, mais les statuts de l'université prévoient que deux d'entre eux doivent être des enseignants de

la querelle d'influence qui secoue actuellement les deux principaux partenaires du programme commun. Il n'y a qu'un pas que certains, à Tours, ont vite franchi.

Une menace, pourtant, pourrait inciter les enseignants du conseil à revenir sur leur attitude et à reconstituer une équipe autour de M. Chevalier : l'apparition d'un candidat à la présidence M. Charles Combescot, doyen de la faculté de pharmacie, qu'on dit « libéral », a suscité son intention de se porter candidat en cas de démission effective de M. Chevalier.

BERTRAND LE GENDRE.

## Les intentions de Mme Saunier-Seïté au secrétariat d'État aux universités

## Études désintéressées et recherche de débouchés professionnels

Derrière la table de marbre, installée par son prédécesseur, Mme Alice Saunier-Seïté s'applique à ne pas avoir l'air d'un secrétaire d'État. Les cheveux noirs à peine dérangés, le casque de cheveux à la « Cléopâtre », dont les journalistes ont déjà parlé, le cil charbonné, l'œil parfois pensif ou impérieux, comme l'élégance juste un peu négligée — le gilet de laine à peine rustique sur le chemisier de soie noire — et la pose un peu familière : on sent la nouvelle responsable du secrétariat d'État aux universités presque un peu tendue à ne pas le vouloir paraître. Mais assez sûre de son charme pour sembler ne pas l'utiliser, et peut-être assez assurée de sa réussite pour en parler avec détachement.

Ainsi en va-t-il de sa carrière : même si elle ne se considère pas comme « la dernière des cloches », on n'a pas besoin de prix Nobel pour un recteur, et même un secrétaire d'État. Ainsi de ses études : dans sa famille, on mettait les filles en pension jusqu'au brevet, et pas au-delà. Elle a donc passé le concours de l'école normale d'institutrices et plus tard elle a trouvé un travail à mi-temps dans un laboratoire pour continuer des études en faculté : « Depuis l'âge de seize ans, je n'ai pas coté un sou à ma famille ». Mais il n'y a pas de quoi « en faire un plat ».

Son entrée au gouvernement ne lui paraît pas résulter d'un irrésistible mouvement d'ascension sociale féminine, mais elle ne se considère pas non plus comme une femme-ailé. « A l'université, il n'y a pas de discrimination », et, depuis 1968, on a été beaucoup de directrices d'U.E.R. Qu'elle se démette sur ce point en se défendant d'avoir trop d'ambition : « Toutes les fonctions me sont tombées dessus pas surprise. Quand on veut nommer une femme, à un tel niveau de responsabilité, il n'y a pas beaucoup de choix ». Au collège littéraire universitaire de Brest, elle se trouvait être un des professeurs les plus anciens. En 1967, déjà, M. Alain Peyrefitte, ministre de l'éducation nationale, lui avait proposé un rectorat : « J'étais la seule à occuper un poste correspondant ». Pour lui succéder à Brest, on n'a pas trouvé d'autre femme.

Femme peu féministe, Mme Saunier-Seïté a aussi une vue assez traditionnelle des universités : « Ce qui compte vraiment, c'est la recherche ou ce qui est l'enseignement. Si l'enseignement est de qualité, les étudiants trouveront des débouchés ». La problématique, sera de savoir avec quelles universités on passera des conventions sans doute y aura-t-il une certaine concurrence. La concurrence cela ne lui déplaît pas, pour les autres comme pour elle-même. « De toute façon, on ne peut pas cacher la tête sous le sable, il y a toujours une certaine concurrence des universités ».

## « Ne pas se cacher la tête sous l'aile »

Mme Saunier-Seïté, il est vrai, ne croit guère à la possibilité d'imprimer une empreinte personnelle à son administration : « On ne peut qu'orienter les directions et consulter. Après les tractations, le résultat sera peut-être très éloigné de ce que je pense aujourd'hui l'essentiel, c'est de trouver des solutions logiques et raisonnables ».

Sur un point, toutefois, elle se démarque nettement de son prédécesseur : la formation des professeurs du second degré. « On a fait beaucoup trop de mousses là-dessus. La solution est pourtant assez claire à l'université, la formation théorique : la formation pratique a lieu dans les lycées. Il est hors de question que le ministre de l'éducation ne fasse pas sa part de responsabilité. D'ailleurs, si la formation des enseignants est qualitative, ils trouveront des débouchés ». La problématique, sera de savoir avec quelles universités on passera des conventions sans doute y aura-t-il une certaine concurrence. La concurrence cela ne lui déplaît pas, pour les autres comme pour elle-même. « De toute façon, on ne peut pas cacher la tête sous le sable, il y a toujours une certaine concurrence des universités ».

## GUY HERZLICH.

## A Paris

## GRÈVES DANS PLUSIEURS I.U.T.

Plus de cinq cents étudiants d'instituts universitaires de technologie (I.U.T.) de la région parisienne ont manifesté, mercredi 28 janvier, devant le ministère du travail, rue de Grenelle, où une délégation a été reçue. Ils demandaient que leur diplôme de sortie soit reconnu dans les conventions collectives. Dans plusieurs I.U.T., notamment ceux d'Orsay (Essonne), de Saint-Denis et de Villeneuve (Seine-Saint-Denis), de Cachan (Val-de-Marne) et de l'avenue de Versailles à Paris, les étudiants sont en grève depuis plusieurs jours. À l'appel de l'UNEP (ex-Renouveau) et de militants d'extrême gauche, notamment de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste). Outre la reconnaissance de leur diplôme, ils s'insurgent de la réforme du deuxième cycle universitaire, qui réduirait, estiment-ils, leurs possibilités de poursuivre des études.

● **Manifestation contre l'amiante à Jussieu.** — Plusieurs centaines de personnes, étudiants, techniciens et membres de l'administration des universités Paris-VI et Paris-VII ont manifesté, le mercredi 28 janvier en début d'après-midi, du centre universitaire jusqu'au rectorat de l'Académie de Paris, à la Sorbonne. Ils réclamaient que les crédits soient immédiatement débouqués pour enrayer l'amiante qui recouvre murs et plafonds du centre Jussieu — plutôt que de le recouvrir de plâtre comme il a été proposé. Le personnel, à la suite de plusieurs rapports d'experts, estime que l'installation actuelle comporte des risques d'asbestose (maladie pulmonaire comparable à la silicose).

● **Incident à Paris-IX.** — Un commando d'une quinzaine de jeunes gens casqués et armés de marteaux, ont pénétré, le mercredi 28 janvier, dans les locaux de l'université Paris-IX Dauphine, brisant tout sur leur passage. Quatre personnes ont été blessées au visage et à la tête. La police a interpellé quatre membres du commando qui appartenaient, selon le comité d'action Dauphine, au groupe Action-Jeunesse (A.J.), extrême droite. Le secrétaire général de l'université a déposé une plainte. Il venait de faire ouvrir les portes de l'université fermées depuis une semaine à la suite d'une précédente attaque. Les dégâts sont estimés à 10 000 F.

## PRESSE

## « MINUTE » LA MINETTE ET LE CURÉ

Pour illustrer un article intitulé : « Ce danseur avec sa minette, c'est un curé », Minute publie une photo d'un couple de danseurs, avec cette légende : « Le congrès des prêtres contestataires, à Grenoble, s'est terminé par une « surbrou », où la minette copiait l'absence de soutien ».

Or la même photo a paru dans l'Aurore du 18 janvier 1973, avec cette légende : « A la soirée des prêtres contestataires, samedi, à Grenoble, on a dansé. Voici un « abbé » se délectant avec une « ravissante » en mini-mini. David, il est vrai, dansait devant l'Arche, mais pas la java ».

Peu de jours après, le 20 janvier, l'Émouvance chrétien reproduit cette photo, mais en réajustant cette légende : « Paul Minette, médecin laïc et collaborateur de T.C. », L'Émouvance s'explique, du même coup, « de voir l'Agence France-Presse, d'ordinaire plus soucieuse d'exactitude, diffuser la photographie ci-dessus, à propos de l'assemblée d'échanges et Dialogue, à Grenoble, avec le commentateur suivant : « Un abbé participant au congrès » danse avec une jeune femme en mini-jupe ».

Minute, ou quatre ans après ?

● **La crise ouverte le 2 janvier au quotidien romain « Il Giornale d'Italia »** (libéral de droite) a pris fin mardi 28 janvier, à la suite d'un accord intervenu entre les syndicats de journalistes et de typographes, et les représentants de l'éditeur. Les licenciements qui avaient été annoncés — une trentaine de journalistes et six correspondants — ont été annulés, les mises en chômage technique de soixante-quinze employés réduites à une durée limitée. — (A.F.P.)

## ARMÉE

## NOMMÉ INSPECTEUR TECHNIQUE DE L'ARMÉE DE L'AIR

## Le général de Bordes reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Yvon Bourges, le conseil des ministres du mercredi 28 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes : A.I.R. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne de Bordes, nommé inspecteur technique de l'armée de l'air.

Est promu général de brigade aérienne, le colonel Brit. Sont nommés : directeur du cours supérieur interarmées et du Centre d'enseignement supérieur interarmées de défense, le général de division aérienne Saint-Martin ; directeur de la circulation aérienne militaire, le général de brigade, les colonels Favre-din et Pital (ce dernier est nommé adjoint au général commandant l'Ecole spéciale militaire et l'Ecole militaire interarmées) ; général de brigade, le colonel Laparra ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Seyer.

Est mis en situation de disponibilité spéciale, pour une période de six mois à compter de mars, le général de division Chénel. Est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, l'intendant général de deuxième classe Grenier.

ARMEMENT. — Est promu ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef Rias. Est nommé chef du service central des marchés de la direction des constructions navales à Paris, l'ingénieur général de première classe Allart.

Est admis dans la deuxième section (réserve), par anticipation et sur sa demande, l'ingénieur général de première classe Sauer.

SERVICE DE SANTÉ. — Sont promus : médecin général inspecteur et médecin-chef des services hors classe, le médecin général et médecin-chef des services de classe normale Curet ; médecin général, le médecin-chef des services de classe normale Baglin. Est nommé directeur du Centre de recherches du service de santé des armées, le médecin général Glirier.

## « L'ENTREPRISE DE DÉMORALISATION »

## Trois avocats estiment que la procédure suivie est contraire à la convention européenne des droits de l'homme

Trois des avocats des personnes inculpées pour participation à une entreprise de démolisation de l'armée ont adressé une lettre à M. Georges Chevalier, président de la chambre de contrôle de l'instruction près la Cour de sûreté de l'État, pour protester contre une procédure qui exclut « l'audition des parties et de leurs conseils ». M. Pierre-Edouard Weil, Jean-Jacques de Félice et Yves Jouffé rappellent qu'aux termes de l'article 29 de la loi du 15 janvier 1953, qui a créé la Cour de sûreté de l'État, la chambre de contrôle statue à huis clos et que les avocats des inculpés ne peuvent

exposer leurs points de vue que dans un mémoire écrit.

Les trois avocats estiment que « cette procédure inadmissible » est contraire aux règles édictées par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et ratifiée par le gouvernement français le 3 mai 1974. Selon ce texte, toute personne arrêtée a le droit d'être entendue publiquement et tout accusé a le droit de se défendre lui-même ou d'avoir l'assistance d'un défenseur de son choix. Pour les avocats signataires de cette lettre, la ratification de la convention européenne a eu pour conséquence immédiate de substituer de plein droit aux dispositions qui lui sont contraires les dispositions de la convention européenne.

La chambre de contrôle de l'instruction doit statuer début février sur l'appel que les avocats de huit inculpés ont formé contre les ordonnances du juge Gallut rejetant leur demande de mise en liberté.

## LE GÉNÉRAL FAVREAU : il y a actuellement l'amorce d'une nouvelle série d'actions antimilitaristes.

Le général de corps d'armée Albert Favreau, commandant la 1<sup>re</sup> région militaire et gouverneur militaire de Paris, appelé les cadres de l'armée à faire preuve de vigilance « face au danger de la subversion ».

« Après une accalmie, il y a actuellement l'amorce d'une nouvelle série d'actions antimilitaristes », a déclaré mercredi 28 janvier, à Versailles, le général Favreau devant les officiers de la 12<sup>e</sup> division militaire. Le général Favreau a demandé aux officiers « de réagir sans faiblesse et de faire preuve de la plus grande cohésion. Les sondages, a-t-il dit, montrent qu'une majorité écrasante de Français font confiance à leur armée ».

## DÉFENSE

## M. Delpech : les commandes d'armements français non encore livrées représentent 30 milliards de francs

« Le montant des livraisons d'armements français, qui était à peu près stable aux environs de 3 milliards de francs par an entre 1965 et 1971, a monté progressivement pour atteindre 7 milliards en 1974, ce qui représentait déjà 16 % des exportations de biens et 20 % de nos exportations vers les pays pétroliers. Ces chiffres monteront encore, puisque actuellement les commandes non livrées se montent à 30 milliards de francs, le rythme des prises de commandes demeurant très soutenu. » C'est ce qu'écrivit, dans le dernier numéro de la revue l'Armement, M. Jean-Luc Delpech, délégué ministériel pour l'armement.

« Au cours de la période 1963-1973, le volume des échanges d'armements entre les nations s'est accru en moyenne de 8 % par an, alors que les dépenses militaires globales ne s'accroissent que de 2,5 % par an, ce qui

peut dire, compte tenu du sens des échanges, que l'armement des pays du tiers-monde s'est accru et continuera d'accroître plus vite que celui des pays industrialisés.

« Il est probable que ce volume d'échanges va encore augmenter dans les années prochaines. Les livraisons correspondantes à ces prises de commandes ont commencé en 1973. L'enregistrement donc certainement un gonflement du volume des échanges (calculé sur les livraisons) à partir du niveau de 1973, qui était de 45 milliards de francs. Il est à peu près certain, par contre, que la progression des commandes ne se poursuivra pas longtemps et qu'une saturation interviendra : car je crois que les nations qui ont accédé à l'indépendance ou à la richesse ont déjà passé ou sont en train de passer le plus gros de leurs commandes d'équipement. Ce gros afflux d'ailleurs fait sensiblement évoluer la répartition des courants d'échanges.

« En effet, alors que, dans la période 1963-1973, 34 % des livraisons allaient aux pays d'Europe, 38 % à l'Asie et l'Océanie, et 19 % aux pays arabes et au Moyen-Orient, on a assisté, en 1973 et 1974, à une augmentation très sensible de la part des pays arabes et du Moyen-Orient, passée à 45 %, et à une baisse correspondante des achats de l'Europe et de l'Asie », conclut M. Delpech.

★ L'Armement, décembre 1975, 31 rue d'Octavie, 75014 Paris, Cedex 07, 15 F.

(Publié)

Association Nationale des Économistes de Collectivités Privées  
Syndicat National des Économistes de l'Enseignement Privé  
Comme chaque année, l'A.N.E.C.P. organise un Congrès National dédié aux Économistes et Culturels de Collectivités Privées.  
Le 22 mars (matin), au 25 mars 1976 (soir), à l'INSTITUTION NOTRE-DAME

30, rue Grange-du-Colle, à BESANCON (25042).  
Pour tous renseignements s'adresser à : A.N.E.C.P., 27, rue de la Pompe, 75016 PARIS.



LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LE POUVOIR DES CHEFS D'ENTREPRISE

# Vives réactions après les déclarations de M. Lecanuet

Les déclarations de M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, sur la responsabilité pénale en matière d'accidents du travail (le Monde du 29 janvier), sont mal accueillies par les deux « patronaires » qu'elle concerne. Pour la C.G.T. il ne s'agit que de « rassurer les patrons », alors que les P.M.E. dénoncent une « démagogie antipatron », tandis que M. Yvon

Chotard, président de la commission sociale du C.N.P.F., s'emploie, aux termes d'une comparaison fondée sur la circulation routière, à démontrer l'insanité des propos du ministre. Protestation aussi chez certains avocats. Les bâtonniers des barreaux du ressort de la cour d'appel de Riom-Aurillac, Clermont-Ferrand, Cusset-Vichy, Montluçon, Le Puy et Riom, ont

émis mercredi 28 janvier, à Moulins, une « solennelle protestation » contre les déclarations de M. Jean Lecanuet.

Ces déclarations, faites à la veille de l'audience du procès de M. Jean Planche, et appelant les magistrats à la sévérité, déclarent les bâtonniers, sont une atteinte à l'indépendance

des magistrats, qui est le garant de notre justice.

Nous tenons à rendre hommage, ajoutent-ils, à cette indépendance que nous savons hors d'atteinte des recommandations de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et nous tenons également à protester en notre nom et au nom des justiciables que nous défendons.

## Les commentaires dans les milieux patronaux...

### M. CHOTARD GRAMMAIRIEN

On comprend que M. Chotard s'insurge contre les propos de M. Lecanuet assimilant l'automobiliste imprudent et le patron délinquant. Le ministre de la justice ne va-t-il pas organiser, à propos de la sécurité du travail des opérations « coup de poing » dans les usines sur le modèle de ce qui fut fait dans les rues par son collègue de l'intérieur ? Si, de plus, elles se révélaient efficaces, que de tracas !

Invitant l'opinion à récuser l'analyse de M. Lecanuet, grâce à une comparaison facile à comprendre (l'automobiliste et les lignes jaunes...), le président de la commission sociale du C.N.P.F. désigne une partie du discours pour mieux déconstruire sans le savoir. Grammaire et la syntaxe dans un cadre juridique et dégrade l'extrait pour condamner le tout.

Que se profile-t-il derrière un débat sur la sécurité ? Ce n'est pas essentiellement le souci de faire connaître les règlements, de fournir les moyens permettant leur application. D'autant que le danger n'est pas si grand.

D'une part, c'est une évidence : à rappeler qu'on peut éviter de danger en faisant le nécessaire. Ce ne serait pas tout qu'appliquer la loi.

D'autre part, avec le secours du ministre du travail, ces inquiétudes magistrales sont d'une certaine manière tenues à l'écart de la connaissance des infractions. Les inspecteurs du travail ont ordre de ne pas communiquer leurs procès-verbaux aux parquets.

Enfin, faut-il vraiment craindre les foudres de juges qui, lorsqu'ils sont saisis, prononcent des peines avec sursis (ce qui, au cas de M. Lecanuet, a été fait) ou des amendes ? Depuis que la législation du travail existe, une seule peine d'emprisonnement ferme prononcée par un tribunal, trois incarcérations préventivement décidées. Ce n'est pas encore la crépuscule judiciaire des patrons.

### La pythie

Non, pour que M. Chotard parle si haut et si vite, c'est en raison de ce qu'il se profile derrière les propos de M. Lecanuet : l'avenir du pouvoir dans l'entreprise. Tel est aussi le sens de la réaction des P.M.E. parlant de « démagogie antipatron », « alors qu'on lui enlève tous les moyens d'assurer la libre gestion de son affaire et le respect de son autorité ». On comprend que la C.N.P.F., par la voix du président de sa commission sociale, et les P.M.E. témoignent pour la justice d'un intérêt qu'on ne leur connaît pas jusqu'ici.

Or, c'est au ministre de la justice que va revenir le soin d'être le maître d'œuvre d'une réforme de l'entreprise, comme il fut en 1966-1967 le coordinateur de la refonte des lois sur les sociétés commerciales. A ce ministère, qui serait tenu de garantir la sécurité, d'on ne sait quelle pythie « en qui mugit l'espoir que le monde finisse ». Le monde des patrons, naturellement. La réalité n'est pas tout à fait celle-ci.

De sorte que M. Chotard critique moins M. Lecanuet qu'il ne l'avait de la surveillance extrême dont il va être l'objet, lui et ses services. Ce n'est plus une controverse, c'est une mise en garde.

Le ministre de la justice n'aura pas trop de tout le gouvernement, s'il se peut, et du président de la République, s'il le veut, pour donner suite à un discours qui, pour avoir été incomplet, constituait à tout le moins une orientation. Au ministre d'Etat maintenant d'être à la hauteur, dans la réalité, des propos qu'il a tenus.

PHILIPPE BOUCHER.

### LES P.M.E. : une « démagogie anti-patron ».

Dans un communiqué publié mercredi 28 janvier, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises « dénonce une protestation éhéméroscopique contre les déclarations du ministre de la justice, qui vise à faire du chef d'entreprise le bon émissaire de toutes les erreurs, fautes ou imprudences commises dans l'entreprise, comme il l'est déjà des erreurs, fautes et imprudences de la politique économique. Les P.M.E. considèrent que le ministre n'a pas à présumer une culpa-

bilité qui doit être librement appréciée par les tribunaux ». Le mouvement de M. Léon Gignoux « dénonce l'hypocrisie qui consiste à invoquer sa responsabilité pénale, alors qu'on lui enlève tous les moyens d'assurer la libre gestion de son affaire et le respect de son autorité. » Il regrette que M. Lecanuet ait ainsi cru devoir sacrifier à la démagogie anti-patron qui semble être la diversion choisie par le gouvernement.

## ...et syndicaux

### IL NE S'AGIT QUE DE RASSURER LES PATRONS estime la C.G.T.

Commentant les déclarations de M. Lecanuet sur les accidents du travail, la C.G.T. estime qu'elles visent « à rassurer les patrons et à camoufler le refus du pouvoir de prendre les mesures concrètes proposées par la C.G.T. pour diminuer les accidents du travail ». Les propos du ministre, déclare un communiqué publié mercredi 28 janvier par la centrale syndicale, ne sauraient faire oublier les responsabilités des patrons, avec la complicité du ministre du travail, à la création, au fonctionnement

des comités d'hygiène et de sécurité, ainsi qu'au renforcement de leurs prérogatives. « C'est au ministre du travail qu'il incombe de veiller à la stricte application des dispositions en vigueur et, avec le ministre de la justice, de poursuivre et de faire appliquer les mesures de prévention contre les accidents du travail. »

« Nous constatons d'une manière générale l'absence d'une volonté politique du gouvernement d'élaborer et de faire appliquer une réglementation efficace contre les accidents du travail. »

## AU TRIBUNAL DE MOULINS

### M. Jean Planche a été condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis

Moulins. — M. Jean Planche, directeur d'une entreprise de bâtiment de Vichy (Allier) employant près de deux cent cinquante personnes, prévenu d'homicide involontaire et d'infractions aux règles de sécurité du travail,

a été condamné, mercredi 28 janvier, après une demi-heure de délibéré, à six mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende par le tribunal de grande instance de Moulins.

### De notre correspondant régional

preuve « que M. Planche se moque éhéméroscopiquement de la législation du travail ».

Ce sont ces considérations et quelques autres (1), notamment le fait que selon l'inspection du travail, « le dispositif de garde-corps avait été modifié après l'accident », qui avaient incité le magistrat instructeur, Mlle Jany Chauvaud, à placer M. Planche en détention provisoire. A ce propos, le procureur a fait une mise au point pour rappeler en substance que le parquet avait fait dans cette affaire des constatations conformes.

M. Garrigues a dénoncé « les manifestations qui furent organisées (2) dans le but de troubler le cours de la justice et aggraver le climat de suspicion contre certains magistrats, favorisant ainsi le développement d'une campagne de dénigrement et de calomnie à l'égard de magistrats personnels ». « Le scandale était-il l'incarcération d'un chef d'entreprise ou la mort d'un ouvrier ? », a-t-il demandé.

M. Grandvaud, défenseur des deux prévenus, a fait observer que M. Planche « ne s'est jamais plaint de sa détention provisoire » et que, interrogé ensuite sur l'opportunité de celle-ci, il avait déclaré : « Je n'ai pas à juger un juge ». « Ce n'est pas à juger un juge », a-t-il déclaré en montrant les chefs d'entreprise en prison qu'on supprime les accidents du travail », avait déclaré en préambule l'avocat, et en fin de compte les magistrats de Moulins ont su prendre une décision qui, tout en étant sévère, n'est pas un obstacle majeur à la marche de l'entreprise et correspond cependant à l'objectif numéro un : la prévention.

Qui pourrait nier que si une sanction de cette nature avait été infligée le 27 juin 1975 par le tri-

bunal de grande instance de Cusset (Allier) à M. Planche après le premier accident mortel survenu dans son entreprise — au lieu d'une délicate amende de 1 500 F — le second drame n'aurait probablement pas eu lieu ?

BERNARD ELIE.

● **Emprisonnement avec sursis après un accident du travail.** — M. Pierre Bouvet, président-directeur général d'une usine d'armement (Saône-et-Loire), a été condamné mercredi 28 janvier à quinze jours d'emprisonnement avec sursis et 3 000 francs d'amende pour homicide involontaire et infraction à la législation du travail, après l'accident survenu le 18 mai dernier à M. Louis Longe. La famille de la victime a obtenu 127 000 francs de dommages et intérêts.

## SPORTS

### RUGBY

#### L'équipe de France contre l'Irlande

Pour rencontrer l'équipe d'Irlande au Parc des Princes le 7 février, l'équipe de France subira deux modifications par rapport à son dernier match : le deuxième ligne Imbernon, de Perpignan, remplacé par Aguer, et le trois-quarts ailé Akeroy, de La Voulte, remplacé par la place de Dubertret.

● **BASKET-BALL.** — Villardbonne a battu Paris (Finlande) par 80 à 77 en match retour comptant pour la Coupe d'Europe des clubs champions.

● **FOOTBALL.** — Retna s'est imposé par 2 buts à 0 devant Lille, dans un match de championnat qui avait été remis le 18 jan-

### POINT DE VUE

## Faute et sanction

par LOUIS ZOLLINGER (\*)

DEPUIS longtemps la notion de sanction s'est trouvée affectée par la montée de multiples phénomènes sociaux. L'homme seul et son ascendant de liberté — l'homme devant les masses — ses droits, ses devoirs et ses angoisses, l'homme fragile soumis à la pression des esprits forts ou aux aléas des mains tendues.

Or si le juge, le plus souvent, a su rester conscient et ferme dans sa notion de sanction, sa tâche n'a pas été simple devant la bouleversement des valeurs, la contestation des principes, l'effacement des responsabilités.

Comment sanctionner le vol pour qui conteste la propriété ? Comment sanctionner l'attentat aux mœurs pour qui la femme n'est qu'un sexe et le sexe un objet de consommation courante ? Que reste-t-il de la faute pour ceux qui, mal armés pour se défendre, ont pu vaciller sur les incitations, croire aux mensonges ou tout simplement céder à la tentation de la loi ? Les avocats du diable parlent si fort aujourd'hui !

Que reste-t-il de la faute dans le silence des victimes ? Victimes désemparées qui exigent de se plaindre : victimes bien assurées et si tôt dédommées !

Alors quel poids donner à la sanction ? Comment l'assortir à la faute et l'adapter à son auteur ? Le rapport faute-sanction est bien difficile à établir et la difficulté tient au caractère relatif donné à chacun des deux facteurs.

Le facteur « faute » est une notion à la fois objective et abstraite. Elle est objective quand elle est inscrite dans la loi et qu'elle repose sur un concept admi. Elle est abstraite quand elle est une abstraction lorsque, même inscrite dans la loi, elle affecte des situations évidentes, et l'ambiguïté qui en ressort se traduit par le phénomène de non-culpabilisation qui va fausser l'équation.

Le facteur « sanction » quant à lui s'est trouvé compliqué par la contestation de la prison et les critiques du régime pénitentiaire qui, en dépit de leurs excès, ont embarrassé les juges répressifs.

A ces difficultés il convient d'ajouter celles qui sont liées à l'évolution sociale. C'est le problème du rapport des forces. La sanction des mauvaises affaires est la faillite, mais, en 1975, c'est aussi le conflit social, l'action syndicale, la menace de chômage, autant d'éléments qui pèsent sur la décision des juges saisis des intérêts des créanciers aux yeux menacés de ruine, de fermeture et des mêmes conflits. Apparaît alors la fragilité de l'autorité judiciaire en présence du phénomène des masses. Des masses toujours présentes qui, par le jeu des mass media, des syndicats, des comités de défense, violent au secours de l'homme, seul devant l'Etat et son appareil répressif.

Est-ce un paradoxe ou la conséquence logique du confort créé par l'assistance et de la solidarité ? Face au bloc des masses organisées se dessine le profil de l'homme nouveau, un homme inédit qui ne se veut pas libre mais seul maître de sa personne, non plus sujet ou citoyen mais confédéré et solidaire. Cet homme-là est un justiciable difficile. La notion de faute et le seuil de culpabilisation sont pour lui aussi difficiles à atteindre que pour le juge la détermination de sa responsabilité.

L'incarcération est ressentie comme un attentat à sa personne. Cet homme-là refuse la sanction. Son refus n'est pas motivé intellectuellement ou techniquement comme une condamnation du système, mais comme la simple manifestation de son orgueil du droit qu'il ne se reconnaît qu'à lui seul de disposer de sa vie. Il accepte très bien de souffrir ou de mourir, mais ce n'est pas le désespoir qui l'y pousse. Il sait que sa pléiade d'héroïne peut le conduire à l'hôpital ou au cimetière ; il sait aussi que son suicide peut réussir. Il use de son droit suprême et exclusif. Cependant, la déchéance ou la mort qu'il s'infirme n'est pas une autosanction se substituant à la sanction de l'autorité, ce n'est que l'exercice d'un droit, sans doute aussi un acte de prosélytisme dont la grève de la faim est la formule d'initiation.

Ainsi le juge affronte à ces situations complexes, à des hommes difficiles, va prononcer sa sanction. Sa sanction sera publiée, analysée, commentée. Le dispositif du jugement est l'acte concret de la décision. C'est le volume apparent de l'Imbernon sur lequel s'exerce la critique. Personne ne se hasarderait à explorer la masse immergée qui renferme les racines du mal. Cette exploration me paraît nécessaire, et je cherche le moyen de la rendre possible.

Beaucoup plus qu'à la sanction c'est à la faute qu'il faut s'en prendre. Le moment me paraît venu pour tous ceux qui ont vocation de s'exprimer de tenter par l'information le retour à la paix publique. Certaines campagnes d'information ont donné d'excellents résultats. Aujourd'hui, chacun est bien conscient de l'interdit qu'il a à son égard de respecter les règles de circulation routière, et celui qui les enfreint est intimement culpabilisé. Et pour le reste, qui cesse de mettre un train à l'édification, à la licence, aux attrait du crédit-miracle et aux tentations du chèque ?

Une bonne information, qui rétablirait chacun dans la limite de ses droits, permettrait à la justice de s'exercer utilement dans toutes les directions et jusque dans les citadelles où les audaces font scandale.

Mais agir sur la notion de faute c'est traiter de la vertu, et je sais bien que la vertu se vend mal. Il faudra des sacrifices pour restaurer les hommes dans leurs responsabilités et leur enseigner ce qu'il en coûte de nuire.

La notion de sanction passe nécessairement par une leçon de morale.

(\*) Conseiller à la cour d'appel de Paris.

## BIBLIOGRAPHIE

### « LE NOUVEAU DROIT DU DIVORCE »

Préface, ce qui en atteste la qualité, par M. Jean Vassogne, qui vient d'être nommé premier président de la cour d'appel de Paris, est paru à la Librairie générale de droit et de jurisprudence le Nouveau Droit du Divorce, dû à M. Marcel Brasier, avocat au barreau de Paris et ancien avocat.

Ce fort volume (722 pages) n'est pas une manière de vade-

mecum destiné aux usagers virtuels que seraient les gens mariés. En revanche, il sera probablement, en raison de la méticulosité de l'examen des nouveaux textes, de la clarté de sa présentation, un outil de qualité pour les praticiens du droit.

Le Nouveau Droit du Divorce, par Marcel Brasier, professeur de droit à la Librairie générale de droit et de jurisprudence, 722 pages.

# CARNET

## Réceptions

Le conseiller de presse près l'ambassade de la République arabe d'Égypte et Mme Assam Sowellam ont donné, mercredi 28 janvier, un cocktail, à l'occasion de leur départ. Neuf ans durant, le Dr. Sowellam a rempli ses fonctions avec beaucoup d'efficacité et de bonne grâce, et il laisse à Paris de nombreux amis.

## Naissances

M. Pierre-François Couture et Mme, née Françoise Renaud, Sèvres, ont la joie de faire part de la naissance de Camille, le 8 janvier 1976.

M. et Mme Mescheriakoff, Valéry et Cyril, font part de la naissance de Pierre, le 18 janvier 1976.

M. Hervé Guérin et Mme, née Martine Allot, sont heureux de faire part de la naissance d'Alexandre, le 13 janvier.

M. et Mme Henri Rely ont la joie de faire part de la naissance de leur fils Romain, le 25 janvier 1976.

## Décès

Nice — Toulouse — Biarritz. Philippe, Yves et Eric Cor-Mayer, Les familles Mignard, Sinabat et David.

Tous les parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de leur très regretté M. Michel CHIFF-BAYEN, capitaine au long cours, pilote de la rivière de Saigon et du port de Dakar, survenu à Nice, le 25 janvier 1976, après une longue et cruelle maladie. Les obsèques ont été célébrées le mardi 27, à 15 h 45, au reposoir de l'hôpital Pasteur.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Cestier. Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. René CESTIER, professeur, survenu à Paris, dans sa soixante-quatrième année, le 25 janvier 1976, à 10 heures, 81 rue de la Trinité.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Georges RANCE, survenu le 25 janvier 1976, à Paris, dans sa soixante-troisième année. Les obsèques ont été célébrées le lundi 26 février 1976, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, à 15 h 45.

De la part de Mme Georges Rance, M. Jean-François Rance, M. et Mme Jean Jeannot, M. Michel Jeannot, M. et Mme André Henquet et leur fille.

Ni fleurs ni couronnes. Les deux épitaphes seront recueillies pour la Fondation pour la recherche médicale française, sur fonds affectés de leur président-directeur général, M. Henri FALCONNET.

Mme Henri Labey et ses enfants, Les familles Labey, ont la douleur de faire part du décès de M. Henry LABEY, La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation à Romainville, a eu lieu dans l'intimité, le mercredi 28 janvier.

**JACQUES DEBRAY**  
TAILLEUR  
**SOLDES**  
en prêt à porter  
31, bd Malesherbes — ANJ. 15-41  
Fermé lundi

**NEUILLY-SUR-SEINE**  
Salle de vente du Roule  
150, av. du Roule, Neuilly-s-Seine  
Métro Pont-de-Neuilly, 66-65-66  
**VENTE DE GISEL GISE**  
Samedi, dimanche et lundi  
10 h. à 12 h. 30 - 15 h. à 19 h. 30  
**TAPIS D'ORIENT**  
**ET CHINOIS**  
IVOIRES  
**ET PIERRES DURES**  
**SCULPTES**  
**CHINE ET JAPON**  
(travaux avec certifiées d'origine)  
**ACHAT ET VENTE**

**fouks**  
Maison de couture en gros  
**SOLDE**  
**DERNIERS**  
**JOURS**  
Ouvert sans interruption  
du lundi au samedi 9h à 18h30  
1<sup>er</sup> étage  
89, rue Réaumur (2<sup>e</sup>)  
tél. : 231-16-70

Mme Jacques Lamy, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur époux, père, grand-père et fils, M. Jacques LAMY, ingénieur des mines, directeur commercial d'Ugine-Acier de Bourg-en-Bresse, décédé subitement, le 25 janvier 1976, à Bourgogne-Billancourt (92100), dans sa cinquante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 31 janvier, en l'église Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus (92, rue de l'ancienne-Mairie, 92100 Bourgogne-Billancourt), à 10 heures précises, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Madeleine MANSION, ex-cantatrice, des concerts Lamoureux, auteur du livre « l'Étude du chant », officier de l'Instruction publique, survenu le 24 janvier 1976, à Nice.

De la part de sa famille, de ses amis, Selon le désir de la défunte, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Raoul PEYROT des GACHONS, née Marguerite-Marie Desroges, rapée à Paris, dans sa quatre-vingt-septième année, le 27 janvier 1976.

De la part de M. Raoul Peyrot des Gachons, son époux, M. et Mme Bernard Peyrot des Gachons, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Monique Peyrot des Gachons, religieuse du Cénacle, M. et Mme Solange Peyrot des Gachons, M. et Mme Patrick Michelon, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Ouy Vendeuvre et ses enfants.

M. et Mme Régine Peyrot des Gachons, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants. Les obsèques auront lieu vendredi 30 janvier, à 11 h. 30, en l'église de Saint-Lumaine (11<sup>e</sup> et Vialane). Une messe sera célébrée à Paris, chapelle des Franciscains, 7, rue Marie-Sève, Paris (14<sup>e</sup>), le samedi 7 février, à 10 heures.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Georges RANCE, survenu le 25 janvier 1976, à Paris, dans sa soixante-troisième année. Les obsèques ont été célébrées le lundi 26 février 1976, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, à 15 h 45.

De la part de Mme Georges Rance, M. Jean-François Rance, M. et Mme Jean Jeannot, M. Michel Jeannot, M. et Mme André Henquet et leur fille.

Ni fleurs ni couronnes. Les deux épitaphes seront recueillies pour la Fondation pour la recherche médicale française, sur fonds affectés de leur président-directeur général, M. Henri FALCONNET.

Mme Henri Labey et ses enfants, Les familles Labey, ont la douleur de faire part du décès de M. Henry LABEY, La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation à Romainville, a eu lieu dans l'intimité, le mercredi 28 janvier.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Henri LABEY, ancien externe des hôpitaux de Paris, spécialiste des hôpitaux militaires, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre France et des T.O.E., survenu, le 25 janvier 1976, à l'hôpital Maritime de Brest, dans sa

soixante-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise. De la part de son épouse, née Stenfort Le Gualdes de la Ville-neuve, de sa fille Marie-Christine, Et de toute la famille. Les obsèques ont eu lieu à Brest le 28 janvier, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Stéphanie Nemer et leurs enfants Pascale et François, ont la tristesse de faire part du décès de Mme Geneviève METRAL-VERNIER, survenue le 23 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a eu lieu le 25 janvier en l'église Saint-Germain-de-Chaumont.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Stéphanie Nemer et leurs enfants Pascale et François, ont la tristesse de faire part du décès de Mme Geneviève METRAL-VERNIER, survenue le 23 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a eu lieu le 25 janvier en l'église Saint-Germain-de-Chaumont.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Stéphanie Nemer et leurs enfants Pascale et François, ont la tristesse de faire part du décès de Mme Geneviève METRAL-VERNIER, survenue le 23 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a eu lieu le 25 janvier en l'église Saint-Germain-de-Chaumont.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Stéphanie Nemer et leurs enfants Pascale et François, ont la tristesse de faire part du décès de Mme Geneviève METRAL-VERNIER, survenue le 23 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a eu lieu le 25 janvier en l'église Saint-Germain-de-Chaumont.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Stéphanie Nemer et leurs enfants Pascale et François, ont la tristesse de faire part du décès de Mme Geneviève METRAL-VERNIER, survenue le 23 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a eu lieu le 25 janvier en l'église Saint-Germain-de-Chaumont.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de M. et Mme Stéphanie Nemer et leurs enfants Pascale et François, ont la tristesse de faire part du décès de Mme Geneviève METRAL-VERNIER, survenue le 23 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, a eu lieu le 25 janvier en l'église Saint-Germain-de-Chaumont.

Cet avis tient lieu de faire-part.

# RADIO-TÉLÉVISION

## PAOLO GRASSI REFUSE UNE VICE-DIRECTION A LA RAI

La Scala de Milan ne perdra pas Paolo Grassi, le directeur du plus célèbre des théâtres lyriques italiens a refusé mercredi 21 janvier, le poste de vice-directeur général pour la coordination des services radiophoniques qui lui avait été offert par la RAI. Dans un communiqué, il rappelle son attachement à la Scala et se déclare prêt à accepter les nominations qu'il a reçues de divers côtés, notamment du conseil municipal de Milan. Pour dire « non » à la RAI, Paolo Grassi a pris son temps : c'est le 2 décembre dernier que ce poste lui avait été proposé après la restructuration de la radio-télévision d'Etat. Il reste donc à la Scala, mais en formulant un souhait qui apparaît comme une condition : que « le Parlement et le gouvernement reconnaissent, sur le plan législatif et administratif, les droits particuliers que le théâtre a acquis à la Scala, dans le cadre d'une réforme organique de l'activité musicale en Italie et d'une incidence culturelle et démocratique toujours croissante de la musique dans notre pays ». En clair, Paolo Grassi ne veut pas qu'on lui mette des bâtons dans les roues ; il refuse une régionalisation des théâtres lyriques, et notamment de la Scala. (Corresp.)

## TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 29 JANVIER — Le M.O. n° 1 pour une alternative non violente expose son opinion à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h 40.

VENDREDI 30 JANVIER — M. J.-F. Revet répond aux questions de J. Paugam sur France-Culture, à 12 h 5. — Le Comité pour la liberté d'expression s'exprime à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h 40.

## Avis de messe

La direction de la librairie Hachette fixe le mardi 3 février, à 9 h 30, en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris (6<sup>e</sup>), une messe en souvenir de

## Anniversaires

Il y a onze ans s'éteignait Jacob ISRAËL, courtier assermenté au tribunal de commerce de la Seine. Lilliane Israël, Robert Covo, Georges et Josée, ses petits-enfants, prient tous ceux qui l'ont connu de se recueillir un instant.

Pour le premier anniversaire du décès du général de division André ROUYER, que les prières et les pensées de ceux qui l'ont connu, alors et restant fidèles à son souvenir, se joignent à celles de sa famille.

Une messe anniversaire à la mémoire de M. Albert LONDES aura lieu le vendredi 30 janvier, à 11 h 30, à l'église Sainte-Marie des Batignolles, place du Docteur-Lobegot, à Paris.

## Soutenances de thèses

Samedi 31 janvier, à 16 heures, université de Paris-Sorbonne, salle Louis-Liard, M. Guy Borrell : « Littérature et Impressionisme ».

SCHEWEPES Bitter Lemon. Indéniable. Il faut le goûter.

**Boldoflorine**  
bonne infusion pour le foie et la constipation

## VENDEDI 30 JANVIER

## CHAINE I : TF1

12 h. 15. Mi-journée (à 14 h. 5 et 17 h. 15. Emissions scolaires)

**annie cordy**  
"tu t'laisses aller" (version féminine)  
"Frida oum Papa" "Jane la Tarzane"  
son nouvel album  
"à l'Olympia"  
CBS 81126

20 h. 30. Au théâtre ce soir. Mon cœur balance, de M. Duran, mise en scène Cl. Nicot, D. Sarky.

Elle est folle, lunatique, frivole, et son cœur bat entre deux soupçons. Jean qui pleure et Jean qui rit.

22 h. 35. Humour : Lunatiques, de J. Duché : réal. O. Collet.

L'actualité de notre planète, vue et narrée dans ses côtés insolites, par Jean Duché comme par un extra-terrestre.

## CHAINE II : A2

De 14 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 17 h. 30, Fenêtre sur... Zigzag.

20 h. 30. Feuilleton Simplicissimus. Simplicissimus. Réal. F. Umzeiter Avec M. Habich :

## QUI A TUÉ TUERA

On est bien ennuyé d'avoir à critiquer le téléfilm, tiré par Jean Prat du roman de Bernard Clavel, le Silence des armes, qui nous a été proposé mercredi soir sur TF 1. Il avait pourtant tout pour séduire. Il parlait d'une bonne, d'une excellente intention : faire la guerre à la guerre. A l'arrivée malheureusement, quand Jacques Fortier, rendu fou et fou dangereux par les atrocités dont il a été coupable et témoin entre 1956 et 1960 en Algérie, se barricade dans la ferme paternelle, refuse, sa permission terminée, de rejoindre l'armée, et fait des cartons sur les gendarmes venus le chercher, on n'a qu'une envie, pour arrêter cette pétaradante boucharde : le descendre d'un bon coup de fusil. Je ne pense pas que ce soit l'effet désiré.

Si encore ce goût du sang, cette envie de tuer, n'avaient été que passagers, une impulsion vite réprimée. Ce n'est pas le cas : la platitude contournée, pleine d'affinités et d'effets téléphonés, le style kitsch de l'écriture cinématographique, incitent, hélas ! à prendre sans cesse ses distances avec les personnages. Même le père Fortier, un type merveilleux, un vigneron du Jura, un non-violent, finit par imiter avec son beau parler et ses mines vertueuses. L'engagement de son fils, une tête brûlée, l'a conduit dans la tombe. Il aurait pu y rester. Non, il est sorti à tout bout de champ, accompagné

## CLAUDE SARRAUTE.

## JEUDI 29 JANVIER

## CHAINE I : TF1

20 h. 30. Variétés : Le grand échiquier, de J. Chancel ; réal. A. Friederick.

A 20 h. Claude Villers. **Pas de panique.** A 22 h. José Artur. **Le Pop Club.** France-Inter. Ecoutez la différence.

20 h. 30. Serie Barletta, avec R. Blake. 21 h. 25. Reportage : Méditerranée de demain (première partie : Détroits sous bonne garde), de G. de Jonchay et D. Creusot.

Les conséquences de la réouverture du canal de Suez en Iran, en Egypte, et à Djibouti, avec des interviews du président Sadate, du premier ministre français, du ministre des Affaires étrangères du Sultanat d'Oman, et des principales autorités civiles et militaires dans le Territoire français des Aïna et des Fous.

22 h. 25. Allons au cinéma, d'A. Halimi : 22 h. 55. Journal.

## CHAINE II : A2

20 h. 30. Poésie : 20 h. 3. Nouveau répertoire dramatique, par Lucien Alloum : « Emballage perdu », de V. Feyder ; 22 h. 35. Entretiens avec Aimé Césaire ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

## FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Présentation du concert : 20 h. 30. Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, direction E. Krivine : « Concerto brandebourgeois n° 3 » ; « Concerto pour violon et le mûrier » (J.-S. Bach) ; « Concerto de Noël » (Corelli) ; 22 h. 30. Les convives : Un opéra macon, d'Erre Pouch ; 24 h. Amérique VI : Musique du Nord-Est brésilien et du Minas Gerais ; 1 h. La clé, par A. Almoura.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert : 20 h. 30. Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, direction E. Krivine : « Concerto brandebourgeois n° 3 » ; « Concerto pour violon et le mûrier » (J.-S. Bach) ; « Concerto de Noël » (Corelli) ; 22 h. 30. Les convives : Un opéra macon, d'Erre Pouch ; 24 h. Amérique VI : Musique du Nord-Est brésilien et du Minas Gerais ; 1 h. La clé, par A. Almoura.

## CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Un film, un auteur : « L'Oiseau rare », de J.-C. Brialy (1973), avec J.-C. Brialy, M. Presle, A. Duperey, Barbara, J. Mailhan, P. Bertin.

Un valet de chambre sert, succumbement, la femme éssentielle d'un promoteur immobilier, une comédie nymphomane, une ancienne dino adorée, et une mini-épopée, avant de trouver la tranquillité dans un vieux poète.

## FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 3. Nouveau répertoire dramatique, par Lucien Alloum : « Emballage perdu », de V. Feyder ; 22 h. 35. Entretiens avec Aimé Césaire ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert : 20 h. 30. Concert enregistré par le « Kammerensemble » : opus 9, pour quinze instruments (Schubert) ; « Concerto de chambre pour piano, violon et trois instruments à vent » (Berg), par l'Ensemble Bruno Maderna, direction G. Sinopoli ; 22 h. 30. Dossier disque : 22 h. 35. Jazz forum : Colla Mautner ; 23 h. En mars : Yves Casagrande et J. Livensood, après « Music electronica viva ».

## CHAINE III : FR 3

19 h. Pour les jeunes : 20 h. Emissions régionales.

20 h. 30. Magazine vendredi : De quoi avons-nous peur... La peur de la fin du mois... 21 h. 20. Les dossiers noirs... Howard Hughes ; 22 h. 25. Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie : 20 h. 3. La musique et les hommes : Saint-Saëns ; 22 h. 35. Entretiens avec Aimé Césaire ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

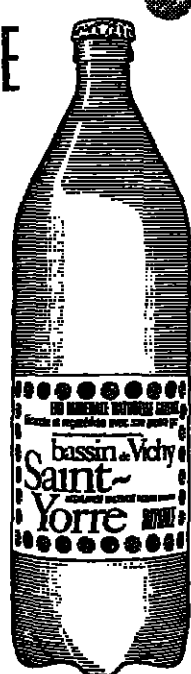
20 h. 30. Présentation du concert : 20 h. 30. Concert enregistré par le « Kammerensemble » : opus 9, pour quinze instruments (Schubert) ; « Concerto de chambre pour piano, violon et trois instruments à vent » (Berg), par l'Ensemble Bruno Maderna, direction G. Sinopoli ; 22 h. 30. Dossier disque : 22 h. 35. Jazz forum : Colla Mautner ; 23 h. En mars : Yves Casagrande et J. Livensood, après « Music electronica viva ».

**EAU MINERALE NATURELLE GAZEUSE**

**bassin de Vichy**

**Saint-Yorre**

**RÉGULARISE L'ACTIVITÉ HÉPATO-BILIAIRE**



مَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ



# Le Monde DES LIVRES

## « LE PÈRE PEINARD », ce drôle de Sioux

★ LE PÈRE PEINARD, d'Emile Pouget. Textes choisis et présentés par Roger Langlais. Ed. Gallimard, 245 p., 45 F.

DANS les grandes plaines de la mélancolie, un drôle de Sioux est revenu, avec ses colères, son rire et sa férocité. C'est Emile Pouget, qui faisait paraître à la fin du siècle passé et au début de celui-ci un journal intitulé *Le Père Peinard*, en souvenir du Père Duchesne. Roger Langlais a rassemblé et présenté un choix des chroniques, des brûlots de cet adversaire irréductible de la société marchande. On verra un jour l'histoire — l'histoire littéraire en particulier — avec d'autres yeux. Alors, on donnera la place qui convient à ces égarés enragés, ces allumeurs de déraison, qui traversèrent leur époque au pas de charge : Ernest Couderey, d'abord, et puis Georges Darien, Zo d'Axa, Emile Pouget.

Celui-ci, qui naquit près de Rodez en 1860, partagea sa vie entre la propagande anarchiste et l'action syndicale, ce qui le mena plusieurs fois en prison. Le syndicat, tel qu'il le concevait, était la contraire d'une organisation bureaucratique. C'était un rassemblement d'individus autonomes, n'acceptant aucune hiérarchie, une « conjuration des ego ». De plus, le syndicat devait employer, selon Pouget, des « méthodes radicales » : la grève, naturellement.

mais aussi le boycottage et le sabotage, qui sont des « modalités de l'action directe ». Il les fit adopter par la C.G.T., au congrès de Toulouse, en 1897.

Dans sa préface, Roger Langlais nous avertit qu'en rééditant les textes de Pouget il a voulu « améliorer le climat passionnel de notre temps ».

Souhaitons qu'il y parvienne, et que la lecture du Père Peinard tire quelques-uns de nos contemporains du grand sommeil qui les protège de l'angoisse, et les éloigne de la vie. Pouget avait mis dans son jeu beaucoup d'atouts pour réveiller les morts : de la passion, certes, de la verve, de la fureur et de l'humour. Roger Langlais évoque sa « haine » et son « dégoût » du « règne de la marchandise ».

Ajoutons ses éclats de rire en face de « l'autorité sous toutes ses formes ». En cette époque où l'individu est nié, de la Suisse à la Chine, il est plaisant de passer un moment en

compagnie de ce pamphlétaire, qui ne respectait rien sauf précisément l'individu.

« Sur ce, disait le Père Peinard, je pose ma chique. Il fait soif... »

FRANÇOIS BOTT.



Ce que le peuple souhaite aux chameaux ?... le « tout-à-l'égo ».

## AU VITRIOL !

EMILE POUGET ne trempe sa plume que dans le vitriol ; c'est tout le vocabulaire des proies, des déchets, de la dévotion et de l'espoir, qui bouillonne dans les pages du Père Peinard. Avec des gaucheries certes, et parfois un peu d'essoufflement — rançons obligées du journalisme engagé. Mais aussi, avec de belles trouvailles. Pouget fouille les jargons et les légifères, la filaille et les enjuponnés. Un frère ignorantin se fait pincer dans une filine à la mode ? Feu, feu sur les ennuis, les ennemis, les ratiocins et les cléricoscheux.

Il est souvent drôle, parfois ordurier, jamais vulgaire. Il a le goût de la phrase qui fera mouche sur ses lecteurs ouvriers. En « balade chez les artistes indépendants » (1893), il note devant une toile : « Attention ! le vas chier ! ». Visite au cimetière — par Paul Goussier. Peinture de deuil, pastelée au cirage, par un croque-mort, avec une brosse à ratiocins. « Enlevez, c'est pesé ! » Des bourgeois affarés devant les audaces des « anarches de la peinture » (les impressionnistes). Il écrit que « ceux qui aiment la discussion se font à raisonner comme un pot de chambre sous le cul d'un malade ». Quant aux saboteurs de carton-pâte tarés par les peintres officiels, « ils ont des gueules d'une couillonnerie à faire éternuer une borne kilométrique ».

Pas de cadeau, on le voit. La phrase va droit à la cible avec une férocité rigolarde. La « gouvernance » se plaint du « dépeuplement » ? Mais, rétorque le camarade Pouget, « faudrait que nous soyons andouilles comme des toupies pour toutes à tous ces cochons-là des turbulents pour leurs bagues, des troublades à un rond par jour pour garder leurs propriétés volées, des larbins pour les torcher et des gonzesses pour les faire rigoler. Ah ! mais non, foutre ! »

N'est pas « le cri du peuple » qui veut. Pouget l'a été, à coup sûr. Il y a chez lui des accents, des mots, un don de raconter et d'émouvoir, qui ne trompent pas. Les pleureurs et les chieurs d'encore que nous sommes tous aujourd'hui font pâle figure devant ce rude bonhomme.

JACQUES CELLARD.

férocité rigolarde. La « gouvernance » se plaint du « dépeuplement » ? Mais, rétorque le camarade Pouget, « faudrait que nous soyons andouilles comme des toupies pour toutes à tous ces cochons-là des turbulents pour leurs bagues, des troublades à un rond par jour pour garder leurs propriétés volées, des larbins pour les torcher et des gonzesses pour les faire rigoler. Ah ! mais non, foutre ! »

N'est pas « le cri du peuple » qui veut. Pouget l'a été, à coup sûr. Il y a chez lui des accents, des mots, un don de raconter et d'émouvoir, qui ne trompent pas. Les pleureurs et les chieurs d'encore que nous sommes tous aujourd'hui font pâle figure devant ce rude bonhomme.

JACQUES CELLARD.

JACQUES CELLARD.

## LE CENTENAIRE DE JACK LONDON

### Entre le surhomme et l'homme socialiste

Il y a cent ans, très exactement le 12 janvier 1876, naissait, à San-Francisco, un écrivain dont la gloire et le renom allaient être considérables : Jack London. Mais cette gloire et ce renom furent, malgré de notables efforts, tranquilles et, en quelque façon, manipulés. Jack London ne connut pas le purgatoire posthume. Ce fut pire : il fut trahi. On le cantonna dans la bibliothèque enfantine, faisant de ses merveilleuses histoires de bêtes, comme l'écrit Pierre-Pascal Furth dans le présent numéro d'« Europe », des histoires bêtes. Si, en 1923, Anatole France, en 1932, Paul Vaillant-Couturier, en 1946, Francis Jourdain, s'élevèrent de rompre le silence qui pesait sur « le Talon de fer », ce ne fut pas avec un franc succès. Il fallut, aux lecteurs français, attendre presque le centenaire qui se célèbre actuellement, c'est-à-dire la publication, grâce à Francis Lacassin, de « tout » Jack London chez Christian Bourgois (1). Pour beaucoup, ce fut une surprise. Et heureuse.

seul souci ! Il entendait rompre les cercles de la fébrilité. Il travaillait en âme et conscience, en socialiste convaincu, en marxiste approximatif, à la transformation du monde. Dans le même temps, il était son propre théâtre : c'était, heureusement.

Il apprendra, vers l'âge de dix ans, qu'il est un enfant illégitime. Son vrai père, William Chaney, qui abandonna la mère, Flora Wellman, encainte, xérat le curieux métier d'astrologue. Son père adoptif, John London, rencontra Flora dans une réunion de spirites. Ce sont des pauvres, qui vivent dans les bas quartiers de la ville, au sud de Market Street, cette frontière des fortunes qu'on nomme aussi « la fente ». John London est un « petit Blanc » typique de l'époque : en douze ans il sera menuisier, épicer, maçon, agriculteur itinérant, éleveur de poulets en déconfiture, tenancier d'un gamel. Les London ouvrent une pension de famille à Oakland, de l'autre côté de la baie. Existence défilée, brisée. Ils ont en partage les miettes de la vie.

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 17.)

SEUIL

ELIE WIESEL

CÉLÉBRATION BIBLIQUE

Portraits et légendes

« Des portraits de quelques héros fondamentaux de la tradition biblique dessinés ici avec émotion et maîtrise... Quelle richesse d'analyse, quel foisonnement de questions essentielles ! »

Marc Alyn / Le Figaro (208 pages 25 F)

## CONSENTIR A LA VIE

### « UN JOUR », de Maurice Genevoix

d'arme par centaines et d'avoir lui-même échappé par miracle n'a fait qu'aviver, qu'augmenter de rareté précieuse, un bonheur instinctif de se percevoir comme maillon vivace de l'univers.

La jouissance de chat avec laquelle Maurice Genevoix reprend possession, au matin, de son corps et de ses sens est d'autant plus exquise que, dans notre pays catholique, on a classé le « sentiment de la nature » comme une dinguerie nordique, une barbarie orientale, ou un sujet de dissertation. « Je consentais à cette pensée », est-il dit quelque part : l'art de consentir à la création prend son double sens éloquent de sensation en commun et de consentement fervent aux lois éternelles. Au cours de ce *Jour* et de ces réminiscences, où les millésimes comptent moins que les saisons, c'est un régal de voir nos deux compères fouler le sol d'un pas de broussards, attentifs aux secrets du sol, à la vallance des plus petits ruisseaux, aux bleus dont jouent les jacinthes.

L'ACCOINTANCE avec la nature ne va pas sans parti pris. « Je suis partial pour tout ce qui vit », dit Maurice Genevoix, qui désespère la moindre coupe de bois, même nécessaire ; ou encore, à propos d'un papillon : « la nature fera toujours mieux que l'homme ». Ce dernier n'a donc rien de mieux à faire que de se mettre à l'écoute de ses origines. Tel Whitman, Emerson ou Thoreau, ces « vieux sonneurs d'alerte », et aussi tel Hemingway — Un jour aurait pu s'appeler *Le Vieil Homme et la Loire* — l'auteur de la *Forêt perdue* et des *Bestiaires* ne voit de bonheur, et de salut, que dans une sagesse animale. « Nous serons beaucoup plus que nous n'assimilons » par les voies trompeuses de l'entendement. Aux échafaudages intellectuels, le normalien Genevoix préfère l'intuition viscérale, comme le transport de joie qui l'a saisi, et lui a tenu lieu de preuve, en apprenant que l'apparition de grands mammifères à sang

chaud s'était accompagnée d'une prodigieuse éclosion florale. Cette confiance de chiot ne se satisfait évidemment pas d'un hédonisme béat. Le désordre ne « porte sens », et ce qui advient n'est « forcément bon », que si on laisse jouer les règles immémorables, ce qui n'est plus le cas. Il faut donc se battre avec une énergie de bêtes traquées contre le

Par Bertrand Poirot-Delpech

massacre des forêts et la pollution des rivières, empêcher que la vie ne s'écroule — elle-même, plus encore, qu'elle ne se brade, rappeler aux victimes les intérêts vitaux que leur cachent de pauvres avantages immédiats. Bref, *Un jour* mériterait de devenir la bible d'un écumanisme écologique.

Mais la leçon de la nature vaut aussi pour le bonheur individuel. Elle doit permettre de retrouver le « monde vrai d'avant la puberté », de « clairer » — débroussailler — les idées reçues, de « s'émanciper », en prenant modèle sur l'œil de l'épervier, l'odorat du chien, l'ouïe de la chauve-souris, et de communiquer au-delà des mots.

chaude et dorée », l'unit dans une même « cataplexie », comme un « coup de foudre ».

D'autres accords silencieux sont donnés en exemple : celui d'une paysanne avec sa charrie et ses chevaux, ou celui d'un paysan qui la pêche à la carpe et la peinture d'une barque noyée en communication directe, poétique, avec l'essence des choses. Mais le moribond des tranchées et le quatrième tête surpris en forêt ont représenté un idéal inégalé de communication. Sans un son, l'ineffable a été transmis, la pure fraternité à eu lieu.

Il peut paraître étrange qu'un écrivain ayant à son actif quelque soixante années de vie professionnelle et autant de titres publiés n'ait de cesse de se passer des mots. Le paradoxe n'est qu'apparent. Son rêve n'est pas de se taire mais d'échapper à ce qu'il appelle à un moment le « laïus », d'obtenir que les mots approchent le langage essentiel des bêtes ou des paysages, telle cette plaine enneigée qui « s'amuse d'elle à lui ».

t-on encore longtemps l'air qu'a une « sifflette bleue sur un ypréau » ? Mais cette sifflette jamais superflue à la beauté de l'« adéquation » qu'ont les signaux naturels, cris ou pelages, et les objets artistiques. Le « sifflement d'une canne », l'« odor d'un fossé », l'« sifflette d'un ruisseau », le « cor » au ressu, le « sifflement », la « braga », le « hucher droit », le « sifflement à la muette », autant d'expressions qui sont à notre langage ce que sont à celui de la forêt tel appel savant, tel bruissement codé, telle rousseur soudaine.

NOS chants à nous devraient se nuancer d'effroi et de chagrin à l'approche d'une mort que nous sommes les seuls à n'aimer à appréhender. Mais Maurice Genevoix pousse le sentiment d'appartenance à la nature jusqu'à se consoler de cette finitude avec l'idée que la vie continue, nous continue.

Comme son « voisin » qui a senti soudain un « flot vibrant » devant le cadavre de sa femme et qui demande à mourir en respirant le vent de la plaine, comme aussi Whitman qui s'identifiait à « l'ensemble entier dans tous les temps », il ajoute à sa foi catholique proclamée une espèce de panthéisme tranquille. « Qu'on me laisse prier Dieu dans sa création », demande-t-il à l'avant de faire cette admirable profession : « Il n'y a pas de mort pour le passant qui s'est perdu vivant. Je peux fermer les yeux. J'aurai mon paradis dans les coeurs qui s'en souviendront. Même si cet univers est fini, il est dans les limites de l'espace et du temps méprisables, et la conscience que m'en donne mon corps vivant m'immortalise à son image ».

Il lui suffit, quand l'idée de son néant le traverse, de se plonger dans la pinède qu'il a vue planter dix-sept ans plus tôt et de surprendre les jeunes pousses le long des troncs roses. Résignation stoïque ? Bien au contraire, consentement apaisé de l'instinct, le même qui lui a permis d'observer que le soir ne « descend pas », comme disent faussement les romances, mais qu'il « monte », qu'il est l'œuvre de la terre, en somme, et non du ciel. Avec l'évidence d'un chant d'oiseau, Maurice Genevoix nous donne, en pleine cacophonie morose, la plus radieuse leçon de vie !

★ « Un jour », de Maurice Genevoix, Le Seuil, 224 pages, 25 F.

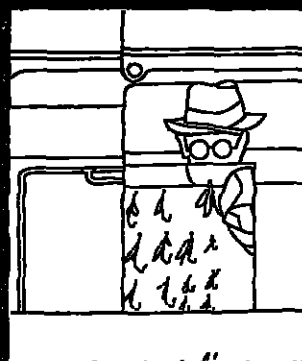
# A PARIS UN NOUVEAU EDITEUR sur la rive gauche LA PENSEE UNIVERSELLE

recherche d'urgence  
POUR CREATION ET LANCEMENT  
DE NOUVELLES COLLECTIONS

Manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre, prendrait sous contrat auteurs libres de leurs droits littéraires.

Adresser manuscrits et C.V. à :  
M. LE DIRECTEUR GENERAL  
DE "LA PENSEE UNIVERSELLE"  
3 bis, Quai aux Fleurs, 75004 PARIS  
Tél. : 325.85.44

vient de paraître  
en librairie



psychanalyse à l'université

directeur : JEAN LAPLANCHE

revue trimestrielle

EDITIONS REPLIQUE  
9, rue Dupont-des-Loges  
75007 Paris Tél. 555 40 71

**LE TRACÉ DES RUES  
DE PARIS**  
(réimpression)  
Bernard Bouteau

d'un lent enracinement des  
littéraires de passage et de  
trafic, Paris a acquis une  
structure où chaque type de  
voie joue un rôle en fonction  
de son tracé.

Les questions de structure  
urbaine et d'urbanisme ont  
été traitées par les auteurs et  
leurs fonctions. Conditions  
et causes de formation  
du réseau. La formation  
des rues et leurs fonctions.

21 x 27 / 122 p. / br. / 48 F  
ISBN 2-222-00425-7

Tunisie du sud, Essars et village de crânes, par A. Louis .....	120
Les femmes et les fards dans l'antiquité grecque, par G. G. ....	20
Cilbab et nature, par Grégoire-Pons .....	30
Enquêtes psychologi- ques sur les rôles conjugaux et la struc- ture familiale, par Toussard .....	35
Prospective de l'Etat, par F. H. ....	38
Les Vagues, documents linguistiques de la France .....	128
Les relations franco- britanniques de 1935 à 1959 (colloque) .....	128
Européens de Tunisie et questions religieu- ses, par Soumille .....	42
Saints Cyprien, évêque de Carthage, par Sau- magne .....	80
Histoire du royaume luth de Jérusalem, 12 vol., par Praver .....	128, 40

**Editions  
du CNRS**

15 quai Anatole-France 75700 Paris

CCP Paris 164.117 - Tél. 333.92.26

15.22

# ÉDITION

## VIENT DE PARAÎTRE

**Histoire**  
R. CHARTIER, MM. COMPERE,  
D. JULIA : *L'éducation en France  
du règne de Louis-Philippe à la  
Seconde Guerre mondiale*. — Un  
essai d'histoire de la genèse du  
système scolaire contemporain qui  
est aussi une contribution à l'his-  
toire sociale. (Société d'édition d'En-  
seignement supérieur, S.E.D.E.S.,  
312 p., 64 F.)

MARTHE DE FELS : *Quatre maîtres  
de France*. — Vaucluse, Olivier  
de Serres, Nicolas Poussin et saint  
Vincent de Paul, histoire des hom-  
mes et des âmes. (Flammarion,  
168 p., 28 F.)

ALAIN ROUX : *La Révolution calen-  
dale en Chine*. — Un essai d'inter-  
prétation complété par des docu-  
ments et des « points de vue ». (RUF,  
coll. « Documents d'histoire »,  
168 p., 25 F.)

RICHARD DEACON : *Les Services  
secrets chinois*. — L'ambassadeur  
d'un spécialiste de l'espionnage  
qui pense avoir réussi à espionner les  
espions de Mao. (Pion, 314 p., 38 F.)

JEAN MABRE : *Commentaire de Chate-  
aubriand*. — Sous un épigraphe de  
Dante la Rochelle un hommage original  
aux combats de la guerre d'Algérie.  
(Presses de la Cité, 323 p., 42 F.)

NICOLAS RUAUT : *Gazette d'un  
Parisien sous la Révolution*. — A  
travers une correspondance retrouvée  
d'un libraire, éditeur de Voltaire et  
écrivain journaliste de la « grande  
révolution ». (Librairie académique  
Perin, 493 p., 62 F.)

JEAN-PAUL CRESPELLE : *La Vie  
quotidienne à Montparnasse à la  
grande époque 1905-1930*. — Revue  
et complète, une nouvelle réédition  
de « Montparnasse ». (Flammarion,  
198 p., 30 F.)

**Histoire religieuse**  
MARCEL PACAUT : *Histoire de la  
papauté*. — Des origines au concile  
de Trente, un spécialiste de l'histoire  
du Moyen Âge analyse la prise d'au-  
torité morale de l'Eglise sur l'Occi-  
dent. (Payot, coll. « Les Grandes  
études historiques », 397 p., 59 F.)

LOUIS CAILLET : *La Papauté d'Avi-  
gnon et l'Eglise de France*. — Une  
étude approfondie sur la « politique  
bénéficiaire » du pape Jean XXII.  
(RUF, 600 p., 80 F.)

**Religion**  
JACOB KAPLAN : *Judaïsme français  
et sionisme*. — Un ensemble de  
textes, discours, conférences, articles  
et messages du grand rabbin de France  
qui sont autant de prises de position  
en faveur du sionisme et de l'Etat  
d'Israël. (Albin Michel, « Présences  
du judaïsme », 270 p., 36 F.)

### Les écrivains et la sécurité sociale

La Société des gens de let-  
tres rappelle : « Le Journal  
officiel vient de publier dans  
son numéro du 4 janvier 1976  
la loi du 21 décembre 1975  
relative à la sécurité sociale  
des artistes, auteurs d'œuvres  
littéraires et dramatiques,  
musicales et chorégraphiques,  
audio-visuelles et cinématogra-  
phiques, graphiques et plas-  
tiques », loi qui s'affirme d'une  
grande importance pour tous  
ceux qu'elle concerne, en par-  
ticulier les écrivains. Elle met,  
en effet, un terme à une  
véritable inquiétude dont pâtis-  
saient ceux-ci qui, selon qu'ils  
étaient auteurs de telle ou telle  
œuvre, étaient assujettis à des  
régimes différents, contraints à  
cotiser plusieurs fois, et parfois  
à fonds perdus, à des  
caisses diverses, voire à verser  
simplement prises de cette  
protection sociale (contre la  
maladie, les accidents et la  
vieillesse) qu'on aurait pu  
croire de droit communes. La  
présente loi consacre la sup-  
pression des catégories et af-  
firme l'unité de la profes-  
sion d'écrivain, que celui-ci  
soit auteur littéraire, scénariste,  
cinématographique ou  
audio-visuel, qu'il s'exprime  
par le stylo, le micro, la ca-  
méra ou tous autres moyens  
de création et de diffusion.

Il aura fallu aux prési-  
dents successifs de la Société  
des gens de lettres (appuyés  
par le Syndicat des écrivains  
professionnels, puis par  
l'Union des écrivains et les  
diverses associations d'auteurs  
groupées en un Comité de liai-  
son, et enfin par l'Académie  
française et l'Académie Con-  
cours) plus de vingt ans d'ef-  
forts sans relâche pour parve-  
nir à ce résultat : quel que  
soit son mode d'expression,  
l'auteur français se voit enfin  
considéré comme un citoyen  
normal.

Rappelons que le Monde  
s'était fait depuis de longues  
années l'écho de cette reven-  
dication, tout récemment en-  
core dans ses numéros du  
27 novembre et 4 décem-  
bre 1975, ainsi que dans les  
comptes rendus des débats  
parlementaires des 18, 21, 22  
et 23 décembre 1975.

**Souvenirs**  
EVE DESSARRE : *Mon enfance d'Israël  
le défilé*. — Quand il fallait vivre  
l'émigration depuis une Allemagne  
qui ne voulait pas des juifs et dans  
une Europe qui s'en accommodait.  
(Fayard, 255 p., 39 F.)

EMMY GOLDBACKER : *La Vallée en  
bois*. — Les souvenirs d'une juive  
allemande d'abord utilisée par les  
nazis avant d'être une déportée... en  
Sibérie. (La Table ronde, 213 p.,  
42 F.)

**Récits**  
MICHEL OHL : *Zaporogues*. — Ce  
recueil de trente-cinq nouvelles est le  
second livre de l'auteur de *Pataphy-  
sical Baby*, au sujet duquel on a  
l'avocat Boggs et Gombrowicz.  
(J.-C. Lattes, 248 p., 32 F.)

**Romans français**  
WALTER LEWIS : *Packing Fer-  
nand*. — Cinquième roman de l'au-  
teur de *Elzéard et la blancheur*. Prix  
Cazes, 1968. *Packing*, en argot an-  
glais, équivalant à « bougre de... ». (Bal-  
lard, 200 p., 32 F.)

LOUIS PAUWELS : *Blanchet Fado-  
rable ou le destin d'un homme*. —  
Le roman d'un homme de l'entre-  
deux guerres. (Gallimard,  
200 p., 28 F.)

**Entretiens**  
ALBERT MEMMI : *La Terre intérieure*.  
— L'auteur de *La Statue de sel* s'est  
entretenu avec Victor Malka, de sa  
vie, de ses idées, de ses passions, et  
de sa situation particulière d'écolier-  
cent en Tunisie alors coloniale : juif  
en pays arabe. (Gallimard, 280 p.,  
39 F.)

**Ecrits intimes**  
JACQUES DE BOURBONNET :  
*Un homme de la mémoire*. — Le sixième  
volume de la revue *Almanach*. Les deux  
premiers tomes traitaient des *Mytho-  
logies* et des *Religions non chrétiennes*.  
(J.P. Delagrave, Ed. du jour,  
224 p., 39,95 F.)

**Pédagogie**  
JAMES MARANGE : *De Jules Ferry  
à Jean Piaget*. — Avec la collabora-  
tion de Guy Perrinon. Le combat  
d'un défenseur de l'école, avec le  
S.N.L., puis avec la F.E.N., face à l'in-  
stabilité ministérielle. (Stock, 500 p.,  
35 F.)

**Critique littéraire**  
ANDRÉ THIERRE : *Rimbaud devant  
Dante*. — Un essai qui tente d'aller  
au-delà des diverses thèses, souvent  
contradictoires, avancées par la cri-  
tique et de définir le caractère scanda-  
leux de l'œuvre à partir de son inter-  
prétation globale. (José Corti, 320 p.,  
65 F.)

si vous aimez  
**LES LIVRES**  
si vous ne savez plus...  
où les mettre...  
Demandez aujourd'hui même à la  
**MAISON DES BIBLIOTHÈQUES**  
150 modèles superbes, personnalisés,  
des Russes, des Contemporains, des Styles, du sur mesure

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES  
61, rue Frolova, 75014 PARIS - ou par téléphone : 633.73.33  
ouvert tous les jours, même le samedi de 10 h à 18 h

**Le Monde  
de l'éducation**

**L'ORIENTATION**

**LES RÈGLES CACHÉES DU JEU**, par Catherine  
ARDITI

L'orientation est un redoutable casse-tête pour les familles.  
Théoriquement, ce fut l'orientation d'options et de filières doit  
permettre à chaque élève de trouver « sa » place en fonction  
de ses goûts, de ses aptitudes et des débouchés. Mais ce choix  
est en grande partie illusoire : l'orientation est aussi une  
sélection et une élimination.

**PRIORITÉ AU DIALOGUE AVEC LES PARENTS**

L'orientation est maintenant régie par de nouvelles  
procédures qui mettent l'accent sur l'information et le dialogue.  
C'est dès le début de l'année que les parents doivent s'en  
préoccuper.

**DANS LE MÊME NUMÉRO :**

MICHEL BUTOR : « L'Université française est plus  
fermée sur elle-même qu'avant 1968 »  
Portugal : La réforme à l'épreuve de la normalisation ;

# RENCONTRES

## Aragon « non stop »

Aragon n'est pas le premier  
venu, il n'est donc pas éton-  
nant que le mois Aragon orga-  
nisé par les municipalités de  
d'union démocratique de Pierre-  
Bénite, Givors, Vaulx-en-Velin et  
Vénissieux, avec le concours de  
l'Université nouvelle prenne  
lentement, jour après jour, la  
forme d'un trimestre.

Parmi ces manifestations, le  
samedi « non stop », qui s'est  
déroulé le 24 janvier de 14 h. 30  
à 23 heures, dans la grande  
salle de la Maison du peuple de  
Pierre-Bénite, banlieue située à  
une dizaine de kilomètres au  
sud de Lyon. C'est une cité labo-  
rieuse de dix mille habitants, flan-  
quée d'usines chimiques, dans  
laquelle travaillent de nombreux  
immigrés. Une centaine d'ensei-  
gnants, d'étudiants et de lycéens  
étaient présents, regroupés au-  
tour de Michel Agel-Muller, ma-  
ître de conférences à l'université  
de Besançon, et de Claude Pre-  
vost, professeur à Poitiers, tous  
deux membres du comité de  
redaction de la *Nouvelle Cri-  
tique*, de Jean Albertini et de  
Lucien Marest, responsables du  
P.C.F.

Une exposition conçue par Gé-  
rard Couty, Gérard Bourget, Jac-  
queline Maurette, et réalisée à  
partir du poème *Les Lits et les  
Roses*, constituait une sorte de  
« représentation visuelle ». Aux  
vers tracés à la main sur les  
murs s'ajoutaient divers docu-  
ments (un casque, un drapeau  
tricolore, des images de soldats  
à l'heure de la défaite, une im-  
portante lettre d'Aragon à un  
élève d'école normale où l'écri-  
vain affirme sa passion pour  
l'expression directe-moderne de  
la réalité, qui concouraient à  
faire surgir le sens profond du  
texte :

O mois de l'horizon mois de  
(métamorphose  
Mai qui fut sans nuages et juin  
(polynésie)  
Je n'oublierai jamais les lites  
(ni les roses  
Ni ceux que le printemps dans  
(les plus gardés...

Ce troisième samedi « non  
stop » — deux autres l'ont pré-  
cédé, consacrés à la création lit-  
téraire et à une approche marxiste  
de la littérature — débuta par  
deux expositions complémentaires  
de Michel Agel-Muller et de  
Claude Prevost. Le premier

s'éleva à illustrer la fidélité  
profonde, la continuité dans la  
métamorphose de la vie et de  
l'œuvre de l'écrivain, dont il rap-  
pela cette profession de foi :  
« J'ai toujours défendu le ciel  
de ma jeunesse », avant de pré-  
ciser que cette vie, cette œuvre,  
n'ont cessé d'être déformées.  
De son côté, Claude Prevost mit  
en perspective le théoricien de  
la littérature, le praticien sans  
casse en mouvement, et, après  
avoir marqué l'importance du  
rôle de Maurice Thorez dans  
l'évolution de cette œuvre, af-  
firma avec force : « Le procès  
en canonisation d'Aragon n'aura  
pas lieu ». Avec chaleur, ten-  
dresse, conviction, les deux or-  
ateurs célébraient en Aragon un  
écrivain communiste, mais qui  
s'est opposé à toute conception  
ouvrière de la littérature, poète  
et romancier inventif, chanteur  
du réel dans sa totalité.

Le débat explosa soudain à la  
suite de l'intervention d'un jeune  
intellectuel communiste, fou-  
gueux, revendicatif, porte-voix du  
groupe des jeunes théoriciens  
de la littérature qui se réfère aux  
écrits de Derrida, de Blanchot,  
de Barthes, de Foucault, de  
Guyotat, de Bataille, etc. Cette  
intervention suscita rumeurs et  
refus dans la salle et à la « tri-  
bune ». On devina qu'il s'agissait  
là d'un nouvel épisode d'une  
querelle inconnue du non-initié  
et qui ne se jouait pas totale-  
ment, au regard à la présence  
d'étrangers. Puis le débat re-  
prit, tournant massivement  
autour de quelques problèmes :  
conception du réel, réalisme so-  
cialiste, lisibilité de l'œuvre,  
crise de la représentation. Il  
n'est donc pas étonnant que les  
œuvres d'Aragon essentiellement  
invocées aient été celles des  
quinze dernières années : *La Se-  
maine sainte*, le *Fou d'Elise*,  
*Blanche ou l'oubli*, les *Incipit*,  
*Théâtre/Roman*.

Pas de révélations boulever-  
santes, pas de nouvelles per-  
spectives découvertes. Etait-ce  
d'ailleurs possible face à une  
œuvre dont l'auteur affirme lui-  
même qu'on ne cesse pas de  
l'interpréter, de traverser parce  
qu'elle est mouvante : sorte de  
« work in progress ».

ANDRÉ LAUDE.  
★ Le tome VI de « l'œuvre  
poétique » d'Aragon (1934-1935)  
vient de paraître au Livre Club  
Diderot.

## ÉCHOS ET NOUVELLES

### Edition

— LES MÉMOIRES DE LOUISE  
MICHEL : écrits par elle-même  
et publiés en 1958 par l'éditeur  
F. Roy, font l'objet d'une réédi-  
tion avec la préface d'origine  
dans la collection : « La mémoire  
du peuple » chez Maspéro.

— LES ESSAIS DE LITTÉRATURE  
(VÉMENT) GÉNÉRALE  
D'EXTENSIBLE sont réédités de nou-  
veau augmentés de nombreux  
ajouts (symbolisme en Europe et  
en Chine, interprétation pseudo-  
marxiste des textes) et plu-  
sieurs essais (sur la diffusion du  
ballet, la formation des géogra-  
phes, etc.).

— LE TOME IV DES ŒUVRES  
COMPLÈTES DE JULIEN GREEN

### Manifestation

— LE SEIZIÈME RENDEZ-VOUS DU  
LIBRE de Chloé-le-Roi se tien-  
dra les samedi 31 janvier et di-  
manche 1<sup>er</sup> février 1976 à la  
Bourse du travail, 27, bd des  
Arlés, de 15 à 18 h, avec la  
participation de nombreux écri-  
vains dont Yves Courrière, Jean  
Ettel, Jean Mistler, Jules Roy,  
Antoine Blondin, Didier Decoux,  
René-Victor Pilhes.

**Le Monde  
de l'éducation**

**Le numéro de février est paru**

5, rue des Italiens, 75421 PARIS CEDEX 09.  
Prix de vente : le numéro 5 F.  
Abonnement (11 numéros par an) : France 50 F.  
Etranger voie normale : 68 F.

**L'ORIENTATION**

**LES OPTIONS ET LES FILIÈRES**

Des tableaux pour y voir clair.

« MAÎTRE ÈS LETTRES, SERRURIER, CHERCHE  
SITUATION EN RAPPORT »

Le témoignage d'un étudiant « orienté » vers les lettres  
qui, au terme de ses études, se retrouve chômeur et se  
reconvertit vers la serrurerie...

**COMMENT S'INFORMER**

Les organismes susceptibles d'aider et de conseiller les  
parents.

**DANS LE MÊME NUMÉRO :**

MICHEL BUTOR : « L'Université française est plus  
fermée sur elle-même qu'avant 1968 »  
Portugal : La réforme à l'épreuve de la normalisation ;

**LETTRES É**

JEAN LO

la surhomme et l'homme

**ŒUVRES MAJEURES**

**FREUD-JUNG**

**Correspondance**

2 VOLUMES

**MAX SCHUR**

**mort dans la vie**

**de Freud**

naissance de l'inconscient  
traduction par J.B. Pont  
**GALLIMARD**

مكتبة من الأصل



# LETTRES ÉTRANGÈRES

LE CENTENAIRE DE JACK LONDON

## Entre le surhomme et l'homme socialiste

(Suite de la page 15.)

L'enfant Jack suit le mouvement : il vend des journaux à la criée, il ramasse les ordures dans les jardins publics, il balade les cabarets. C'est qu'il a en tête deux idées, qui sont le reflet de ses deux passions. D'abord, grâce à Ina Colbrith, qui est bibliothécaire à Oakland, il découvre l'univers des livres. Dès lors, comme Gorki, il ne cessera de dévorer tous les imprimés qui lui tomberont sous la main. Il en viendra plus tard, comme Maxim Gorki encore, à conférer au domaine culturel des qualités et des pouvoirs extrêmes. Il ne sera pas loin de penser que l'inculture est à la source des maux que subit l'homme. Mieux : que la bibliothèque renverse les valeurs, et met le mal au bien... Son autre

passion, physique celle-là, corporelle, c'est le mer. Naviguer, c'est le rêve. Et s'il se donne tant d'activités à courir partout où il peut glaner quelques cents, c'est qu'il entend bien économiser 6 dollars : le prix d'une barque un peu pourrie qui lui permettra de sillonner la baie. A peine a-t-il le temps de se griser de l'air du large que son père, John London, renversé par un train, gravement blessé, doit abandonner toute activité. La famille n'a plus qu'un soutien : Jack. C'est alors, en cette année 1890, la découverte de l'enfer, contée plus tard dans l'un des récits des « Temps maudits » : l'embauche dans une fabrique de conserves, où la journée de labeur dure douze heures. Voilà le départ. Ou, si l'on préfère, la

plage. peuvent, en aucun cas, satisfaire les esprits rigoureux. London, dans cette Amérique ouverte aux puissances de l'argent et aux aventures de la réussite individuelle, découvre son ennemi le plus cher, son ami le plus perfide : Nietzsche. Il écrit « le Loup des mers », il écrit « Martin Eden ». Ensuite de quoi, il proteste : on ne l'a pas compris. Il le montre nettement à son ami Upton Sinclair, l'auteur de « la Jungle » (2). J'ai été, dit-il, approximativement, « m'a-t-on dit », ajoute-t-il, incapable de faire surgir mon vrai propos. Voilà ! Jack London, c'est l'homme des tentations et du divers. Le surhomme le fascine autant que le requiert l'homme socialiste. Il est de toutes ses forces pour la vie, alors même que ses forces tendent vers la mort. Dans cet « écart » s'écrit une œuvre surprenante : celle-ci ! Comme il est impossible dans ce domaine de séparer le livre et les circonstances éprouvées, il faut poursuivre le détail des détails illustratifs. Celui-ci d'abord : la marche



\* Dessin de Julien

### Le cabaret de la dernière chance

Il faut ajouter, pour être complet, deux ou trois détails encore qui permettront, avec ceux-ci, de mesurer à la fois la complexité et l'enracinement de l'œuvre. Il y a d'abord l'alcool. John Barleycorn (ou Jean Grain d'Orge) est le nom sous lequel le petit peuple américain nomme le pénétrable des spiritueux. John Barleycorn entre très tôt dans la vie de Jack London. Il a quinze ans à peine que déjà il s'enivre régulièrement au cabaret de Johnny Heindol, First and Last Chance Saloon, l'un de ses derniers livres importants, sera titré justement dans sa version française « Le Cabaret de la dernière chance ». On y verra s'exprimer le pessimisme de London, cette bouche d'ombre qui ne cesse jamais de parler au fond de lui : « Le dénuement est

le même pour tous. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, pas même cette idée chimérique après laquelle soupirent les âmes faibles : l'immortalité. Cet ivrogne, bien d'aplomb sur ses deux jambes, n'ignore rien. Il sait qu'il est composé de chair, de vin et de mousse, d'atomes solaires et de poussière terrestre, fragile mécanisme destiné à fonctionner pour un temps, plus ou moins entrepris par des docteurs en théologie et rafistolé par des médecins, pour être, enfin, jeté au dégoût. » Il serait assez vain et assurément faux de vouloir réduire Jack London à cette tonalité noire. Mais il serait dangereux de n'en pas tenir compte : c'est par des traits de ce genre que Jack London s'avoue blessé.

### Les hauts faits du « loup des mers »

Le 20 janvier 1893, London s'engage à bord d'un bateau de pêche, le « Sophie Sutherland », et s'en va chasser le phoque jusque dans la mer de Behring et dans le voisinage des côtes du Japon. Il entend beaucoup parler des hauts faits du capitaine Alexander Mac Lean, s'intéresse au personnage, et en fera le motif, et le motif, en 1904, d'un de ses romans les plus fameux : « le Loup des mers ». De quoi s'agit-il ? D'un surhomme, Wolf Larsen. Et d'un intellectuel un peu chétif : Humphrey Van Weyden. Le numéro spécial d'Europe consacré à Jack London contient un article très intéressant de Georges-Michel Sarotte, de l'université du Massachusetts à Boston : « Les amants du gaillard d'avant », qui évoque très franchement ce que le texte de Jack London dissimule, soit : son homosexualité, inconsciente ou réprimée.

Il est vrai que l'auteur sans cesse explore le corps de l'homme, l'offre, le montre, le donne à voir. Ce spectacle est transmis tantôt par les regards d'une femme qui contemple amoureusement les mem-

bres plus ou moins dévêtus du héros dont elle est éprise ; tantôt par le truchement d'un être à la sexualité indécise, ce qui est, par exemple, dans « le Loup des mers », le cas d'Humphrey devant Larsen. Georges-Michel Sarotte insiste, à juste titre, sur les liens curieux qui unissent London à son ami le poète George Sterling, — liens tout verbaux, bien sûr. De la même façon, le rapport de London avec les femmes qui peuplent son existence est curieux : il place, semble-t-il, la « camaraderie », qui l'enchantait et le satisfait, au-dessus de la « passion » qui l'ennuie et le gêne. Cette position fautive, innovée en même temps qu'innovable, expliquerait, d'après Sarotte, la préférence de John Barleycorn. (Il est vrai que Marie Bonaparte expliquait sensiblement pour les mêmes causes et par la même argumentation, l'alcoolisme d'Edgar Poe !).

Où le professeur Sarotte manifestement exagère, c'est dans le rapprochement qu'il fait entre le désir romantique de London et le fascisme du type nazi. Ce sont là des bousculades de l'histoire qui ne

Upton Sinclair a dit alors que l'Amérique du capitalisme lui avait « volé son âme ». C'est plutôt l'âme déchirée de l'Amérique des premières années du siècle qui se reflète et s'incarne dans les contradictions et les récits de Jack London. A côté d'une pitié laborieuse pour les faibles se dévoile

(Publicité)  
**GAGNER DE L'ARGENT AVEC SA PLUME...**  
EST-CE POSSIBLE ?  
Vous la saurez en lisant la brochure n° 413, « Le plaisir d'écrire », envoyée contre 2 francs par l'Ecole Française de Rédaction, établie par de l'Etat.  
30, rue de la Vierge, 75001 PARIS.

(2) La Jungle, d'Upton Sinclair, a été rééditée en deux tomes dans la collection « 10/18 ».

Première traduction complète des additions (Zussätz)  
**Hegel**  
PRINCIPES DE LA PHILOSOPHIE DU DROIT  
PRÉSENTATION ET ANNOTATIONS  
par Robert Derathé  
J. VRIN  
6, PLACE DE LA SORBONNE - 75005 PARIS

Pour connaître tous les aspects de la civilisation japonaise, les Publications orientalistes de France proposent  
**L'Encyclopédie permanente du Japon**  
(À découvrir)  
SPÉCIMEN GRATUIT SUR DEMANDE  
M. Adresse  
PUBLICATIONS ORIENTALISTES DE FRANCE,  
2, rue de Lille, 75007 PARIS.

# AJAR

## la vie devant soi

« Quand j'aurai la majorité je vais faire le terroriste avec détournement d'avions et prise d'otages pour exiger quelque chose, je ne sais pas encore quoi mais ça sera pas de la tarte. J'enverrai les fils de putes et leurs mères dans des palaces de luxe à Nice où ils seraient à l'abri de la vie et pourraient devenir chefs d'Etat en visite à Paris ou membres de la majorité qui expriment leur soutien. »

Mercure de France

## Alain Bosquet

### « Les bonnes intentions »

Roman

« Le prestige et le vertige des mots. Le livre vaut par ce frémissement lyrique. La blessure semble plus personnelle et secrète. Elle est de celles que les vrais écrivains portent en eux. »

Jacqueline Flavier/Le Monde.  
« Une leçon de contention et de style. Une lumière particulière : en quittant ce roman, la vue sur le monde apparaît plus nette. »

Robert Sabatier/Le Quotidien de Paris.  
« Le Giraudoux de l'Apocalypse. Son récit nous laisse exsangues, à bout de souffle et proprement désespérés. »

François Nourissier/Le Point.

« Un remarquable roman d'initiation à la vie. »

Pierre Sipriot/Le Figaro.

« Le livre d'un poète, le meilleur peut-être. »

Jean Frausté/Noval Observateur.

« Une exceptionnelle gravité. »

Pierre Mertens/Le Soir.

**LA GECILIA**  
UNE COMMUNE ANARCHISTE AU BRÉSIL EN 1890 (DOSSIER D'UN FILM)  
PAR JEAN-LOUIS COMOLLI  
Un livre broché 21 x 29,7 - 112 pages  
200 illustrations d'archives historiques et de photos du film. Vente en librairie : 40,00 F  
DANIEL & CIE ÉDITEUR  
33, r. des Pts Champs 75001 Paris, tél. 742.73.44.

Pour que les parents et éducateurs facilitent « l'entrée en poésie », JACQUES CHARPENTREAU vient de publier :  
**PRÉSENTATION ET COMMENTAIRES des « Poèmes pour les jeunes du temps présent »**  
38 F  
Dans son ANTHOLOGIE de la poésie contemporaine :  
**POÈMES POUR LES JEUNES DU TEMPS PRÉSENT**  
Jacques Charpentreau a rassemblé 250 poèmes choisis dans l'œuvre de 100 poètes et rassemblés par thèmes : les mots ont la parole, les autres, vivre libre...  
31 F  
**LES ÉDITIONS OUVRIÈRES**  
12, avenue Sœur-Rosalie, 75621, PARIS CEDEX 13.

2 ŒUVRES MAJEURES  
**FREUD-JUNG**  
Correspondance  
2 VOLUMES  
**MAX SCHUR**  
La mort dans la vie de Freud  
Connaissance de l'Inconscient  
Collection dirigée par J-B. Pontalis  
**GALLIMARD**





iris, poète  
enchante

# de l'autobiographie

ENTRETIEN

## COMMENT J'AI ÉCRIT CES QUATRE LIVRES

● Avez-vous une méthode de travail ?

— Vous vous souvenez de ce policier d'un roman de G.K. Chesterton dont la méthode d'enquête consistait à se promener à travers les rues de la ville en notant, l'un après l'autre, tous les détails insolites qui l'avaient frappé. Eh bien ! c'est un peu comme cela que je travaille. Je m'accroche à toute chose qui m'a fait, un jour ou l'autre, réagir très intimement, et je m'efforce de la tirer à moi, comme s'il s'agissait d'un fil, afin d'amener à la surface d'autres choses.

● Quelles sont ces choses qui vous servent de « déclencheurs » ?

— J'ai longtemps pris pour point de départ certaines expériences singulières qui me sont arrivées, notamment dans mes rencontres avec les mots. Tout le début de la *Règle du jeu* est centré sur ces expériences de langage.

— Bien entendu, Proust m'a inspiré dans ma démarche. Mais j'ai été également marqué par le surréalisme, qui m'a appris, notamment, l'importance des rêves, et par Sigmund Freud. Il y a, entre autres, un livre que je trouve extraordinaire : la *Psychopathologie de la vie quotidienne*, où celui-ci montre l'importance énorme des lapsus et de toutes sortes de faits à première vue insignifiants.

— Tout ce qui m'avait paru, un jour ou l'autre, digne d'intérêt, je le note sur une fiche (peut-être habitude d'éthnologue). Je dois dire que, avec l'âge, il m'arrive de moins en moins de choses nouvelles à noter. Les mots ont également perdu pour moi leur pouvoir fertilisateur. Ils ne m'inspirent plus qu'à fabriquer des calembours tout à fait artificiels. Quant à mon stock de souvenirs, je l'ai pratiquement épuisé. Ainsi, je me contente de plus en plus d'utiliser des choses anodines, puisées dans le courant de ma vie quotidienne. Quelques notes sur mon agenda ou sur mon cahier de travail me suffisent.

● Sur le plan matériel, pouvez-vous me décrire le déroulement de votre travail ?

— Je m'efforce de conférer à cette occupation le minimum d'apparat.

— Écrire, c'est horriblement sérieux. Mais il ne faut surtout pas que ça ait des allures de sérieux. C'est sans doute la raison pour laquelle, disposant chez moi d'un bureau de travail, je n'ai jamais utilisé celui-ci, mais, tout bonnement, ma chambre à coucher, où j'écris sur une simple table encombrée de piles de livres et de courriers.

— Je consulte souvent le gros Larousse, le *Litté* et un ouvrage de Grevisse : le *Bon Usage*, qui est une grammaire française. Tous ces ouvrages de référence se trouvent, eux,

dans mon bureau. Je dois donc me livrer à un constant va-et-vient d'une pièce à l'autre afin de les consulter. Mais c'est une diversion qui me convient fort bien.

— Vous précisez mon emploi du temps... Rien de plus hasardeux. Prenez les week-ends. En principe, je les consacre entièrement à travailler et à faire de longues promenades avec mon chien. Je pourrais vous dire combien de temps je consacre à cet animal. Mais je ne pourrais en faire autant pour le

surréalisme en plusieurs chapitres que j'ai qualifié « roman ». Je l'ai terminé, compte tenu des temps morts, en quelques mois. Mais il est arrivé un moment où j'ai eu l'impression que tous ces poèmes très lyriques que j'écrivais alors avaient quelque chose de verbeux et de gratuit.

— Si je corrige énormément, ce n'est pas tant par souci esthétique que pour arriver à être aussi clair et exact que possible.

— Lorsque je change un mot, c'est en général, pour en choisir un plus

c'est devenu infiniment plus long que prévu (sans doute n'aurais-je jamais commencé si j'avais su que cela devait proliférer à ce point). En cours de route, la forme elle-même a évolué. Les chapitres de *Biffures* ont fait place aux parties d'abord nommées de *Fourbis*, puis simplement numérotées de *Fibribles*. Quant au volume d'aujourd'hui, il ne comporte plus guère que de petits textes. Il devait s'appeler *Fibules* et brouiller la boucle. M'étant aperçu que j'étais incapable de conclure, j'ai opté pour *Frère bruit* : cela me paraît plus modeste et sonne presque comme les autres titres.

● Et la création proprement dite, où est-elle ?

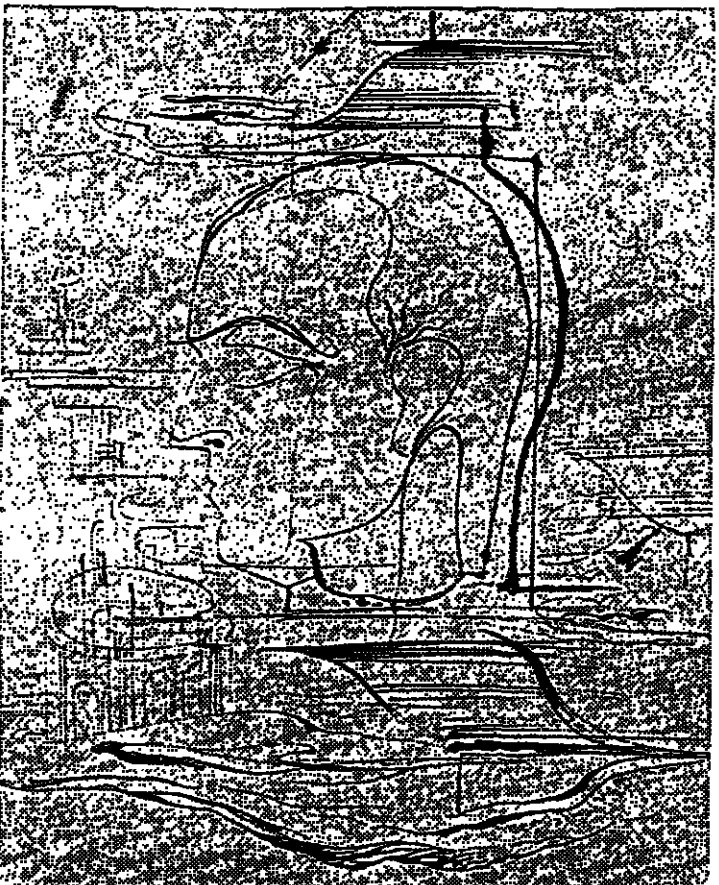
— Il y a peut-être une incapacité de ma part à inventer. J'ai parfois rêvé d'écrire quelque chose d'exaltant — l'équivalent du monologue de Philippe II dans *Don Carlos*, de Verdi — et qui serait en même temps la vérité même, voire d'écrire tout simplement un beau roman. J'ai même essayé une fois, vers 1935. J'ai écrit un premier chapitre, pas très long. Et puis je me suis arrêté : le personnage central était en réalité moi-même, et les autres n'avaient aucune consistance. Alors j'ai tout déchiré. Écrivant *Frère bruit*, j'ai eu, je l'avoue, un moment, une véritable nausée de me trahir, d'effectuer ce perpétuel rassassement autobiographique. Pour faire intervenir l'imaginaire, sans recourir à la création, j'ai décidé d'intercaler, de temps à autre, des rêves ou des poèmes.

— En définitive, c'est ailleurs qu'il faut chercher l'invention dans mon œuvre. Dans la répartition des fiches ou des notes qui constituent la matière du livre. Il s'agit d'articuler entre eux ces matériaux, de trouver des combinaisons ingénieuses, d'effectuer, par exemple, un ajout pour rendre explicite tel lien caché entre deux faits.

● Pouvez-vous nous révéler les secrets de cette manipulation ?

— Un peintre peut-il expliquer comment il compose un tableau ? Il y a longtemps, en abordant le texte de Raymond Roussel intitulé *Comment j'ai écrit certains de mes livres*, j'ai cru, moi aussi, que j'allais trouver son secret. Et puis j'ai dû me rendre à l'évidence : Roussel indiquait bien que des calembours lui fournissaient les divers matériaux de ses livres, mais non pourquoi il les utilisait, pourquoi ces calembours-là (souvent très tirés par les cheveux). Et pourquoi il les utilisait de telle manière et non de telle autre... Bref, l'essentiel. J'avais l'impression de me retrouver devant ces prestidigitateurs qui vous déclarent qu'ils vont vous démontrer l'un de leurs tours et ne font que vous mystifier une fois de plus...

Propos recueillis par JEAN-LOUIS DE RAMBURES.



Michel Leiris, par André Masson

travail. Et, d'ailleurs, une partie du livre se fait justement pendant la promenade du chien, dans ma tête. À l'inverse, lorsque je suis censé écrire, le soir, notamment, entre 10 heures et minuit, cela consiste en grande partie à tuer, à feuilleter un manuscrit et surtout à biffurer.

● Un ancien surréaliste qui occupe son temps à « biffurer ». N'est-ce pas paradoxal ?

— Le surréalisme ne se réduit pas à l'écriture automatique. Breton lui-même est revenu là-dessus. D'ailleurs, à l'époque où j'adhérais à ce mouvement, mon terrain, c'étaient les rêves, pas l'écriture automatique. A l'époque, je réussissais tout de même à fonder dans les phrases. Alors, cette sorte de long texte

court. Lorsque je réécris une phrase, c'est pour la diviser. Cela peut sembler paradoxal. On me reproche assez souvent d'écrire des phrases intenablement à la Proust. Et pourtant, c'est comme cela.

● Établissez-vous à l'avance la structure de vos livres ?

— Absolument pas. Lorsque j'ai commencé la *Règle du jeu*, en 1940, j'avais une idée générale, au demeurant assez vague : celle de faire un livre où je parlerais de toutes sortes d'expériences qui peuvent avoir une certaine intensité pour moi, une sorte de recueil de faits surréalistes. Et puis il y a eu la défaite, l'occupation. Ce tunnel m'est apparu tout indiqué pour effectuer un retour sur moi-même.

## Michel Butor parle d'un de ses guides

Les deux écrivains ont une réaction complexe avec leur mère qui se traduit par un attachement très fort pour une domestique femme : Céleste Albaret, Charlotte Dufresne. Mêmes mœurs enfin...

Il n'est pas surprenant que Michel Leiris aime tous deux comme je les aime tous trois. Mais cela va plus loin : cherchant à écrire quelque chose qui puisse « tenir » à côté de ces deux œuvres qu'il admire également, Michel Leiris organise sa vie, à certains égards, comme une variation sur ces vies antérieures. Chez lui comme chez eux, la vie n'explique pas l'œuvre, elle est déjà œuvre, elle est déjà littérature, parodie, écho, reflet ou reprise de thèmes déjà vécus ou écrits par d'autres. Il s'agit donc de vivre, avec d'autres moyens, un autre langage d'actions ou de silences, une nouvelle vie secrète, intime de Raymond Roussel ou de Marcel Proust.

Prenez l'exemple de Roussel : entre ces deux « vies » que de points de coïncidence, comme ces croix de repérage pour une impression en plusieurs couleurs. Le père de Leiris, agent de change, s'était formé chez le père de Roussel, agent de change lui aussi : il sera l'homme d'affaires de l'écrivain qui achète de la peinture surréaliste selon les conseils de Michel. Particulièrement important, le thème commun du voyage, en particulier du voyage en Afrique. Lorsque Leiris part en Éthiopie, dans une expédition financée en partie par Roussel, c'est pour en rapporter ses « impressions d'Afrique », qui seront évidemment toutes différentes de celles de son singulier père d'adoption, mais qui finiront par devenir elles aussi un long vital voyage à l'intérieur des mots.

### Les quatre faces d'un cristal

Les quatre titres de la *Règle du jeu* : *Biffures*, *Fourbis*, *Fibribles*, *Frère bruit*, tournent autour des trois consœurs : f, b, r, avec de légères variations de voyelles ; c'est comme la racine d'un verbe sémantique avec ses différents aspects. C'est ce qu'on peut appeler une « série » rousselienne. Chacun, d'ailleurs, peut donner naissance à toutes

sortes d'autres séries : ainsi, *Biffures* qui, dans cette orthographe, vient de biffer, raturer, peut s'entendre aussi *Bijur*, mot alors hors dictionnaire, mais que l'on voyait sur les signaux de chemin de fer comme abréviation de « bifurcation » et qui avait déjà été adopté comme titre par une revue d'avant-garde entre les deux guerres. Ce sont les quatre faces (nombre minimum pour qu'il y ait solide) d'un cristal linguistique particulièrement fascinant, escarboucle luisant dans la nuit, taillisman, boussole dans la navigation de Michel Leiris à la recherche de son moi perdu.

### Le visage du prisonnier

Dans la *Recherche du temps perdu*, le narrateur est un personnage semi-romanesque qui ne s'appelle jamais Proust. À la rigueur Marcel ; encore faut-il attendre la *Prisonnière*, quand bien plus de mille pages ont été déjà publiées, pour que le prénom apparaisse. Proust cherche à se créer un nouveau « je », à remédier à travers son œuvre, qui lui est une seconde mère (elle doit être « non seulement comme une cathédrale mais comme une robe »).

Au contraire, de *l'Âge d'homme* à la *Règle du jeu*, il n'est jamais question que de Michel Leiris, lequel s'efforce d'être aussi peu fictif que possible. Toute sa vie, Leiris a été poursuivi par les images mensongères, romanesques, qu'il s'est faites ou qu'il s'est vu donner de lui-même. Il veut les dissiper à tout prix. Une démarche inverse et complémentaire de celle de Proust : la recherche du « moi » toujours perdu, ou perpétuellement occulté par ce qui arrive chaque jour et surtout par ce qui se passe dans le langage, lieu de perpétuels décalages trompeurs : malentendus, lapsus...

C'est donc surtout lui qu'il faut défaire, démonter avec des soins d'horloger, ce langage qu'il a hérité de sa famille, de sa classe sociale, et dont l'inventivité admirable d'ailleurs — ces mots qui se mettent à jouer entre eux, à se faire prendre les uns pour les autres, — lui dérobe le monde, le dérobe à lui-même. Il faut en quelque sorte le gagner de vitesse et d'imagination,

le démander pour se démander, entreprise qui ne peut avoir de fin, condamnée à revenir sans cesse sur elle-même, car l'œuvre, en s'écrivant, devient masque à son tour, produit fatalement de Michel Leiris une image fautive, incertaine, qu'il faut toujours compléter, corriger, contredire. Chaque livre achevé engendre un vide dans lequel s'écrit le livre suivant.

### Dire sous le masque

Pourtant, cette fois, *Frère bruit* nous est donné comme le terme, mais c'était déjà le cas de *Fibribles*, malgré le plan annoncé (et nous avons eu raison de ne pas trop nous fier à ce masque), et ce dernier tome se présente à nous comme masqué puisque, dans le projet, il devait s'intituler *Fibules* et « rattacher solidement, dominer enfin (ces) aperçus éparpillés » ; façon pour Leiris de nous faire entendre, de se faire entendre, frère bruit : il est possible que je ne réussisse pas à écrire un autre livre : c'est fini, mais je n'ai pas tout dit ; c'est fini, mais je conserve un masque.

Leiris est allé chez les Dogons et d'autres pour étudier comment fonctionnent les masques chez eux, en lui, en nous. Quand un danseur met un masque, quelqu'un ou quelque chose d'autre se met à parler à travers lui, dieu ou démon. Ce masque enlevé, c'est un autre masque qui réapparaît, celui du visage quotidien. Dans la sédimentation de son visage, de ce qu'on sait de lui, de ce que lui renvoient tous ces miroirs trompeurs qui provoquent en lui un afflux de sang, le texte de Leiris sculpte inlassablement un masque à travers lequel quelque chose enfin pourra être dit. Quelque chose qui relie les morceaux éparpillés de notre peuple comme ces céramiques dont les opéras les plus merveilleusement chantés de Verdi ne sont qu'une sorte d'écho lointain. Retrouvé, le moi prisonnier se révèle comme voir, plainte et chant d'un manque. Le dévoilement dessine, débèle un vide actif, un trou vivifiant. Cette béance, que Coleridge appelait la « capacité négative », établit cette distance par laquelle on peut enfin voir.

MICHEL BUTOR.

## Prix Femina Claude Faraggi le maître d'heure



Mercure de France

## PAYOT

THOMAS S. SZASZ

Fabriquer la folie

PIERRE MARTY

Les mouvements individuels de vie et de mort

GERARD LEVY et CLAIRE RUEFF

Enseignants à vous de choisir !

CLAIRE DEMAR

L'affranchissement des femmes

W. K. C. GUTHRIE

Les sophistes

### PETITE BIBLIOTHEQUE PAYOT

Sociopsychanalyse 6

La sociopsychanalyse : un alibi éducatif ?

RAPHAEL GIRARD

Le Popol Vuh

Histoire culturelle des Maya-Quichés

MOSES L. FINLEY

La démocratie antique et moderne

précédé de Tradition de la démocratie grecque

par Pierre Vidal-Naquet

JULIUS EVOLA

Métaphysique du sexe

Catalogue sur demande aux Editions Payot

106, Bd St-Germain 75006 Paris

Le TOME 3 du

## LIVRE D'OR de la CHANSON FRANÇAISE

de Simone CHARPENTREAU

vient de paraître !

Préface de Guy Béart

Un choix (paroles et musique) des meilleures  
chansons françaises, du folklore à la chanson  
actuelle. - Avec accompagnement piano et  
chiffre pour la guitare

66 chansons, 31,50 F

Rappel : Tome I : 23 F. - Tome II : 24 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie, 75621 PARIS CEDEX 13.

# MODE

## LES COLLECTIONS DE PRINTEMPS

### L'Orient, toujours l'Orient...

Avant la finale, demain, des collections de printemps, la fourchette se resserre entre deux tendances majeures : la chemise-croquis et le pantalon, les deux se rejoignant parfois... Les thèmes orientaux suivent les cours du baril de pétrole brut et les émiss du golfe Persique, grands clients de la couture, se voient proposer toutes les variations possibles et imaginables sur le thème des Mille et Une Nuits.

GUY LAROCHE annonce la couleur avec des modèles « Es-phi » et « Gengis-Khan » pour les tenues estivales, destinées aussi bien aux hommes qu'aux femmes, en toile de lin ou chanoung de soie. Sa silhouette de ville se rétrécit à partir d'une carrure étoffée à taille effacée, hanches étroites et jupe droite fendue. Des effets blousants animent les robes de crêpe, souvent rayées, où domine le gris perle, suivi d'harmonies de blanc et marine ou rouge. Les robes du soir s'enroulent autour du corps sous des décolletés plongeants.

YVES SAINT-LAURENT remporte le tiercé dans l'ordre avec le style danseur argentin, la chemise-tunique sur pantalon ou jupe droite, et enfin une ligne du soir ample à partir des hanches. Véritable catalyseur de la mode, il réussit à se renouveler tout en restant fidèle à son style strict et dépouillé. On peut seulement regretter que certains de ses modèles de jour évoquent plus la grisaille des embruns que le soleil du printemps.

Ses danseurs argentins à cheveux courts gominés portent veston croisé à pochette de soie sur pantalons à plis, l'ensemble étant adouci par la transparence de blouses de mousseline à col noué. Ces tenues s'accompagnent de manteaux-chemises et d'imperméables. Ses chemises-tuniques s'étirent jusqu'au genou ; resserées d'un lien à la taille, fendues haut sur les côtés, elles se portent sur des pantalons larges et mous. Il les présente en crêpe de soie, uni pour le jour et le crêpe-cuir, et dans d'extraordinaires couleurs heurtées pour le soir, qui prennent les découpes, les garnitures et les accessoires d'un équilibre de rêve. Elles tombent droit ou sont retenues à la taille par des

ceintures-écharpes à frange. Cette silhouette droite revient en soie unie, imprimée de pois, de pastilles ou de formes géométriques. A l'inverse, sa silhouette ample (mais toujours allongée) part d'une blouse paysanne en soie précieuse, d'une ceinture drapée aux hanches, sur une jupe plissée solet dans des coloris très vifs ou tout doux.

#### Tailleurs de ville élaborés, rayés...

Gérard Pipart, chez NINA RICCI, confirme l'importance des tailleurs de ville élaborés, rayés, sur jupes ou pantalons qu'il traite parfois en négatif-positif, soit en blanc, en marine ou en beige, de

GIVENCHY, dans une collection à la fois épurée et séduisante, propose des robes du jour, plissées en cette saison, et des modèles du soir très spectaculaires inspirés d'un récent voyage en Tunisie. La silhouette est droite, fine, animée de plis et de fentes. Givenchy élargit au carré les épaules de ses tailleurs et de ses blazers, à jupes droites ou à pantalons coupés en flanelle comme en chanoung de soie. Ses diellabas sont parmi les plus belles de Paris, travaillées et brodées en ligne fluide, et ses minces ceintures de crêpe exercent une

mouchoirs, qui se superposent en s'enroulant autour du corps à partir de fines bretelles. Les fourreaux du soir, en noir ou blanc, s'accompagnent de grands châles de vision sage assortis.

Dehors, sur la forêt qui de tous côtés les entoure, c'est la nuit. Ils ne dorment pas. Ils ne parlent pas de pain. Ils n'ont à se tendre que des paroles.

Paroles comme des mains jetées en avant, au bout de bras dits plus longs que nature, et qui s'arrivent pas à remodeler à l'atton un visage pourtant si par cœur. Paroles comme la sonde du pêcheur qui ne reconnaît plus ses fonds, met ses alignements en doute.

Le dialogue livide d'Abah Sabana David fait songer à la petite colombe de l'arche qui s'est envolée sur les eaux boueuses, et, depuis le temps qu'elle vole, son cœur a lâché et, d'épuisement, elle a perdu la vie, mais elle cherche quand même, et elle la trouvera, la branche qui émerge où s'abattre.

Il y a vraiment des heures de la vie où nos paroles ne sont plus des choses échangeables, où elles ne nous appartiennent plus. Comme si nous étions les uns tout contre les autres encore, mais désunis, et faisant tourner avec incroyance dans nos mains ces petits fragments de pierre portant des traces de coquilles ou d'osseures d'anciennes oiseaux : les mots qui nous restent.

Nous nous mettons ces pierres, les uns aux autres, dans la main, comme si l'on se confiait des simulacres de trésors, des misères, qui seraient aussi des appels, et aussi des silex pointus dont on frapperait autour de soi les fronts, pour tuer. Ainsi vont la femme et les trois hommes gris de Marguerite Duras, et soudain, l'un d'eux, déchirant le drap ou la nappe, constate calmement, à voix haute : « Je vais me tuer ».

Il n'annonce pas un projet bien défini, décidé, mais il pose ainsi le doigt sur un degré de retournement où il nous arrive d'être. Que nous reste-t-il, le bas, quand nous avons perdu les mains et le regard d'autrui au point que le prochain nous qui nous est connoté est de nous donner la mort ? Il nous reste ces fragments de pierre gravée de fossiles, c'est-à-dire des paroles usées, fêlées, ces riens de souffie



(Croquis de MABCO.)

seduction discrète, à l'inverse des deux-pièces très nus, drapés, brodés et... volés, inspirés de Schéhérazade.

L'inspiration puisée du côté de l'Orient se trouve encore dans les surabondances des façonnés de soie ivoire de Taroni aux vestes quadrillées sur des jupes à plis rayées en diagonale, d'une grande distinction. D'amusantes robes « mille-feuilles » sont faites de carrés de mousseline géants aux bords imprimés comme des

NATHALIE MONT-SERVAN.

# ARTS ET SPECTACLES

## Théâtre

### < Abah Sabana David >, de Marguerite Duras

Vêtus de gris, une femme et trois hommes se tiennent debout sur un drap froissé bleu qui recouvre peut-être un lit, une table, aux dimensions d'une terre entière.

Dehors, sur la forêt qui de tous côtés les entoure, c'est la nuit. Ils ne dorment pas. Ils ne parlent pas de pain. Ils n'ont à se tendre que des paroles.

Paroles comme des mains jetées en avant, au bout de bras dits plus longs que nature, et qui s'arrivent pas à remodeler à l'atton un visage pourtant si par cœur. Paroles comme la sonde du pêcheur qui ne reconnaît plus ses fonds, met ses alignements en doute.

Le dialogue livide d'Abah Sabana David fait songer à la petite colombe de l'arche qui s'est envolée sur les eaux boueuses, et, depuis le temps qu'elle vole, son cœur a lâché et, d'épuisement, elle a perdu la vie, mais elle cherche quand même, et elle la trouvera, la branche qui émerge où s'abattre.

Il y a vraiment des heures de la vie où nos paroles ne sont plus des choses échangeables, où elles ne nous appartiennent plus. Comme si nous étions les uns tout contre les autres encore, mais désunis, et faisant tourner avec incroyance dans nos mains ces petits fragments de pierre portant des traces de coquilles ou d'osseures d'anciennes oiseaux : les mots qui nous restent.

Nous nous mettons ces pierres, les uns aux autres, dans la main, comme si l'on se confiait des simulacres de trésors, des misères, qui seraient aussi des appels, et aussi des silex pointus dont on frapperait autour de soi les fronts, pour tuer. Ainsi vont la femme et les trois hommes gris de Marguerite Duras, et soudain, l'un d'eux, déchirant le drap ou la nappe, constate calmement, à voix haute : « Je vais me tuer ».

Il n'annonce pas un projet bien défini, décidé, mais il pose ainsi le doigt sur un degré de retournement où il nous arrive d'être. Que nous reste-t-il, le bas, quand nous avons perdu les mains et le regard d'autrui au point que le prochain nous qui nous est connoté est de nous donner la mort ? Il nous reste ces fragments de pierre gravée de fossiles, c'est-à-dire des paroles usées, fêlées, ces riens de souffie

que nous tentons de dépêcher en éclaireurs sur le visage de quelqu'un, et dont en échange nous espérons, de quelqu'un, la caresse. Ou, au moins ça, la caresse. De là vient que les êtres réunis sur le drap bleu de Marguerite Duras nous imposent un sentiment si aigu d'infini.

Ils expriment, avec réserve et exactitude, l'idée fixe de suicide de notre monde entier, et les signes à présent bien cristallisés de la méfiance politique. Au point que sensés des êtres désaimantés à force d'avoir été déçus, les juifs, Duras dit « les chiens », seraient susceptibles d'un dernier sauvetage.

Les chiens : ultimes colombes à voler en quête de la table et du lit, du pain et des bras en quête d'amour, d'amour où que ce soit, par terre, ici, dans le temps qui reste.

C'est moins parce qu'à force d'images mortes, réduites aux seules ombres, ces chiens affinent l'amour que parce qu'ils existent malgré tout ces paroles à bout de paroles, ce souffle à bout de souffle, qu'il y a, dans ce théâtre, un tel sentiment d'infini.

Il nous échappe, il fait peur, nous ne sommes pas à même de l'attraper, mais ce que nous percevons très fort grâce à Marguerite Duras c'est qu'il ne nous reste que lui, ce souffle d'infini, et qu'il n'en faut pas moins ; nous sommes arrivés là.

Dans ce petit théâtre à deux pas de l'Opéra, il se passe un phénomène qui laisse la scène derrière lui, qui serait plutôt une barrière à partager, une chance de liberté à saisir. Pour qui ne pas écouter ces murmures, ces appels, puisque nous y sommes aidés de tout leur cœur par ceux qui sont là, par Jean-Pierre Dussaux, qui a porté à la scène, malgré les embûches, le texte de Duras, par Alain Batioul, qui a indiqué le lieu et les vêtements de manière à ne cacher aucun rayon du texte, par les acteurs Jean-Marc Bory, Christian Bouillotte, Gilles Gérardin, Louise Laure, réticents calmes, témoins survivants d'un usinage qui ne leur est pas imputable mais qu'ils prennent sur eux, ambassadeurs d'une agonie qu'ils disent sans heurt, maîtres d'eux-mêmes.

Abah Sabana David est une chose qu'il ne faut pas faire semblant d'ignorer, si l'on veut être de ce temps. Laissez-le vous visiter sans quant-à-soi ni parti pris, car elle n'est pas d'un caractère facile.

Oh, ce n'est pas la mer à boire ; ce serait plutôt une terre où s'étendre, et un ciel à embrasser. MICHEL COURNOT.

\* Théâtre-Opéra, 20 h. 30.

### < LAZARE LUI AUSSI RÉVAIT D'ELDORADO >

Cette pièce de Jean-Pierre Sarrazac conte les tribulations d'un ouvrier espagnol qui s'exile dans l'espoir de trouver du travail. Malgré son nom et son prénom, ce Lazare n'a que très peu de points communs avec le héros misérable de la célèbre nouvelle espagnole du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle les Aventures de Lazarille de Tormes, sinon que Lazare, au début de la pièce comme à la fin de la nouvelle, est créole public et a épousé une servante de curé qui est peut-être plus que servante.

Sarrazac, par une parabole piécarsque, nous fait toucher le sort des travailleurs émigrés. Sans doute pour préserver l'humanité et le désarroi complets de son personnage, l'auteur s'est appliqué à couper court à tout allant scénique : le feu ne prend pas, la perception de la pièce est soustruée, le spectateur se trouve lui-même placé dans une situation difficile. Il y a là comme une épreuve pratique directe d'un empêchement de vivre.

Jean-Pierre Sarrazac, pour ce faire, reste plus proche de la lecture de la texture, d'un roman fouillé que d'une ligne épure propre au théâtre. Et d'autre part, il livre son ouvrier émigré aux mains de malfaiteurs, eux-mêmes déboussolés, qui l'obligent à s'exprimer dans une foire, soldisant comme un monstre-poisson. Alors nous touchons à une qualité d'horreur, d'absurde, qui traduit d'assez près les aspects insensés du sous-proletariat. Mais cette approche par l'absurde est difficile aussi.

La mise en scène très imagée de Thierry Bosc, le bon travail des acteurs Michel Audoubert, Jacques Eryland, Stephen Kozak, et surtout un climat évident de bonne entente d'équipe, qui a pallié le manque d'argent par des inventions habiles, sympathiques, font que ce spectacle austère devient en fin de compte accessible. — M.C.

\* Palais, 19 heures.

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a remis un tableau provenant du musée de Chartres à M. Constantin Trypanis, ministre grec de la culture. Cette œuvre (de 5 m sur 2 m) est la seule au monde qui représente l'Acropolis. A la fin du dix-huitième siècle, avant l'explosion de la poudrière installée par les Turcs devant le Parthénon. En échange, la Grèce offrira à la France un tableau qui n'est pas encore achevé.

## En bref

### Théâtre

#### < Même heure l'année prochaine >

M. et Mme Tout-le-Monde, Nicole Courcel et Jean Piat, sont mariés chacun de leur côté. Ils s'offrent un week-end de passion une fois par an dans le motel californien où ils se sont connus. Même heure l'année prochaine, de St. Sade, adapté par Barille et Grady, raconte en six sketches vingt-cinq ans de leur histoire, celle de leur amour, pas celle de l'Amérique. Jean Piat a exactement le physique du jeune premier de « serial » et vieillit avec une moustache, du blanc sur les favoris. Nicole Courcel change de robe, suit les modes et ne vieillit pas. Du début jusqu'à la fin, elle reste une parfaite comédienne.

Il ne se passe rien, les amants se contentent de commenter leur vie et leurs états d'âme. Ils font aussi l'amour, mais on ne les voit pas. Le metteur en scène Pierre Mondy aurait dû doubler leurs bavardages avec du bruit, mais il a préféré une intrigue à une intéressante étude sur l'évolution des rapports sexuels selon l'âge des partenaires. — C. G.

\* Théâtre Montparnasse, 20 h. 30.

### Variétés

#### Sim

Le corps filiforme de Sim et son visage en casotrou sort d'une bande dessinée se promenant au muséo-hall depuis près de vingt-cinq ans. Incontestablement, il est une nature comique, une sorte de Walter Mitty populaire. Outre son étonnant physique, ses gestes de mime, sa voix d'imitateur, il a pour lui d'être un bruiteur exceptionnel. Dans le « one man show » qu'il présente dans la nouvelle salle du Palais des congrès, il donne l'impression de rester dans l'ébauche, de ne pas vouloir ou pouvoir « décoller », d'être très adhérent à la possibilité évidente. Dommage. Car lui aussi pourrait prétendre à une part de l'héritage de Fernand Raynaud. C. F.

\* Salle bleue du Palais des congrès, 21 heures.

# USA. VOLS QUOTIDIENS SANS ESCALE.

## New York.

Le premier 747 de la journée. Vol quotidien. Départ : 12 h. Arrivée : 13 h 55.

## Boston.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 13 h 25. Arrivée : 15 h 15.

## Washington.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 11 h 45. Arrivée : 14 h 40.

## Los Angeles San Francisco.

Boeing 747 via le Pôle. Le seul vol direct quotidien. Départ : 11 h 40. Arrivée Los Angeles : 16 h 05. Arrivée San Francisco : 18 h 45.

Demandez nos nouveaux tarifs réduits.



TransWorld Service TWA.

## LA TRIADE c'est là...

A deux pas du Quartier Latin, du Paris bouillonnant et noctambule (Montparnasse - Odéon). Dans un 13<sup>e</sup> moderne, bien équipé. Où il fait bon vivre.

## LA TRIADE c'est..

C'est 3 petits immeubles, jeunes, gais, différents posés sur de vastes pelouses. La Triade vous propose une grande variété de plans pour tous les types d'appartements, de la chambre au 5 pièces.

## LA TRIADE c'est...

C'est l'occasion de vous offrir la rive gauche à 4.500 F le m<sup>2</sup> ferme et définitif.

\*Prix moyen des 3 et 4 pièces et crédit exceptionnel 10,75%.

Venez nous voir sur place 54, rue Dunois - 75013 PARIS de jeudi au lundi de 14 h à 19 h. Tél. 983.92.17 ou retournez-nous ce coupon.



173, rue de la Croix-Nivert 75015 Paris Tél. 531.41.49

Documentation complète « La Triade »

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Type d'appt. ch. St. 2p. 3p. 4p. 5p.

هكذا في الأصل









OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

### offres d'emploi

#### SOCIÉTÉ FABRIQUANT DES CONTRE-PLAQUES SPECIAUX Région OUEST recherche **CONTROLEUR BUDGETAIRE**

directement rattaché à la  
DIRECTION GENERALE

- Il aura pour mission :
- l'élaboration des budgets à partir des éléments techniques, commerciaux et financiers.
  - le suivi des réalisations et l'analyse des écarts avec les responsables,
  - l'établissement des rapports de synthèse des résultats pour les différents secteurs de l'entreprise.
- Il devra avoir :
- une formation supérieure,
  - de très bonnes notions de comptabilité,
  - de bonnes notions d'informatique,
  - l'esprit d'équipe, du dynamisme et du sens pratique.
  - une connaissance de l'anglais.

Si vous répondez à ces critères et que ce poste vous tente, écrivez en envoyant CV, photo, ré. et prétentions n° 75.021 à :  
**CAPIC** 18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

#### DIRECTEUR GÉNÉRAL

d'un magasin grande surface  
en pleine expansion

80 km PARIS NORD

Il est souhaité que l'intéressé ait tenu des responsabilités soit en tant que Directeur commercial ou Adjoint dans le secteur grande distribution, soit de direction de succursales ou filiales de magasin grande surface spécialisé dans le bricolage et la quincaillerie.

L'homme recherché doit être avant tout un animateur et un gestionnaire. Une formation B.E.C., ESSEC ou équivalent est souhaitée. La rémunération est en rapport avec le niveau du poste.

Logement de fonction assuré et nécessaire.

Adr. C.V. dét. dans les meilleurs délais à n° 1.045, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, PARIS, 8. Tr.

#### IMPORTANTE CHAÎNE DE DISTRIBUTION

LEADER DANS SON GROUPE

RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL

**UN CHEF DE SERVICE**

(Niveau D.E.C.S. - Expérience exigée)

pour seconder Responsable du

Département Comptabilité des Sociétés

assurant : tenue comptabilité, aides sociales, établissement de bilans.

Avantages sociaux importants

et poste à pourvoir immédiatement

Adresser lettre manuscrite et C.V. avec photo (préciser prétentions) sous le n° 50.399 B, Editions BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 93300 VINCENNES, qui transmettra.

### emploi régionaux

#### BUREAU INGENIEURS - CONSEILS

recherche pour postes de

**CADRES TECHNIQUE-COMMERCE**

dans secteurs de pointe

(plusieurs régions à pourvoir)

des

■ INGENIEURS T.P.

■ TECHNICIENS

■ CONDUCTEURS DE TRAVAUX

■ CHIEFS DE CHANTIERS

■ SPECIALISTES TRAITEMENT DES EAUX

Responsabilités importantes, salaire élevé (fixe + intéressement à l'année). L'offre de suite, écrire avec curriculum vitae et photo sous numéro 205, à KERO, Britannia, 30, boulevard E.-Berthelot, 69003 LYON.

Envoyez curriculum vitae accompagné d'une lettre manuscrite plus photo et prétentions à HAVAS n° 11767 Montpellier 34000

Une première expérience de 3 ans minimum des opérations de résidences secondaires est indispensable pour pouvoir occuper ce poste

Si vous avez 28 ans ou moins, une formation du type H.E.C., ESSEC, I.E.P. et le désir de vous intégrer à une société de promotion immobilière d'importance régionale

Envoyez curriculum vitae accompagné d'une lettre manuscrite plus photo et prétentions à HAVAS NIMES, n° 34.978

Important Société Commerce de gros en matériel électrique

industriel recherche responsable commercial pour l'une de ses succursales région SUD-EST.

Env. C.V., photo et prétent. à HAVAS NIMES, n° 34.978

Etalonnage Formation Travaux sociaux. Lille, cherche

urgence, RESPONSABLE DE GESTION FINANCIERE et

ADMINISTRATIVE ayant qualifi-

cat. et expérience. T. 37-26-26.

### offres d'emploi

Notre Société construit équipements et usines clé en main pour la fabrication de matériaux de construction. Notre taux de croissance est très élevé, et nous réalisons 80 % du C.A. à l'exportation.

Des postes, certains nouvellement créés, sont à pourvoir dans nos divisions :

#### FINANCIERE

adjoint(e)

à la direction financière

réf. FI 1

connaissant les procédures d'exportation (banques, COFACE...). Expérience de quelques années souhaitée mais non obligatoire, banque ou service exportation. Connaissance appréciée de deux langues étrangères dont l'anglais.

#### TECHNIQUE-COMMERCIALE

un ingénieur

réf. TC 2

connaissant matériel pour fabrication de béton manufacturé pour usine de préfabrication.

un ingénieur

exportation

réf. TC 3

connaissant anglais et si possible une autre langue. Déplacements fréquents à l'étranger.

#### MARKETING

un jeune diplômé

réf. MA 4

études supérieures. Double formation commerciale et technique souhaitée plus quelques années d'expérience.

#### BUREAU D'ETUDES

un ingénieur

réf. BE 5

formation A.M. E.C.P. ou similaire expérience indispensable pour assumer responsabilité des études d'appareils thermiques d'automatisme et installations générales d'usines.

un jeune ingénieur

réf. BE 6

formation A.M. Chef section fours industriels, orientation vers le thermique.

Pour tous ces postes, adresser sous référence correspondante lettre manuscrite C.V. prétentions et photo récente à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Il sera répondu à chaque candidat.

#### OPPORTUNITY IN MANAGEMENT

If you have several years of supervisory experience, you are probably qualified for a position on our staff. We shall train you to become an expert in improving business operations. Our assignments include Manufacturing, Administrative and Marketing. Sales functions. You will learn the most modern techniques of planning and co-ordinating work flows. During training the salary will automatically be increased. For the most dynamic candidates there is opportunity for rapid promotion and high earnings. There is no requirement for successful applicants to change residence.

BI-LINGUAL ENGLISH-FRENCH/DUTCH/GERMAN/SCANDINAVIAN.

Please send C.V. of education, experience and earnings confidential, under n° 1237, to SPERAR, 15, rue Jean-Jaurès, 92801 PUTEAUX, who will forward.

#### INGÉNIEURS E.C.P., P.C., T.P.,

Possédant première expérience "Bâtiment".

Ils seront responsables de Centre de travaux.

Ils pourront progressivement étendre leur champ d'actions et se préparer à devenir

CHEF D'AGENCE.

Ecrire à n° 5.100,

**COFAP** 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10.

#### SALES ENGINEERING OPPORTUNITY

AEROSPACE PRODUCTS

Petite et grande implantée Angleterre, Allemagne, Pays-Bas, Italie, spécialisée dans distribution roulements de l'us, précis, commutateurs rotatifs et autres produits, y compris soudures-réservoirs de compensation, reb. lre Franc, dynam. ayant expér. de vente dans domaine construct. mécaniq. pour travail sans supervision en France. Il sera capable de parl. et d'écrir. l'angl. et devra être qualifié en construct. mécaniq. Une certaine expér. dans domaine des roulements précision serait un avantage. Nous aimer. recruter un vendeur de 28 ans minimum, pour travail avec mini. de supervision et capable de prendre contacte au niveau de l'ingénieur. La st mère fournira un appui maxime, mais il sera entièrement responsable des ventes en France. Excell. salaire, commis. et autres avantages. Env. avec photo et détails du poste actuel, occupé à : L.P.P. B.V. - 2 The Grove, Slough, Berks, Angleterre.

### offres d'emploi

#### REALISATION

un ingénieur

d'affaires

réf. RE 7

pour assurer liaison B.E., chantier, sous-traitant et clients.

#### CHANTIERS

un ingénieur

réf. CH 8

formation bâtiment ou mécanique pour diriger chantier de construction et de montage à l'étranger. Durée de chaque mission : 1 an environ. Anglais indispensable. Expérience souhaitée.

un conducteur

de travaux

réf. CH 9

possédant plusieurs années d'expérience pour chantier à l'étranger.

#### ASSISTANCE TECHNIQUE

un ingénieur

réf. AT 10

pour participer ou prendre la direction de mise en route d'usines à l'étranger. Séjour longue durée. Connaissance exigée de l'anglais, de l'espagnol ou de l'arabe.

#### ACHATS

un chef de section

réf. AC 11

pour gestion administrative, achats et transports. Sens de l'organisation. Expérience de l'exportation, connaissance de l'anglais souhaitée mais non indispensables.

#### CONSTRUCTION

un chef d'atelier

réf. CT 12

pour région Ouest. Mécanique et mécanosoudure. Effectif: 70 personnes dont B.E.

Pour tous ces postes, adresser sous référence correspondante lettre manuscrite C.V. prétentions et photo récente à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Il sera répondu à chaque candidat.

#### Stablisement Financier de premier ordre

dont le siège social est à Paris, recherche pour ses relations avec sa clientèle :

#### UN CADRE FINANCIER ET COMMERCIAL

qui sera l'Adjoint du Responsable du Département. Le candidat aura trente ans au moins, de préférence une formation universitaire et justifiera d'une expérience indissociable d'au moins cinq années dans le domaine financier et commercial; il maîtrisera une ou plusieurs langues étrangères dont de préférence, la langue anglaise. Cette fonction s'adresse à un candidat ayant le goût des contacts humains et des déplacements.

Adr. C.V., lettre manuscrite, présent et photo sous n° 8.036 à "Le Monde" Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS, qui transmettra.

#### IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

souhaite s'attacher la COLLABORATION

d'un CADRE

de TRÈS HAUT NIVEAU

Ce cadre devra posséder une bonne expérience des techniques bancaires et financières. Il devra également avoir le goût de la formation pour concevoir et animer des séminaires de perfectionnement.

Il résidera à PARIS et exercera ses activités au Siège et en Province au sein d'une solide équipe pluridisciplinaire.

Ecrire à n° 38.938, Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

#### LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche pour implantation usine chimique en province (région NORD)

#### INGÉNIEUR CHIMISTE DE FABRICATION

(Formation Ecoles de Nancy, Toulouse, A.M. Centrale, etc.). Expérience en génie chimique, en ingénierie et en direction d'atelier de plusieurs années.

Le poste conviendrait à un homme de 35 ans minimum, capable d'édifier puis de diriger une usine qui aura une très forte expansion.

Stage de 18 mois environ dans notre usine d'AULNAY-SOUS-BOIS.

Env. C.V. avec photo et réf. 6.512 à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui tr.

### offres d'emploi

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE en constante expansion  
Domaine Industriel Professionnel  
Siège Paris, recherche

#### INGENIEUR GRANDE ECOLE

Directement rattaché au  
DIRECTEUR TECHNIQUE

Il sera chargé d'études concernant des produits d'une haute technicité.

■ Expérience professionnelle nécessaire notamment dans le domaine des installations électriques industrielles.

■ Anglais parlé Indispensable

Si vous souhaitez une situation intéressante dans un poste évolutif au sein d'une société jeune et dynamique, écrivez en envoyant CV, photo ré. et prétentions sous n° 78.023 à

**CAPIC** 18, RUE VOLNEY 75002 PARIS



LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

RECRUTE

pour son bureau de MARKETING

2 ATTACHÉS DE DIRECTION

(CLASSE V et VII)

H.E.C. - D.E.S. Sc. Éco. - Sciences Po.

Les candidats devront posséder :

Poste A - une expérience d'au moins deux ans dans une activité de marketing bancaire ;

- une bonne connaissance des techniques d'études et de la maîtrise des outils de l'analyse statistique ;

- la capacité de dialoguer avec les informaticiens.

Poste B - une expérience de 3 ans au moins d'activité bancaire Exploitation (c'est-à-dire une très bonne connaissance technique des services et produits bancaires) ;

- une dose appréciable d'imagination créative.

Env. C.V., lettre man. et photo, au la réf. M 1 à : BPPB - Direction du Personnel 2, rue d'Antin - 75002 PARIS.

#### Nous recherchons

#### MINEUR ACCOMPLI

Ecole Nationale Supérieure des Mines ENSG-CENTRALE. Engagé, au préalable, en qualité d'Adjoint, le candidat choisi devra être en mesure de tenir en 1977 le poste de

#### CHEF DE SERVICE

dans un ensemble minier situé en Afrique Noire francophone.

Responsable des exploitations à ciel ouvert et de l'entretien d'un parc d'engins, il aura à gérer un important budget.

Son rôle sera essentiel dans le domaine minier pour organiser et conduire le développement des productions.

La situation offerte comprend l'ensemble des garanties et avantages liés à l'expatriation.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence ONX.

#### CETAGP

30, AVENUE AMIRAL LEMOINNE 75008 PARIS LE ROI

#### SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DYNAMIQUE

(800 PERSONNES) SIÈGE PARIS - SUCCURSALES

PARIS ET PROVINCE - RECHERCHE

#### DIRECTEUR

DU PERSONNEL ET DES

RELATIONS HUMAINES

Une très bonne maîtrise de la législation sociale, une expérience minimum de 5 ans dans la fonction, une personnalité affirmée permettront au candidat retenu de créer ce poste.

Ecrire sa référence KR 311 CM

4, rue Massenet, 75018 PARIS.

DISCRETION ABSOLUE.



#### Importante Société

FRANCOISE

(Siège Lyon)

recherche pour

Succursales Afrique Noire

JEUNES COLLABORATEURS COMMERCIAUX

- de formation Sup. de Co., Hautes Sciences Eco.

IUT gestion ou équivalent ;

- possédant connaissances pratiques langue anglaise ;

- désirant effectuer en Afrique carrière de plusieurs années.

Sous l'autorité d'un chef de Succursales, ils seront chargés de mission de vente, de prospection, de gestion d'encadrement.

Adresser C.V., photo et présent. sous n° 869 à : CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUÉE 104, rue Ney, 69008 LYON.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

## TEKTRONIX

**INGENIEUR COMMERCIAL**

pour l'AFRIQUE

Les besoins et la croissance rapide de ces pays offrent un terrain idéal pour la réussite d'un ingénieur professionnel de la vente et possédant de solides connaissances en électronique et mieux encore en MESURE.

Ce poste a plusieurs aspects :

- Support technique à nos distributeurs
- Séminaires d'information technique
- Promotion des ventes.

Base opérationnelle GUERNESEY (Ile Anglo-Normande).

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Outre son attrait, divers avantages s'attachent à cette fonction.

Adresser C.V. et prétentions à TEKTRONIX B.P. 13-91401 ORSAY.

## CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

**PROGRAMMEUR**

confirmé - COBOL

Expérience 3 à 5 ans.

Connaissance Matériel IBM et Système O.S.

Lieu de travail : SAINT-DENIS (93000)

Discreté assurée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, à CHANTIERE NAYAL, Département Social, B.P. 400, 44000 SAINT-NAZAIRE.



## CADRE FINANCIER

pour gestion financière des contrats à l'étranger.

Expérience exportation souhaitée.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. sous référence NO 03, CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUE - Service du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15

## NÉGOCIATRICE

39/45.500 F

Notre Société est spécialisée dans l'étude, la construction et la gestion de centres commerciaux. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons actuellement une jeune collaboratrice pour participer à la négociation de nos espaces auprès d'une clientèle qui va de la boutique à la chaîne de magasins.

A la base d'une excellente présentation, vous êtes dotée d'une grande capacité de contacts à tous les niveaux et vous avez le sens commercial.

Vous disposez, par ailleurs, d'une première expérience de la vente et de la négociation commerciale. Si vous avez, comme nous, le sens de la réussite, nous souhaiterions vous rencontrer.

Merci d'envoyer votre C.V. à la référence 2.083 à :

**INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE**

8 rue de la Rosière, Paris 15<sup>e</sup>

à qui nous avons confié cette recherche.

## MATRA

recherche pour sa division fabrication l'

## ASSISTANT DU CONTRÔLEUR DE GESTION

Il assure le contrôle budgétaire des coûts de production en relation avec les responsables techniques. Il convient pour ce poste d'avoir une formation du type DUT ou BTS en gestion (option finances ou comptabilité). Une première expérience en gestion de production serait appréciée.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions en indiquant la référence 125

## MATRA

Monsieur KORFAN BP n° 1-78140 VELIZY

## BANQUE PRIVÉE

quartier Champs-Élysées

## REDACTEUR

pour service juridique et contentieux. Licencié en droit et possédant une expérience professionnelle. Adresser C.V. et prétentions à M. Vialier, 1, rue Euler, PARIS (8<sup>e</sup>).

## RECHERCHONS

## RESPONSABLE DE VENTE

DANS L'ÉDITION EXCLUSIVEMENT

soit à titre personnel, soit avec équipiers.

PROPOSITIONS :

UNE SITUATION D'AVENIR

à la mesure de vos possibilités.

OFFRES :

flexibilité, autonomie de

coopération, de tous - position cadre.

Il ne s'agit pas de vente ou porte-à-porte.

Voiture indispensable.

Ecr. av. C.V. et OFF. n° 1.832, 2, rue du Général de Gaulle, 92, 92100 ASSEUILLES.

## ATTACHE CIAL

DYNAMIQUE ET AMBITIEUX

expérience dans la vente et

avec résultats prouvés. Doit

réaliser très rapidement 5.000 h

de facturation mensuelle.

Rémunération et rapport.

Tel. pour R.V. : 70-75-59.

## CIE D'ASSURANCES-VIE

recherche DEUX

TECHNICIENS

AYANT BONNE EXPERIENCE

recherche C.V. et

Bonne-Nouvelle, Paris-20, rue Tr.

## SAINT-LAZARE

GRUPE PRIVE

D'ASSURANCES

LA PRESERVATRICE

recherche un

REDACTEUR

pour son service

recherche des

responsables

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

recherche C.V. et

## secrétaires

Secrétaires de direction

Société située près VAL D'YERRES (91)

dans cadre exceptionnel

recherche pour son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

EXCELLENTE SECRÉTAIRE

COLLABORATRICE - Steno - Dactyle

PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS

Poste intéressant, nécessitant :

- bonne capacité de travail, méthode, esprit de

syntèse, initiative, sans des responsabilités.

Adresser C.V. manuscrit sous n° 20325.

CONTRAT Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1<sup>er</sup> qui tr.

## SOCIÉTÉ D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Groupe Multinational

recherche

SECRÉTAIRE

parfaitement trilingue :

français - allemand - anglais

(langue maternelle : français).

Niveau BAC, expérience 3 ans minimum exigée.

Veuillez adresser C.V. photo et prétentions à :

KLOCKNER INA FRANCE S.a.r.l.

31, rue Marbeuf, PARIS (8<sup>e</sup>).

## Secrétaires

Secrétaires trilingues

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

pour banl. sud. Tél. : 92-15-54.

Société Paris 16<sup>e</sup>

recherche

Secrétaires

français, allemand, anglais,

## représent.

offre

F.M.E. recherche

VOYAGEUR EXCLUSIF

pour vente matières premières

à clientèle connue. Env. C.V. à

SENE, 27, rue de Rome-20.

## capitaux ou

proposit. com.

Moyenne entreprise

mesure électronique recherche

avec capitaux pour participation,

642-78-48, entre 20 h. et 21 h.

INGENIEUR ALLEMAND, sou-

vent en France, recherche partici-

pation financière et commerciale

dans organisation à créer ou

existant (réseau de vente, ba-

reau d'export, service extérie-

ur, import-export, avocat, etc.).

Ecrire n° 20325.

ANNONCES-MAYER,

2701 Postfach,

D-71 HELSBORN (R.F.A.).

## demandes d'emploi

DIRECTION FINANCIÈRE

ou

DIRECTION ADMINISTRATIVE et FINANCIÈRE

Profil : 55 ans, diplôme

— Diplôme d'études supérieures, HEC, sciences po.

— Nombreuses années d'expérience bancaire et

internationale au niveau direction et direction

générale, négociation financière, politique.

— Secteur géographique : Europe, étranger proche

recherche poste haute responsabilité

Disponible immédiatement

Ecrire sous n° 1.333 à "Le Monde" Publicité,

6, rue des Italiens - 75227 Paris (9<sup>e</sup>), qui tr.

J.H. 24 ans, des O.M., diplômé

E.C. 1975, cherche emploi

Études, toutes professions.

Téléphone : 24-49-24

J.H. 27 ans, diplômé ingénieur

ouvert, cherche tous emplois,

travaux ou mission même tem-

poraire. Très sérieux, sens

qualité, haute fiabilité et idées

qualitatives et intellectuelles.

Écrire : 24-49-24

CADRE SUPÉRIEUR, spécialiste

Emplois et Salaires, cherche

Direction Usine, cherche situa-

tion stable, Paris, 20-15.

Mr. MAYAS DILON, 30, rue

Établissement 51, bd Diderot,

Paris-12<sup>e</sup>

INFORMERIE D.E.

Tél. 24-78-20, poste 202.

516 Immobilière STYME

recherche très URGENT

NÉGOCIATEURS

pour Versailles et environs.

Ecrire : 20-15, rue de

Paris, 20-15, rue de

Paris, 20-15, rue de

Paris, 20-15, rue de

Paris, 20-15, rue de

Paris, 20-15, rue de

Paris, 20-15, rue de

Paris, 20-15, rue de

Paris, 20-15, rue de

## L'immobilier

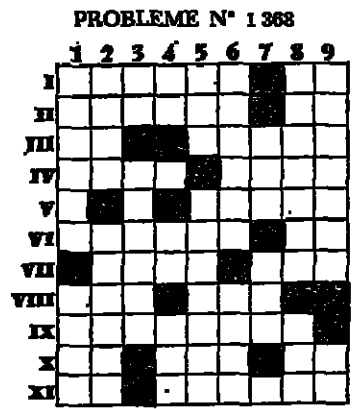
appart





# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**  
 I. Travail de couture dans des tissus délicats ; Symbole chinois. — II. Vêtement peu lumineux ; Grande nappe. — III. Pont fait pour un match de tennis (inversé) ; Vapeurs parues. — IV. L'éternel refrain ; Avoir des tas de choses à dire. — V. Étriqué. — VI. Passablement toulé ; Ne s'agit pas d'aller (épée). — VII. Porte d'un loup fardé ; Fin de participation. — VIII. S'entend souvent à Séville. — IX. Poudre ne craint pas les étincelles. — X. Demoselles d'honneur. — XI. Conjonction ; Sa tête est mise à prix ; Possessif. — XII. D'un auxiliaire ; Volonté qu'il est intéressant d'avoir au coin du feu.

**VERTICALEMENT**  
 1. Conséquence d'une longue défection ; Dotée d'une certaine forme. — 2. Situé à l'ombre ; Pierres qui rouillent. — 3. Pronom ; Constituent une spécialité espagnole. — 4. Terme musical ; Ancien lieu de transit ; Ne nécessitant aucun effort de présentation. — 5. Se classe dans le monde des humains ; Éveiller les échos sylvestres. — 6. Plan ; Cour d'eau français. — 7. Éclaircissement ; Lieu ; Localité de France. — 8. En ce domaine, il est nécessaire de savoir faire les pignures ; Abréviation. — 9. Sujets épineux à combler ; Jouent un rôle important lors des Jeux olympiques.

**Solution du problème n° 1367**  
**Horizontalement**  
 I. Lycéen. — II. Espèce ; Râ. — III. SS. — IV. Cati. — V. Rue. — VI. Ores. — VII. M. — VIII. Pella. — IX. Stentor. — X. Ruel. — XI. CC. — XII. Tirs. — XIII. X. — XIV. Ue. — XV. Ru. — XVI. Brutalité.  
**Verticalement**  
 1. Lessive. — 2. Yssel. — 3. CP. — 4. Rumeur. — 5. Ae. — 6. Reines. — 7. Oc. — 8. TI. — 9. Ra. — 10. Tirs. — 11. Nécropole. — 12. Aér. — 13. TRL. — 14. Art. — 15. K. — 16. Crut. — 17. Naisance.  
**GUY BROUTY.**

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 30 janvier 1976 :  
**DES DECRETS**  
 • Portant création et modification de cantons dans les départements de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise ;  
 • Portant création de la bibliothèque publique d'information ;  
**UN ARRETE**  
 • Fixant les modalités de gestion des installations sportives propriété de l'Etat mises en propriété à la disposition des étudiants.

## P. I. T.

### GRÈVES LE 5 FÉVRIER

Les fédérations de fonctionnaires C.G.T. et C.F.D.T., y compris les postiers et les agents des services publics, ont décidé d'organiser une journée d'action revendicative nationale le 5 février. Les cégétistes, pour leur part, lancent un appel à la grève ce jour-là.  
 Les syndicats veulent imposer de véritables négociations de salaires. Ils réclament le relèvement immédiat de rémunération à 2 800 francs par mois et le versement d'un acompte mensuel de 300 francs.  
 Les postiers C.G.T. et C.F.D.T. ont donné des consignes plus dures. Après la fédération cégétiste, qui a déposé un préavis national de grève pour le 5 février, la fédération cégétiste a aussi décidé, pour la première fois depuis novembre 1974, un arrêt de travail national.  
 D'autre part, dans les services postaux de Bordeaux-Gare, la moitié des postiers, depuis le 26 janvier, débrayent pour la maintenance des avantages acquis, menacés, d'ailleurs, par un plan de modernisation.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
 Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication ; Jacques Fauriol.

Imprimerie de la S.A.R.L. Le Monde, 5, rue de Valenciennes, 75001 Paris 11.  
 1974

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 1049.

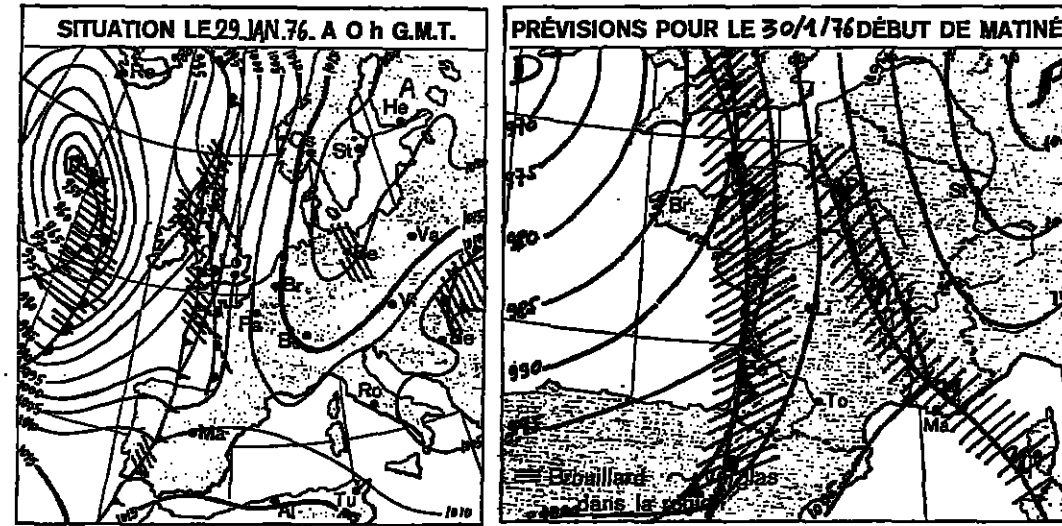
## loterie nationale

Liste officielle des sommes à payer, tous cumuls compris, aux billets entiers

TERMINAL	FINALES et NUMÉROS	SIGNES du ZODIAC	SOMMES à PAYER	TERMINAL	FINALES et NUMÉROS	SIGNES du ZODIAC	SOMMES à PAYER
1	1	tous signes	30	5	0 845	poissons	10 000
	231	tous signes	250		9 815	autres signes	1 000
	2 181	balance	5 000		15 485	cancre	10 000
	2 471	autres signes	5 000		01 125	autres signes	12 000
	2 721	cancre	500			capricorne	500
	7 801	autres signes	10 000			autres signes	5 000
	8 121	autres signes	1 000		628	tous signes	200
	15 481	balance	15 488		15 488	cancre	12 000
	21 501	autres signes	10 000		08 576	scorpion	100 000
	33 781	autres signes	5 000		7 137	autres signes	5 000
					15 487	tous signes	100
						autres signes	1 000
						cancre	12 000
						autres signes	500
2	72	tous signes	100			tous signes	200
	052	tous signes	200		338	taureau	10 000
	752	tous signes	200		9 488	autres signes	1 000
	9 052	scorpion	10 000		12 888	gémmeux	100 000
	15 482	autres signes	1 200		17 988	autres signes	5 000
	04 542	cancre	12 000		28 588	cancre	100 000
	09 822	autres signes	5 000		15 488	scorpion	100 000
						autres signes	5 000
						scorpion	100 000
						autres signes	5 000
						cancre	12 000
						autres signes	500
3	462	tous signes	200		1 489	verseau	5 000
	4 023	tous signes	500		1 489	autres signes	500
	1 153	autres signes	500		3 309	autres signes	500
	15 483	autres signes	1 000		3 309	autres signes	500
	11 773	autres signes	100 000		15 489	autres signes	500
	21 613	autres signes	5 000			tous signes	50
						tous signes	250
						lion	5 000
						autres signes	10 000
						lion	1 000
						autres signes	10 000
						autres signes	12 000
						autres signes	12 000
						autres signes	350
4	44	tous signes	100			tous signes	50
	3 444	poissons	5 000		2 440	lion	5 000
	8 004	autres signes	5 000		0 520	lion	10 000
	15 484	autres signes	500		6 580	autres signes	10 000
	09 584	autres signes	100 000		15 480	autres signes	12 000
						autres signes	350
5	75	tous signes	100			tous signes	50
	4 755	capricorne	5 000			tous signes	250
	7 555	autres signes	5 000			tous signes	250
		autres signes	500			tous signes	250

**Signes du Zodiaque**  
 TIRAGE DU 28 JANVIER 1976  
 PROCHAIN TIRAGE  
 LE 4 FÉVRIER 1976  
 à ROSNY-sous-BOIS (Seine-St-Denis)

## MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/3 de mm)  
 Zone de pluie ou neige ▼ aversees ☉ orages ➡ Sens de la marche des fronts  
 Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 29 janvier à 6 heures et le vendredi 30 janvier à 24 heures :

Les basses pressions du proche Atlantique se développeront vers la Méditerranée occidentale, et les perturbations qu'elles dirigent se déplaceront lentement vers l'est, à travers notre pays.  
 Vendredi 30 janvier, les régions s'étendant de la Manche occidentale à l'aquitaine seront, dès le matin, sous l'influence d'air océanique doux et humide. Le temps sera souvent très nuageux, avec des averses ou des pluies passagères, tandis que les vents, assez forts et irréguliers, souffleront du secteur sud-ouest.  
 Sur le reste du pays, des gélades auront lieu au lever du jour. Ces gélades seront encore de l'ordre de -10°C à -15°C sur l'est et le Nord-Est, où elles seront localement accompagnées de brouillards givrants dans les vallées.  
 Un adoucissement sensible se produira de la Normandie au Midi méditerranéen, mais, sur ces régions, le ciel sera nuageux, et les pluies, avec des pluies souvent précédées de neige et de verges. Les vents s'orienteront au secteur sud et deviendront assez forts.

Jeudi 29 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 010,4 millibars, soit 77,8 millibars de mercure.  
 Températures : le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30 ; le troisième, le minimum de la nuit du 30 au 31 ; le quatrième, le minimum de la nuit du 31 au 1er février ; le cinquième, le minimum de la nuit du 1er au 2 février ; le sixième, le minimum de la nuit du 2 au 3 février ; le septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 février ; le huitième, le minimum de la nuit du 4 au 5 février ; le neuvième, le minimum de la nuit du 5 au 6 février ; le dixième, le minimum de la nuit du 6 au 7 février ; le onzième, le minimum de la nuit du 7 au 8 février ; le douzième, le minimum de la nuit du 8 au 9 février ; le treizième, le minimum de la nuit du 9 au 10 février ; le quatorzième, le minimum de la nuit du 10 au 11 février ; le quinzième, le minimum de la nuit du 11 au 12 février ; le seizième, le minimum de la nuit du 12 au 13 février ; le dix-septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 février ; le dix-huitième, le minimum de la nuit du 14 au 15 février ; le dix-neuvième, le minimum de la nuit du 15 au 16 février ; le vingtième, le minimum de la nuit du 16 au 17 février ; le vingt-et-unième, le minimum de la nuit du 17 au 18 février ; le vingt-deuxième, le minimum de la nuit du 18 au 19 février ; le vingt-troisième, le minimum de la nuit du 19 au 20 février ; le vingt-quatrième, le minimum de la nuit du 20 au 21 février ; le vingt-cinquième, le minimum de la nuit du 21 au 22 février ; le vingt-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 février ; le vingt-septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 février ; le vingt-huitième, le minimum de la nuit du 24 au 25 février ; le vingt-neuvième, le minimum de la nuit du 25 au 26 février ; le trentième, le minimum de la nuit du 26 au 27 février ; le trente-et-unième, le minimum de la nuit du 27 au 28 février ; le trente-deuxième, le minimum de la nuit du 28 au 29 février ; le trente-troisième, le minimum de la nuit du 29 au 30 février ; le trente-quatrième, le minimum de la nuit du 30 au 1er mars ; le trente-cinquième, le minimum de la nuit du 1er au 2 mars ; le trente-sixième, le minimum de la nuit du 2 au 3 mars ; le trente-septième, le minimum de la nuit du 3 au 4 mars ; le trente-huitième, le minimum de la nuit du 4 au 5 mars ; le trente-neuvième, le minimum de la nuit du 5 au 6 mars ; le quarantième, le minimum de la nuit du 6 au 7 mars ; le quarante-et-unième, le minimum de la nuit du 7 au 8 mars ; le quarante-deuxième, le minimum de la nuit du 8 au 9 mars ; le quarante-troisième, le minimum de la nuit du 9 au 10 mars ; le quarante-quatrième, le minimum de la nuit du 10 au 11 mars ; le quarante-cinquième, le minimum de la nuit du 11 au 12 mars ; le quarante-sixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 mars ; le quarante-septième, le minimum de la nuit du 13 au 14 mars ; le quarante-huitième, le minimum de la nuit du 14 au 15 mars ; le quarante-neuvième, le minimum de la nuit du 15 au 16 mars ; le cinquantième, le minimum de la nuit du 16 au 17 mars ; le cinquante-et-unième, le minimum de la nuit du 17 au 18 mars ; le cinquante-deuxième, le minimum de la nuit du 18 au 19 mars ; le cinquante-troisième, le minimum de la nuit du 19 au 20 mars ; le cinquante-quatrième, le minimum de la nuit du 20 au 21 mars ; le cinquante-cinquième, le minimum de la nuit du 21 au 22 mars ; le cinquante-sixième, le minimum de la nuit du 22 au 23 mars ; le cinquante-septième, le minimum de la nuit du 23 au 24 mars ; le cinquante-huitième, le minimum de la nuit du 24 au 25 mars ; le cinquante-neuvième, le minimum de la nuit du 25 au 26 mars ; le sixtième, le minimum de la nuit du 26 au 27 mars ; le soixante-et-unième, le minimum de la nuit du 27 au 28 mars ; le soixante-deuxième, le minimum de la nuit du 28 au 29 mars ; le soixante-troisième, le minimum de la nuit du 29 au 30 mars ; le soixante-quatrième, le minimum de la nuit du 30 au 31 mars ; le soixante-cinquième, le minimum de la nuit du 31 au 1er avril ; le soixante-sixième, le minimum de la nuit du 1er au 2 avril ; le soixante-septième, le minimum de la nuit du 2 au 3 avril ; le soixante-huitième, le minimum de la nuit du 3 au 4 avril ; le soixante-neuvième, le minimum de la nuit du 4 au 5 avril ; le septième, le minimum de la nuit du 5 au 6 avril ; le huitième, le minimum de la nuit du 6 au 7 avril ; le neuvième, le minimum de la nuit du 7 au 8 avril ; le dixième, le minimum de la nuit du 8 au 9 avril ; le onzième, le minimum de la nuit du 9 au 10 avril ; le douzième, le minimum de la nuit du 10 au 11 avril ; le treizième, le minimum de la nuit du 11 au 12 avril ; le quatorzième, le minimum de la nuit du 12 au 13 avril ; le quinze, le minimum de la nuit du 13 au 14 avril ; le seize, le minimum de la nuit du 14 au 15 avril ; le dix-sept, le minimum de la nuit du 15 au 16 avril ; le dix-huit, le minimum de la nuit du 16 au 17 avril ; le dix-neuf, le minimum de la nuit du 17 au 18 avril ; le vingt, le minimum de la nuit du 18 au 19 avril ; le vingt-et-un, le minimum de la nuit du 19 au 20 avril ; le vingt-deux, le minimum de la nuit du 20 au 21 avril ; le vingt-trois, le minimum de la nuit du 21 au 22 avril ; le vingt-quatre, le minimum de la nuit du 22 au 23 avril ; le vingt-cinq, le minimum de la nuit du 23 au 24 avril ; le vingt-six, le minimum de la nuit du 24 au 25 avril ; le vingt-sept, le minimum de la nuit du 25 au 26 avril ; le vingt-huit, le minimum de la nuit du 26 au 27 avril ; le vingt-neuf, le minimum de la nuit du 27 au 28 avril ; le trente, le minimum de la nuit du 28 au 29 avril ; le trente-et-un, le minimum de la nuit du 29 au 30 avril ; le trente-deux, le minimum de la nuit du 30 au 1er mai ; le trente-trois, le minimum de la nuit du 1er au 2 mai ; le trente-quatre, le minimum de la nuit du 2 au 3 mai ; le trente-cinq, le minimum de la nuit du 3 au 4 mai ; le trente-six, le minimum de la nuit du 4 au 5 mai ; le trente-sept, le minimum de la nuit du 5 au 6 mai ; le trente-huit, le minimum de la nuit du 6 au 7 mai ; le trente-neuf, le minimum de la nuit du 7 au 8 mai ; le quarante, le minimum de la nuit du 8 au 9 mai ; le quarante-et-un, le minimum de la nuit du 9 au 10 mai ; le quarante-deux, le minimum de la nuit du 10 au 11 mai ; le quarante-trois, le minimum de la nuit du 11 au 12 mai ; le quarante-quatre, le minimum de la nuit du 12 au 13 mai ; le quarante-cinq, le minimum de la nuit du 13 au 14 mai ; le quarante-six, le minimum de la nuit du 14 au 15 mai ; le quarante-sept, le minimum de la nuit du 15 au 16 mai ; le quarante-huit, le minimum de la nuit du 16 au 17 mai ; le quarante-neuf, le minimum de la nuit du 17 au 18 mai ; le cinquante, le minimum de la nuit du 18 au 19 mai ; le cinquante-et-un, le minimum de la nuit du 19 au 20 mai ; le cinquante-deux, le minimum de la nuit du 20 au 21 mai ; le cinquante-trois, le minimum de la nuit du 21 au 22 mai ; le cinquante-quatre, le minimum de la nuit du 22 au 23 mai ; le cinquante-cinq, le minimum de la nuit du 23 au 24 mai ; le cinquante-six, le minimum de la nuit du 24 au 25 mai ; le cinquante-sept, le minimum de la nuit du 25 au 26 mai ; le cinquante-huit, le minimum de la nuit du 26 au 27 mai ; le cinquante-neuf, le minimum de la nuit du 27 au 28 mai ; le soixante, le minimum de la nuit du 28 au 29 mai ; le soixante-et-un, le minimum de la nuit du 29 au 30 mai ; le soixante-deux, le minimum de la nuit du 30 au 31 mai ; le soixante-trois, le minimum de la nuit du 31 au 1er juin ; le soixante-quatre, le minimum de la nuit du 1er au 2 juin ; le soixante-cinq, le minimum de la nuit du 2 au 3 juin ; le soixante-six, le minimum de la nuit du 3 au 4 juin ; le soixante-sept, le minimum de la nuit du 4 au 5 juin ; le soixante-huit, le minimum de la nuit du 5 au 6 juin ; le soixante-neuf, le minimum de la nuit du 6 au 7 juin ; le septième, le minimum de la nuit du 7 au 8 juin ; le huitième, le minimum de la nuit du 8 au 9 juin ; le neuvième, le minimum de la nuit du 9 au 10 juin ; le dixième, le minimum de la nuit du 10 au 11 juin ; le onzième, le minimum de la nuit du 11 au 12 juin ; le douzième, le minimum de la nuit du 12 au 13 juin ; le treizième, le minimum de la nuit du 13 au 14 juin ; le quatorzième, le minimum de la nuit du 14 au 15 juin ; le quinze, le minimum de la nuit du 15 au 16 juin ; le seize, le minimum de la nuit du 16 au 17 juin ; le dix-sept, le minimum de la nuit du 17 au 18 juin ; le dix-huit, le minimum de la nuit du 18 au 19 juin ; le dix-neuf, le minimum de la nuit du 19 au 20 juin ; le vingt, le minimum de la nuit du 20 au 21 juin ; le vingt-et-un, le minimum de la nuit du 21 au 22 juin ; le vingt-deux, le minimum de la nuit du 22 au 23 juin ; le vingt-trois, le minimum de la nuit du 23 au 24 juin ; le vingt-quatre, le minimum de la nuit du 24 au 25 juin ; le vingt-cinq, le minimum de la nuit du 25 au 26 juin ; le vingt-six, le minimum de la nuit du 26 au 27 juin ; le vingt-sept, le minimum de la nuit du 27 au 28 juin ; le vingt-huit, le minimum de la nuit du 28 au 29 juin ; le vingt-neuf, le minimum de la nuit du 29 au 30 juin ; le trente, le minimum de la nuit du 30 au 1er juillet ; le trente-et-un, le minimum de la nuit du 1er au 2 juillet ; le trente-deux, le minimum de la nuit du 2 au 3 juillet ; le trente-trois, le minimum de la nuit du 3 au 4 juillet ; le trente-quatre, le minimum de la nuit du 4 au 5 juillet ; le trente-cinq, le minimum de la nuit du 5 au 6 juillet ; le trente-six, le minimum de la nuit du 6 au 7 juillet ; le trente-sept, le minimum de la nuit du 7 au 8 juillet ; le trente-huit, le minimum de la nuit du 8 au 9 juillet ; le trente-neuf, le minimum de la nuit du 9 au 10 juillet ; le quarante, le minimum de la nuit du 10 au 11 juillet ; le quarante-et-un, le minimum de la nuit du 11 au 12 juillet ; le quarante-deux, le minimum de la nuit du 12 au 13 juillet ; le quarante-trois, le minimum de la nuit du 13 au 14 juillet ; le quarante-quatre, le minimum de la nuit du 14 au 15 juillet ; le quarante-cinq, le minimum de la nuit du 15 au 16 juillet ; le quarante-six, le minimum de la nuit du 16 au 17 juillet ; le quarante-sept, le minimum de la nuit du 17 au 18 juillet ; le quarante-huit, le minimum de la nuit du 18 au 19 juillet ; le quarante-neuf, le minimum de la nuit du 19 au 20 juillet ; le cinquante, le minimum de la nuit du 20 au 21 juillet ; le cinquante-et-un, le minimum de la nuit du 21 au 22 juillet ; le cinquante-deux, le minimum de la nuit du 22 au 23 juillet ; le cinquante-trois, le minimum de la nuit du 23 au 24 juillet ; le cinquante-quatre, le minimum de la nuit du 24 au 25 juillet ; le cinquante-cinq, le minimum de la nuit du 25 au 26 juillet ; le cinquante-six, le minimum de la nuit du 26 au 27 juillet ; le cinquante-sept, le minimum de la nuit du 27 au 28 juillet ; le cinquante-huit, le minimum de la nuit du 28 au 29 juillet ; le cinquante-neuf, le minimum de la nuit du 29 au 30 juillet ; le soixante, le minimum de la nuit du 30 au 31 juillet ; le soixante-et-un, le minimum de la nuit du 31 au 1er août ; le soixante-deux, le minimum de la nuit du 1er au 2 août ; le soixante-trois, le minimum de la nuit du 2 au 3 août ; le soixante-quatre, le minimum de la nuit du 3 au 4 août ; le soixante-cinq, le minimum de la nuit du 4 au 5 août ; le soixante-six, le minimum de la nuit du 5 au 6 août ; le soixante-sept, le minimum de la nuit du 6 au 7 août ; le soixante-huit, le minimum de la nuit du 7 au 8 août ; le soixante-neuf, le minimum de la nuit du 8 au 9 août ; le septième, le minimum de la nuit du 9 au 10 août ; le huitième, le minimum de la nuit du 10 au 11 août ; le neuvième, le minimum de la nuit du 11 au 12 août ; le dixième, le minimum de la nuit du 12 au 13 août ; le onzième, le minimum de la nuit du 13 au 14 août ; le douzième, le minimum de la nuit du 14 au 15 août ; le treizième, le minimum de la nuit du 15 au 16 août ; le quatorzième, le minimum de la nuit du 16 au 17 août ; le quinze, le minimum de la nuit du 17 au 18 août ; le seize, le minimum de la nuit du 18 au 19 août ; le dix-sept, le minimum de la nuit du 19 au 20 août ; le dix-huit, le minimum de la nuit du 20 au 21 août ; le dix-neuf, le minimum de la nuit du 21 au 22 août ; le vingt, le minimum de la nuit du 22 au 23 août ; le vingt-et-un, le minimum de la nuit du 23 au 24 août ; le vingt-deux, le minimum de la nuit du 24 au 25 août ; le vingt-trois, le minimum de la nuit du 25 au 26 août ; le vingt-quatre, le minimum de la nuit du 26 au 27 août ; le vingt-cinq, le minimum de la nuit du 27 au 28 août ; le vingt-six, le minimum de la nuit du 28 au 29 août ; le vingt-sept, le minimum de la nuit du 29 au 30 août ; le vingt-huit, le minimum de la nuit du 30 au 31 août ; le vingt-neuf, le minimum de la nuit du 31 au 1er septembre ; le trente, le minimum de la nuit du 1er au 2 septembre ; le trente-et-un, le minimum de la nuit du 2 au 3 septembre ; le trente-deux, le minimum de la nuit du 3 au 4 septembre ; le trente-trois, le minimum de la nuit du 4 au 5 septembre ; le trente-quatre, le minimum de la nuit du 5 au 6 septembre ; le trente-cinq, le minimum de la nuit du 6 au 7 septembre ; le trente-six, le minimum de la nuit du 7 au 8 septembre ; le trente-sept, le minimum de la nuit du 8 au 9 septembre ; le trente-huit, le minimum de la nuit du 9 au 10 septembre ; le trente-neuf, le minimum de la nuit du 10 au 11 septembre ; le quarante, le minimum de la nuit du 11 au 12 septembre ; le quarante-et-un, le minimum de la nuit du 12 au 13 septembre ; le quarante-deux, le minimum de la nuit du 13 au 14 septembre ; le quarante-trois, le minimum de la nuit du 14 au 15 septembre ; le quarante-quatre, le minimum de la nuit du 15 au 16 septembre ; le quarante-cinq, le minimum de la nuit du 16 au 17 septembre ; le quarante-six, le minimum de la nuit du 17 au 18 septembre ; le quarante-sept, le minimum de la nuit du 18 au 19 septembre ; le quarante-huit, le minimum de la nuit du 19 au 20 septembre ; le quarante-neuf, le minimum de la nuit du 20 au 21 septembre ; le cinquante, le minimum de la nuit du 21 au 22 septembre ; le cinquante-et-un, le minimum de la nuit du 22 au 23 septembre ; le cinquante-deux, le minimum de la nuit du 23 au 24 septembre ; le cinquante-trois, le minimum de la nuit du 24 au 25 septembre ; le cinquante-quatre, le minimum de la nuit du 25 au 26 septembre ; le cinquante-cinq, le minimum de la nuit du 26 au 27 septembre ; le cinquante-six, le minimum de la nuit du 27 au 28 septembre ; le cinquante-sept, le minimum de la nuit du 28 au 29 septembre ; le cinquante-huit, le minimum de la nuit du 29 au 30 septembre ; le cinquante-neuf, le minimum de la nuit du 30 au 31 septembre ; le soixante, le minimum de la nuit du 31 au 1er octobre ; le soixante-et-un, le minimum de la nuit du 1er au 2 octobre ; le soixante-deux, le minimum de la nuit du 2 au 3 octobre ; le soixante-trois, le minimum de la nuit du 3 au 4 octobre ; le soixante-quatre, le minimum de la nuit du 4 au 5 octobre ; le soixante-cinq, le minimum de la nuit du 5 au 6 octobre ; le soixante-six, le minimum de la nuit du 6 au 7 octobre ; le soixante-sept, le minimum de la nuit du 7 au 8 octobre ; le soixante-huit, le minimum de la nuit du 8 au 9 octobre ; le soixante-neuf, le minimum de la nuit du 9 au 10 octobre ; le septième, le minimum de la nuit du 10 au 11 octobre ; le huitième, le minimum de la nuit du 11 au 12 octobre ; le neuvième, le minimum de la nuit du 12 au 13 octobre ; le dixième, le minimum de la nuit du 13 au 14 octobre ; le onzième, le minimum de la nuit du 14 au 15 octobre ; le douzième, le minimum de la nuit du 15 au 16 octobre ; le treizième, le minimum de la nuit du 16 au 17 octobre ; le quatorzième, le minimum de la nuit du 17 au 18 octobre ; le quinze, le minimum de la nuit du 18 au 19 octobre ; le seize, le minimum de la nuit du 19 au 20 octobre ; le dix-sept, le minimum de la nuit du 20 au 21 octobre ; le dix-huit, le minimum de la nuit du 21 au 22 octobre ; le dix-neuf, le minimum de la nuit du 22 au 23 octobre ; le vingt, le minimum de la nuit du 23 au 24 octobre ; le vingt-et-un, le minimum de la nuit du 24 au 25 octobre ; le vingt-deux, le minimum de la nuit du 25 au 26 octobre ; le vingt-trois, le minimum de la nuit du 26 au 27 octobre ; le vingt-quatre, le minimum de la nuit du 27 au 28 octobre ; le vingt-cinq, le minimum de la nuit du 28 au 29 octobre ; le vingt-six, le minimum de la nuit du 29 au 30 octobre ; le vingt-sept, le minimum de la nuit du 30 au 31 octobre ; le vingt-huit, le minimum de la nuit du 31 au 1er novembre ; le vingt-neuf, le minimum de la nuit du 1er au 2 novembre ; le trente, le minimum de la nuit du 2 au 3 novembre ; le trente-et-un, le minimum de la nuit du 3 au 4 novembre ; le trente-deux, le minimum de la nuit du 4 au 5 novembre ; le trente-trois, le minimum de la nuit du 5 au 6 novembre ; le trente-quatre, le minimum de la nuit du 6 au 7 novembre ; le trente-cinq, le minimum de la nuit du 7 au 8 novembre ; le trente-six, le minimum de la nuit du 8 au 9 novembre ; le trente-sept, le minimum de la nuit du 9 au 10 novembre ; le trente-huit, le minimum de la nuit du 10 au 11 novembre ; le trente-neuf, le minimum de la nuit du 11 au 12 novembre ; le quarante, le minimum de la nuit du 12 au 13 novembre ; le quarante-et-un, le minimum de la nuit du 13 au 14 novembre ; le quarante-deux, le minimum de la nuit du 14 au 15 novembre ; le quarante-trois, le minimum de la nuit du 15 au 16 novembre ; le quarante-quatre, le minimum de la nuit du 16 au 17 novembre ; le quarante-cinq, le minimum de la nuit du 17 au 18 novembre ; le quarante-six, le minimum de la nuit du 18 au 19 novembre ; le quarante-sept, le minimum de la nuit du 19 au 20 novembre ; le quarante-huit, le minimum de la nuit du 20 au 21 novembre ; le quarante-neuf, le minimum de la nuit du 21 au 22 novembre ; le cinquante, le minimum de la nuit du 22 au 23 novembre ; le cinquante-et-un, le minimum de la nuit du 23 au 24 novembre ; le cinquante-deux, le minimum de la nuit du 24 au 25 novembre ; le cinquante-trois, le minimum de la nuit du 25 au 26 novembre ; le cinquante-quatre, le minimum de la nuit du 26 au 27 novembre ; le cinquante-cinq, le minimum de la nuit du 27 au 28 novembre ; le cinquante-six, le minimum de la nuit du 28 au 29 novembre ; le cinquante-sept, le minimum de la nuit du 29 au 30 novembre ; le cinquante-huit, le minimum de la nuit du 30 au 31 novembre ; le cinquante-neuf, le minimum de la nuit du 31 au 1er décembre ; le soixante, le minimum de la nuit du 1er au 2 décembre ; le soixante-et-un, le minimum de la nuit du 2 au 3 décembre ; le soixante-deux, le minimum de la nuit du 3 au 4 décembre ; le soixante-trois, le minimum de la nuit du 4 au 5 décembre ; le soixante-quatre, le minimum de la nuit du 5 au 6 décembre ; le soixante-cinq, le minimum de la nuit du 6 au 7 décembre ; le soixante-six, le minimum de la nuit du 7 au 8 décembre ; le soixante-sept, le minimum de la nuit du 8 au 9 décembre ; le soixante-huit, le minimum de la nuit du 9 au 10 décembre ; le soixante-neuf, le minimum de la nuit du 10 au 11 décembre ; le septième, le minimum de la nuit du 11 au 12 décembre ; le huitième, le minimum de la nuit du 12 au 13 décembre ; le neuvième, le minimum de la nuit du 13 au 14 décembre ; le dixième, le minimum de la nuit du 14 au 15 décembre ; le onzième, le minimum de la nuit du 15 au 16 décembre ; le douzième, le minimum de la nuit du 16 au 17 décembre ; le treizième, le minimum de la nuit du 17 au 18 décembre ; le quatorzième, le minimum de la nuit du 18 au 19 décembre ; le quinze, le minimum de la nuit du 19 au 20 décembre ; le seize, le minimum de la nuit du 20 au 21 décembre ; le dix-sept, le minimum de la nuit du 21 au 22 décembre ; le dix-huit, le minimum de la nuit du 22 au 23 décembre ; le dix-neuf, le minimum de la nuit du 23



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## En Italie

### Une grève générale dans l'industrie pour le 6 février

De notre correspondant  
L'industrie italienne sera bloquée, quatre jours, par une grève générale. Les syndicats ont décidé l'aggravation de la situation en s'annonçant qu'ils pourraient être pris en compte officiellement. Le rétablissement ne peut intervenir qu'à deux conditions : la mise en grève des ouvriers de la sidérurgie, au moment même de son lancement, et une grande agitation régionale en Lombardie. Le 6 février, M. Colombo, ministre du Travail, a annoncé que le gouvernement ne pouvait intervenir qu'à deux conditions : la mise en grève des ouvriers de la sidérurgie, au moment même de son lancement, et une grande agitation régionale en Lombardie. Le 6 février, M. Colombo, ministre du Travail, a annoncé que le gouvernement ne pouvait intervenir qu'à deux conditions : la mise en grève des ouvriers de la sidérurgie, au moment même de son lancement, et une grande agitation régionale en Lombardie.

## BILLET

### Un geste de « bonne volonté » de l'OPEP

L'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) a une si mauvaise image de marque en Occident que, même lorsqu'elle fait un geste de bonne volonté à l'égard des pays les plus pauvres, elle n'est pas crue par l'opinion publique. Le fonds d'aide qu'elle a créé mercredi les ministres des finances de l'Organisation réunis à Paris n'est que de 800 millions de dollars. Le milliard prévu n'a pu être atteint parce que l'Indonésie et l'Équateur, qui connaissent des difficultés de paiements, n'ont pu y participer. Les autres pays ont maintenu leurs engagements alors qu'ils ont, eux aussi, des difficultés de balance des paiements. Il est vrai que le nouveau fonds doit, avant d'être en fonction, être approuvé par les gouvernements et les Parlements des différents pays membres. Selon les statistiques de l'O.C.D.E., l'aide publique des pays de l'OPEP aux pays pauvres a atteint, en 1975, quelque 3,5 milliards de dollars. C'est peu par rapport à l'excédent de la balance courante de ces nations, qui a été l'an dernier de 46,6 milliards de dollars. C'est beaucoup si l'on compare ce montant avec le produit national des pays donateurs. La même année, l'ensemble de

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### EXTENSION DU CHOMAGE PARTIEL A LA SOLMER

### La C.G.T. et la C.F.D.T. appellent à une journée d'action dans la sidérurgie

Au neuvième jour de la grève déclenchée par le personnel des hauts fourneaux, qui a entraîné la paralysie progressive des services de production et la mise en chômage technique décidée par la direction de mille trois cents salariés, le conflit de l'usine Solmer de Fos est dans une impasse totale. Au cours d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise qui a eu lieu le mercredi 28 janvier, la direction a annoncé qu'elle était prête, « en raison de la pénurie de fonte », à étendre la fermeture temporaire des ateliers. D'ici au 11 février, si aucun accord n'est trouvé, quatre mille trois cents salariés seraient mis en chômage sans compensation de salaire. De leur côté, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie ont décidé, à l'issue d'une réunion commune mercredi, d'organiser une « journée nationale d'action » dans la sidérurgie le 6 février, qui pourrait être marquée par des arrêts de travail. Rappelons que la réduction des horaires est pour la plupart des sidérurgistes de l'ordre de 20 % et se traduit, compte tenu des indemnités, par une perte de salaire d'environ 7 %.

#### De notre correspondant régional

Marseille. — Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée en début de soirée mercredi à Marseille, le directeur général de Solmer a réaffirmé qu'il ne lui était pas possible d'examiner des revendications et non spécifiquement de Fos. Le directeur général a appelé que Solmer était rattachée, sur le plan conventionnel, au système de négociations paritaires de la sidérurgie de l'Est, dans le cadre d'Assimil. « En 1975, la hausse des salaires a été de 9,8 % mais, au sein de Solmer, par le jeu des promotions et autres avantages, elle a atteint en moyenne 14 %. C'est un fait cependant que la rémunération réelle des derniers mois de l'année a été la plus élevée d'environ 7 % pour les personnels les plus affectés par les mesures de chômage conjoncturel. » Le directeur de Solmer a d'autre part admis que l'application de réductions d'horaires pouvait créer des disparités entre les diverses catégories de salariés, mais qu'il n'avait pas le droit de limiter ou mieux l'ajuster. Il a déclaré que son objectif prioritaire était de revenir, dès que possible, à des horaires normaux et peut-être de le mois de mars, si l'on ne peut empêcher la situation.

## EMPLOI

### Réduction d'horaires et mises en pré-retraite chez Lip

#### De notre correspondant

Besançon. — M. Claude Neuschwander, président de la Société européenne d'horlogerie et d'équipements mécaniques, gérant des actifs de Lip, a fait part le 27 janvier au comité d'entreprise de la firme bisontine des décisions, prises le 23 janvier par le conseil d'administration de la société, visant à diminuer les charges et à résorber les excédents de stock. Les mesures concrètes arrêtées à cet effet comportent notamment une réduction des horaires modulée suivant les ateliers et pouvant être ramenée dans certains cas de 42 h. 30 à 38 h. ainsi que la mise en pré-retraite de trente-sept salariés ayant atteint cinquante-sept ans et quatre mois (l'ASSÉDIC intervenant pour l'indemnisation des sept cent quarante jours en deçà de soixante ans). Le syndicat C.G.T., minoritaire dans l'entreprise, a exprimé son opposition à de telles mesures, accusant notamment M. Neuschwander d'appliquer les consignes de M. Chirac et de M. Ceyrac, qui demandent aux organisations syndicales de ne pas être trop gourmandes. Rejetant l'appel à l'union sociale de leur patron, les représentants de la C.G.T. ont, au cours de la même réunion du comité d'entreprise, fait savoir qu'ils demandaient le maintien du salaire sur la base de 42 h. 30, quel que soit l'horaire, l'augmentation des salaires en 1976, l'application de l'échelle mobile sur la base des indices C.G.T., le remplacement des départs par des chômeurs et, pour le personnel qui le désire, l'application d'une véritable pré-retraite payée par la direction. La C.F.D.T. s'est montrée plus prudente, en s'accordant deux

## AGRICULTURE

### La « grogne » s'accroît dans les campagnes

#### Trois blessés lors d'une manifestation à Tours

Quelque deux mille agriculteurs ont participé, mercredi 28 janvier, à une manifestation organisée par la Fédération française de l'agriculture, organisation dissidente conservatrice, devant l'hôtel de ville de Tours (Indre-et-Loire), pour réclamer en 1976 une augmentation minimale de 20 % des prix garantis. Notre correspondant nous signale qu'un grave accident a marqué cette manifestation. Une automobile est entrée dans la

### L'INSTITUT DE SÉLECTION ANIMALE DEVRAIT PRÉSERVER LA RECHERCHE AVICOLE FRANÇAISE

Le ministère de l'Agriculture vient de décider la création d'une chaîne de l'institut de sélection animale (I.S.A.). Cet institut devrait permettre à la France de conserver une bonne place dans le monde de la génétique animale avicole, grâce d'une part à l'association scientifique de l'institut national de la recherche agronomique, de la société anonyme d'études et d'investissements de l'institut de développement industriel et d'universités, fonds alimentés par les cotisations des éleveurs, et d'autre part à la L.S.A. permettra à la France de conserver une place dans le monde de la génétique animale avicole, grâce d'une part à l'association scientifique de l'institut national de la recherche agronomique, de la société anonyme d'études et d'investissements de l'institut de développement industriel et d'universités, fonds alimentés par les cotisations des éleveurs, et d'autre part à la L.S.A.

## CONJONCTURE

### M. BIDEGAIN : nous sortirons du tunnel, mais on nous attend à la sortie.

« Nous sortirons peut-être du tunnel, mais on nous attend à la sortie », a déclaré, le 27 janvier, José Bidegain, président de la commission des relations internationales du Conseil national du patronat français, et délégué général d'Entours et de l'Association des journalistes économiques et financiers.

Stimulant des tendances croissantes à un déséquilibre du commerce extérieur français, M. Bidegain a déclaré : « Des deux problèmes majeurs de l'économie française, celui de l'emploi et celui de l'équilibre des échanges avec l'étranger, le paradoxe veut que jusqu'à présent toute amorce de solution pour l'un soit passée par une aggravation de l'autre. Or, contrairement à ce qu'on pense traditionnellement en France, l'exportation ne doit pas être considérée comme un remède à nos maux. C'est la demande qui doit être stimulée. Elle doit pouvoir s'appuyer sur un marché intérieur soutenu. »

Malgré la chute de compétitivité des produits français par rapport à leurs concurrents étrangers en 1975, notamment pour des raisons monétaires, M. Bidegain a déclaré : « D'abord, reconsidérer bilatéralement nos relations avec les pays clients et fournisseurs, de façon à établir des balances entre achats et ventes, et à échapper aux inconvénients de l'absence d'un étalon monétaire international stable. Deuxièmement, chercher à valoriser nos propres richesses : des deux côtés du vingtième siècle, énergie et protéines nous en avons eu moins que nous. Troisièmement, pratiquer en France une politique de substitution des produits français aux produits importés quand cela est possible. Quatrièmement, accroître les investissements industriels et commerciaux français à l'étranger. »

### CONCERTATION TRIPARTITE POUR SORTIR LE COGNAC DE LA CRISE

(De notre correspondant.)  
Poitiers. — Pour tenter de trouver des solutions à la crise que traverse le cognac — cinq années de production en stock et diminution de la consommation — une réunion « au sommet » a regroupé, mardi 27 janvier, à la préfecture de région à Poitiers, les représentants des producteurs, des négociants, des parlementaires, le préfet de région, les préfets de Charente et de Charente-Maritime, ainsi que le directeur de l'agriculture, ainsi que les représentants de plusieurs établissements bancaires.

La mise à l'étude et la création d'un troisième produit (après le cognac et le pineau) a été proposée ainsi que la recherche de débouchés nouveaux et une intervention auprès des pays qui pratiquent une discrimination tarifaire à l'importation du cognac. Les négociants ont été également invités à améliorer la qualité de leur produit et les viticulteurs à réduire le rendement des vignobles en modifiant la technique de la taille des vignes et en supprimant toutes les plantations illicites entre 4 000 et 6 000 hectares. La commercialisation promise de 4 hectares d'alcool par hectare, soit 360 000 hectolitres pour l'ensemble du Cognac, avait fait l'objet d'un protocole d'accord la semaine passée, mais il apparaît difficilement réalisable : 300 000 hectolitres seulement pourraient être pris en compte. Une aide de l'Etat étant impossible pour financer les 60 000 hectolitres restants, le FORMA (Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles) pourrait intervenir dans une proportion de 30 %, les négociants, appuyés par un « pool » bancaire, assurant le reste.

### Un comité de chômeurs parisien revendique « le droit d'expression » à l'intérieur des bureaux de l'A.N.P.E.

Le comité de chômeurs du quinzième arrondissement, qui s'est constitué en novembre dernier, après une grève des employés du centre de pontage Javel-Lourmel, et qui réclame le droit d'expression des travailleurs syndiqués ou non, vient de réunir, dans les locaux de l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), une conférence de presse pour réclamer, notamment, « le droit à l'information et à l'expression ». Le comité a également demandé la suppression des bureaux de l'A.N.P.E. Soutenu par l'union locale de la C.F.D.T., ce comité entend faire connaître et appliquer toutes les dispositions légales dont doivent bénéficier les travailleurs sans emploi. Un collectif d'avocats s'est formé, qui expose, dans un article à paraître (1), son action et ses buts. Selon le comité de chômeurs du quinzième arrondissement, seulement une personne sur douze est admise au titre des 90 % (allocation, supplément d'attente) et quelque sept

## ÉCHANGES INTERNATIONAUX

### LE MINISTRE ALGÉRIEN DU COMMERCE SE RENDRA PROCHAINEMENT EN FRANCE

M. Layachi Fayer, le ministre algérien du commerce, se rendra prochainement en France, à l'invitation de la chambre de commerce franco-arabe. En annonçant qu'Alger avait déjà répondu positivement à l'invitation de la chambre de commerce franco-arabe, M. Fayer a souligné, le mardi 27 janvier, lors d'un colloque organisé à Rouen par l'Association « Connaitre le monde arabe », que cette visite interviendrait à un moment où les relations commerciales entre les deux pays traversent une phase difficile.

### A Brasilia

#### MM. SAUVAGNARGUES ET BARRE ONT OUVERT LEURS ENTRETIENS AVEC LES DIRIGEANTS BRÉSILIENS

Voyageant à bord de Comodore, M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, accompagné de M. Raymond Barre, ministre du commerce extérieur, et d'une délégation de deux personnes, est arrivé mercredi 28 janvier à Brasilia. M. Sauvagnargues a déclaré que la première réunion de la grande commission franco-brésilienne donnerait le coup d'envoi de la nouvelle coopération entre la France et le Brésil. « Je suis venu, a-t-il dit, sans contrat dans la poche, mais nous comptons mettre au point une ample et efficace structure de coopération à long terme pour rapprocher nos deux peuples. » Reprenant les paroles de M. Sauvagnargues, le ministre brésilien des affaires étrangères, M. Azeredo da Silveira, qui l'avait accueilli à l'aéroport de Brasilia, a déclaré : « Vous venez sans contrat dans la poche, mais je tiens à vous assurer que tout ce qui sera discuté durant votre séjour sera finalement traduit en termes concrets. » M. Sauvagnargues et Barre ont commencé, ce jeudi, les entretiens avec les dirigeants brésiliens.

### CRÉDIT

#### VERS UN RELEVEMENT DU PLAFOND AU-DELA DUQUEL LES RÈGLEMENTS PAR CHÈQUES SONT OBLIGATOIRES

Le plafond de 1 500 francs au-delà duquel les règlements et versements doivent obligatoirement être effectués par chèques va être relevé. Le Journal officiel — débats parlementaires — du 29 janvier publie, en effet, une réponse de M. Fournier à une question écrite en ce sens posée par M. Maurice Schumann. Le ministre déclare que « le relèvement de ce seuil est actuellement examiné dans un esprit favorable et pourrait faire l'objet d'une proposition soumise au Parlement dans un prochain texte ». Le plafond de 1 500 francs avait été fixé par la loi des finances de 1971.

### MM. FOURCADE ET D'ORNANO, arrivés le 28 janvier à Varsovie pour une visite de cinq jours, participent jeudi et vendredi à la troisième session de la commission franco-polonaise de coopération économique, industrielle, scientifique et technique.



## LA VIE ÉCONOMIQUE

## FISCALITÉ Les obligations des contribuables au cours du premier trimestre (impôts directs)

Les contribuables vont devoir, au cours de ce premier trimestre, remplir un certain nombre d'obligations fiscales. Nous les énumérons ci-dessous.

## Paiements d'impôts

## ● LE 15 FÉVRIER.

— Paiement du premier acompte provisionnel d'impôt sur le revenu. — Les contribuables n'ayant pas opté pour le paiement mensuel de l'impôt sur le revenu et dont l'impôt payé en 1975 (revenus de 1974) a été supérieur à 400 francs devront acquitter leur premier acompte (égal au tiers de l'impôt payé en 1975) le 15 février au plus tard. Cependant, par la loi du 26 décembre 1975, le Parlement a autorisé le gouvernement à procéder, par voie d'ordonnances, à la réduction, à la suppression et au report des acomptes d'impôt sur le revenu payables avant le 2 avril 1976, ainsi qu'au relèvement du minimum de cotisation d'impôt sur le revenu (400 F) donnant lieu, en 1976, au versement d'acomptes provisionnels.

Dans l'hypothèse où une telle mesure serait décidée par le gouvernement, nous ne manquerons pas d'en aviser immédiatement nos lecteurs.

Par ailleurs, et comme chaque année, les contribuables qui prévoient que leur imposition de 1976 (revenus de 1975) sera inférieure à celle de 1975 (revenus de 1974) peuvent limiter leur versement au tiers de l'impôt dont ils sont redevables pour l'année entière (c'est le cas notamment des contribuables qui ont pris leur retraite au cours de l'année 1975, ou de ceux qui ont vu leur quotient familial augmenter : mariage, naissance...). Les contribuables concernés doivent signaler cette opération à leur percepteur par simple lettre.

## ● LE 28 FÉVRIER.

— Participation obligatoire à la

formation professionnelle continue. — Les employeurs assujettis à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue doivent consacrer au financement d'actions de formation des sommes représentant un certain pourcentage du montant des salaires payés pendant l'année en cours. Toutefois, sont pris en considération au titre d'une année donnée les versements effectués avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante à des organismes agréés.

● LE 1<sup>er</sup> MARS.

— Versement par les sociétés débiteurs de l'impôt forfaitaire de 1 000 francs. — Les sociétés qui ont enregistré un déficit fiscal pour leur exercice clos au cours de l'année 1975 doivent verser, le 1<sup>er</sup> mars au plus tard, l'impôt forfaitaire de 1 000 francs.

Cet impôt est déductible, jusqu'au 31 décembre 1976, de l'impôt dû par la société concernée. En revanche, pour les sociétés qui restent déficitaires pendant cette même période, ce versement sera définitif.

## ● LE 15 MARS.

— Versement du premier acompte d'impôt sur les sociétés. — Les sociétés ayant clos leur exercice à la date du 31 décembre 1975 doivent verser spontanément, au plus tard le 15 mars, un premier acompte d'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 1975 et égal à 10 % du bénéfice imposable de l'exercice clos le 31 décembre 1975.

## Déclarations des revenus

## ● LE 31 JANVIER.

— Option pour le régime du « réel simplifié » des entreprises précédemment imposées au forfait. — Les contribuables imposés sous le régime du forfait peuvent opter pour le régime du réel simplifié avant le 1<sup>er</sup> février, s'ils désirent être imposés à ce nouveau régime à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976. Ces options peuvent être faites par les contribuables imposés au forfait au titre de la période 1974-1975 et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 F pour les entreprises de vente, les hôteliers et les loueurs en meublé ; à 1 500 000 F pour les prestations de services.

— Option pour le régime du « réel normal » des entreprises imposées précédemment au réel simplifié.

## ● LE 15 FÉVRIER.

— Entreprises imposées au forfait. — Ces contribuables doivent souscrire une déclaration modèle 951 ou 951 B (en double exemplaire) relative à leur activité en 1975, jusqu'à la même date, ils peuvent dénoncer le forfait qui leur avait été fixé pour la même période biennale 1974-1975. Enfin, pour ceux d'entre eux dont le chiffre d'affaires ne vient pas à renouvellement en 1976, ce délai de déclaration est reporté au 15 avril.

## ● LE 28 FÉVRIER.

— Déclaration du revenu global de 1975. — C'est en principe pour le 28 février au plus tard que les personnes qui ont réalisé des revenus imposables doivent les déclarer à l'inspecteur des impôts dont relève leur lieu de résidence. (Nous publierons ultérieurement une page spéciale à ce sujet.)

— Déclaration des bénéfices non commerciaux réalisés en 1975. — Les personnes ayant réalisé des bénéfices non commerciaux (professions libérales, charges et offices et activités ne se rattachant pas à une autre catégorie de revenus) en 1975 doivent souscrire une déclaration : — N° 2035 s'ils sont au bénéfice réel (déclaration contrôlée) ; — N° 2037 s'ils sont au forfait (évaluation administrative), lorsque leur chiffre d'affaires est inférieur à 175 000 F.

— Les écrivains et compositeurs n'ont plus à souscrire cette déclaration de bénéfices non commerciaux, lorsque les produits de droits d'auteur qu'ils perçoivent sont intégralement déclarés par le débiteur. Un régime spécial est applicable (régime comparable à celui des salariés) et la déclaration spéciale des revenus est suffisante.

— Par ailleurs, les contribuables qui perçoivent des revenus non commerciaux accessoires à leur activité principale sont dispensés de souscrire une déclaration spéciale lorsque le montant de ces revenus est inférieur à 9 000 F (cas des loueurs en meublé non professionnels notamment).

— Les sociétés civiles de moyens ayant opté pour le régime de la transparence fiscale doivent produire une déclaration n° 2036. — Déclaration des bénéfices industriels et commerciaux. — Les entreprises imposables au régime du bénéfice réel doivent souscrire une déclaration spéciale n° 2031 avant le 1<sup>er</sup> mars 1976 lorsqu'elles ont clos leur exercice 1975 à une date autre que le 31 décembre.

— Sociétés immobilières de copropriété (transparence fiscale). — Les sociétés immobilières de copropriété, dotées de la transparence fiscale, doivent souscrire, avant le 1<sup>er</sup> mars, une déclaration n° 2071 en double exemplaire.

— Sociétés immobilières non transparentes et non passibles de l'impôt sur les sociétés. — Ces sociétés, qui laissent la jouissance (gratuite ou à titre onéreux) de leurs immeubles à leurs associés, doivent souscrire (en double

exemplaire) une déclaration n° 2072.

## ● LE 31 MARS.

— Déclaration des bénéfices industriels et commerciaux. — Les entreprises imposables au régime du bénéfice réel, qui ont clos leur exercice 1975 le 31 décembre, doivent souscrire avant le 1<sup>er</sup> avril 1976 une déclaration n° 2031 à laquelle doivent être jointes les imprimés n° 2050 à 2059.

## Obligations des employeurs et débiteurs

## ● LE 31 JANVIER.

— Déclaration des traitements et salaires versés en 1975. — C'est avant le 1<sup>er</sup> février que les employeurs doivent déclarer les traitements et salaires qu'ils ont payés au cours de l'année 1975, au moyen d'un imprimé D.A.S.1, que ces employeurs soient exem-

plaire) une déclaration n° 2072. — C'est également avant le 1<sup>er</sup> février que doivent être déclarées à l'administration fiscale les pensions et rentes viagères versées en 1974, dès lors qu'elles dépassent 300 F et qu'elles sont imposables au nom du bénéficiaire. Ces déclarations (modèle 2466) sont à

DERNIER DÉLAI	PAIEMENT D'IMPÔT	DÉCLARATION DES REVENUS	DÉCLARATION DES EMPLOYEURS ET DÉBITEURS
31 JANVIER.		— Option au réel simplifié par les contribuables ; — Option au réel normal.	— Employeurs ; — Débiteurs de pensions et de rentes viagères ; — Commissions, courtages...
15 FÉVRIER.	Premier acompte d'impôt sur le revenu.	— Forfait, déclaration 951 ou 951 B ; — Déclaration des forfaits.	— Intérêts payés en 1975 ; — Contrats de prêts.
28 FÉVRIER.	Formation professionnelle continue.	— Déclaration des revenus ; — Bénéfices industriels et commerciaux ; — Bénéfices non commerciaux ; — Sociétés immobilières.	
1 <sup>er</sup> MARS...	Impôt forfaitaire de 1 000 F pour les sociétés.		
15 MARS...	Premier acompte d'impôt sur les sociétés (exercice clos le 31-12-1975).		
31 MARS...		Bénéfices industriels et commerciaux (exercice clos le 31-12-1975).	
	Destinataire des déclarations	Inspecteur des impôts.	Directeur départemental des impôts.

nérés ou non de la taxe sur les salaires. Cependant, les personnes qui n'emploient qu'un seul domestique ou femme de ménage sont dispensées de produire une telle déclaration. Pour le personnel agricole ou forestier, cette déclaration est établie sur imprimé n° 2464. Une déclaration annexe modèle 2461 est destinée aux employeurs ayant payé des rémunérations supérieures à 30 000 francs en 1975.

— Déclaration des pensions et

remplir quelle que soit l'identité du bénéficiaire (ascendant ou descendant) et celle du débiteur (simple, salarié). — Déclaration des courtages, commissions et honoraires. — Cette déclaration (mod. D.A.S. 1) doit être souscrite par les chefs d'entreprise lorsqu'ils ont versé à des tiers n'appartenant pas à leur personnel des sommes supérieures à 300 F par an et par personne (en un ou plusieurs versements). La loi de finances pour 1976 ayant modifié les conditions de

(Publité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCIALISATION DES TEXTILES ET DES CUIRS

« S.N.COTEC »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de :

VELOURS VESTIMENTAIRES  
TOILE TAILLEUR THERMOCOLLANT  
DOUBLURE ET MIGNONNETTE  
TOILE MÉTIS  
TOILE à MATÉLAS DAMASSÉE  
TRIPLURE TUBULAIRE POUR HAUSSES DE CEINTURES  
TISSUS NYLON POUR CONFECTION DE PARAPLUIES  
DENTELLES EN BANDE POUR GARNITURE DE SOUS-VETEMENTS

FEMININS  
TISSUS IMPERMEABLES  
VELOURS DURS ET CONTREPOITS  
VELOURS AMEUBLEMENT  
SYNDEME BRUT  
SYNDEME COLORE  
TISSU POUR CRAVATES ET ECHARPES  
TOILE à BACHE  
PELUCHE POUR BORDURE DE PANTOUFLES  
TOILE GUTTEE  
TRIPLURE POUR CRAVATES  
PELUCHE D'AMEUBLEMENT  
TRIPLURE POUR COLS DE CHEMISES  
VOILE POUR RIDEAUX  
TISSU POUR MOUCHOIRS  
TISSU POUR LINGE DE MAISON (NAPPAGE)  
DRAPERIE VESTIMENTAIRE  
FEUTRE POUR PANTOUFLES  
TOILE EN POLYPROPYLENE  
TISSU POUR HOUSSES DE VOITURES  
ETAMINE DE LAINE  
TISSU HAUTE NOUVEAUTE  
FIL à COUDRE

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction Générale, 3, bd Anatole-France, ALGER, contre remise de la somme de 100 DA.

Les fournisseurs déjà en relations commerciales avec la S.N.COTEC recevront le cahier des charges contre l'envoi d'un mandat de la contre-valeur de 100 DA.

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires requises placées sous double enveloppe cachetée, portant de façon apparente la mention : « Ne pas ouvrir - Soumission Appel d'Offres n° 01/76 », devront parvenir à l'adresse sus-indiquée avant le quarante-cinquième (45<sup>e</sup>) jour inclus à compter de la première parution du présent avis.

Toute offre ne respectant pas les indications ci-dessus ne sera pas prise en considération.

détermination du nombre de personnes à charge en matière d'impôt sur le revenu, il n'est plus possible aux entreprises de fournir avant le 31 janvier ces indications : elles ne sont plus demandées aux entreprises. Les déclarations devront donc simplement indiquer la situation de famille (célibataire, marié, veuf ou divorcé) au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du paiement ou au 31 décembre en cas de mariage en cours d'année.

## ● LE 15 FÉVRIER.

— Déclaration des intérêts payés

en 1975. — Les personnes ayant payé des intérêts en 1975 doivent les déclarer (imprimé n° 2063) lorsqu'ils n'ont pas été soumis au prélèvement à la source, et quel qu'en soit le montant.

— Déclaration des contrats de prêts. — Les personnes qui interviennent dans la conclusion de contrats de prêts doivent les déclarer au moyen de l'imprimé n° 2065. N'ont pas à être déclarés les contrats dont le montant n'excède pas 5 000 F (montant total des divers contrats de prêts contractés par une même personne).

## AUTOMOBILE

## Des Mercedes et des Ford

## Améliorations plus que franches nouveautés

Effets retardés de la crise ou au contraire effets d'une reprise qui s'est fait attendre et qui aujourd'hui se confirme ? Toujours est-il que l'on assiste depuis quelques mois à un véritable déferlement de modèles nouveaux sur le marché et que la cadence des présentations et des révélations s'accroît de façon inhabituelle. Qu'on en juge : à peine sortie du lancement de la Renault 20, la Régie annonce simultanément la présentation de la Renault 14 et de modifications importantes sur les 15 et 17. Mercedes va lancer neuf nouveaux modèles de gamme moyenne qui viennent s'insérer dans les séries 200 D et 230 E toujours produites, et Ford commercialise aujourd'hui même 29 janvier pas moins de trente-trois nouvelles Taunus tout en prévoyant pour juin prochain la présentation d'une « petite », la Fiesta (qui n'est pas autre chose que la Bobcat). On la verra à Bordeaux à l'occasion de l'inauguration de la deuxième usine de boîtes de vitesses en juin prochain.

De toutes ces nouveautés, seules les Mercedes et les Taunus de chez Ford ont été confiées à l'appréciation de la presse spécialisée voici quelques jours sur les routes provençales.

Mercedes, pour sa part, s'est, avec ses nouvelles voitures moyennes, fixé un objectif : « pousser la perfection technique » ne que l'on admettra bien volontiers, tant il y a peu de choses à reprocher à ces berlines très proches de la série S et qui ne diffèrent à l'œil que :

● Par les dimensions : 23,5 centimètres de moins en longueur, 8 centimètres en largeur, 7 centimètres à l'empattement. Mais ces différences de mesures existent déjà entre les S et l'actuelle gamme de classe moyenne qui poursuivra sa carrière parallèlement à la nouvelle série ;

● Par des innovations à l'utilisation : la vidange d'huile, qui sera effectuée soit par pompe électrique, soit par aspiration ; l'ouverture à 90 degrés du capot, ce qui enchantera les « mécanos » ; le montage en série d'un détecteur d'usure de freins ; les pare-soleil encastrés dans le plafond ; un nouveau train avant exempt d'entretien. D'autres détails, concernant les phares, les essuie-glaces, les parois, ne modifient guère l'allure générale de ces belles voitures dont la philosophie traditionnelle reste : luxe, confort, sécurité.

A une exception près, les moteurs restent identiques à ceux qui dotent la gamme existante. Cette exception est un 6-cylindres de 2,5 litres de 129 ch à 5 500 tr/min, plus économique. Son couple maximum a été fixé à 20 mkg à 3 500 tr/min (alésage 86 mm, course 72,45 mm, compression 8,7). Ce nouveau groupe nous a paru, certes, certes, mais semble manquer d'un peu de puissance à la reprise. Ce constat est surtout sensible sur une voiture à boîte de vitesses manuelle. Le tenue de route n'attire guère de reproche et ce n'est une certaine tendance à se coucher dans les virages, mais rien n'altère vraiment la sécurité.

Chez Ford, les nouvelles Taunus nous ont agréablement surpris par rapport aux modèles précédents. Nous ne parlerons pas des moteurs, qui de 7 à 13 CV restent identiques aux précédents, mais essentiellement des améliorations observées en conduite par rapport à l'ancienne gamme Taunus. C'est la stabilité directionnelle due à la pose d'un becquet à l'avant et la nouvelle conception de la suspension arrière (elle reçoit des ressorts hélicoïdaux à tarage variable), qui seraient à l'origine de cette amélioration nécessaire. De fait, sur mauvais revêtement, ce qui se soit en ligne droite ou en courbe, on note une tenue fort honorable, voire plus

satisfaisante que celle de voitures plus luxueuses et donc plus chères, quelques sautilleries sur pavés, mais pas de « couchage » de caisse ni de dérapages intempestifs.

Précisons que sur les modèles de haut de gamme (Taunus S et Taunus Ghia) les amortisseurs à gaz posés ont donné tout autant une impression de sûreté.

En ce qui concerne l'esthétique, il y a également du mieux : le capot a été abaissé, la lunette agrandie et l'arrière de ces nouvelles voitures, curieusement, rappelle la ligne... Mercedes.

CLAUDE LAMOTTE.

Les prix des nouvelles Mercedes ne sont pas encore fixés, la commercialisation ne devant intervenir que dans plusieurs semaines.

Pour les Ford Taunus, les prix cités s'entendent départ frontalier, toutes taxes comprises : 1300 L, deux portes, 22 350 F ; 1300 L, quatre portes, 22 940 F ; 1300 L, break, 24 210 F ; 1600 L, quatre portes, 23 690 F ; 1600 L, deux portes, 23 100 F ; 1300 GL, quatre portes, 24 180 F ; 1600 GL, deux portes, 24 340 F ; 1600 GL, quatre portes, 24 500 F ; 1600 GL, break, 26 755 F ; 1600 Ghia, quatre portes, 29 830 F ; 2000 Ghia, quatre portes, 31 950 F ; 1600 S, quatre portes, 26 830 F. Frais de transport : 570 F.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## EUROPE N° 1 - IMAGES ET SON

Le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1975. Le bénéfice net de la société mère Europe N° 1 Images et Son s'élève à 23 206 279 F contre 21 754 471 F pour l'exercice précédent.

Le conseil proposera à l'assemblée qui se réunira le 29 mars 1976 de fixer le dividende global à 22 millions de francs, soit 22 F brut par action, en augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente. Pour les actionnaires de statut fiscal français, ce dividende subira une retenue au titre du précompte de 1,22 F ramenant à 20,78 F le montant net. L'ensemble sera attaché à un avoir fiscal de 10,34 F. Le revenu total s'établira à 31,12 F contre 28,56 F l'année dernière, soit une progression de 8,8 %. Sur la base du cours de Bourse de la période du 2 janvier au 27 janvier 1976, le rendement s'établit à 8,15 %.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

## INDEMNISATION DES AYANTS DROIT DES SOCIÉTÉS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

Pour permettre la préparation du vingt-cinquième tirage d'amortissement des obligations indemnitaires 3 % à intérêt complémentaire variable à Caisse nationale de l'énergie - Fonds Électricité-Gaz de France - et à Caisse nationale de l'énergie - Fonds Électricité et Gaz d'Algérie - prévu le mercredi 5 mai 1976 :

— Les opérations de regroupement des coupures de 50 F et 10 F en obligations de 100 F seront suspendues à partir du 17 février 1976 jusqu'au mercredi 5 mai 1976 inclus ;

— Les opérations d'indemnisation seront suspendues à partir du 10 avril 1976 jusqu'au mercredi 5 mai 1976 inclus.

En conséquence, les demandes de regroupement, ainsi que les justifications représentant les droits à l'indemnisation, devront être déposées chez les établissements agréés de telle sorte que ceux-ci puissent présenter leurs remises à la Caisse nationale de l'énergie au plus tard le lundi 16 février 1976 ou le vendredi 5 avril 1976 suivant le cas.

## BOURSE DU BRILLANT

communiqué

## MARCHÉ DU BRILLANT

Pris d'un brillant rond specimen

BLANC EXCEPTIONNEL

1 CARAT

29 janvier - 41,52 F T.T.C.

Commission 4,50 %

M. GERARD, JOAILLIERS

8, avenue Montaigne, PARIS (8<sup>e</sup>)

Tél. 338-83-96

## Pour vos vacances d'hiver louez une voiture chez

europcar

645.21.25

## FOIRE INTERNATIONALE DE PLOVDIV

BULGARIE

3-10 Septembre 1976

Biens d'équipement

Biens de consommation

Renseignements, inscriptions

OFFICINAS, 2 rue du Soc

75009 PARIS - 2 FE 74 40

## Pour votre séjour sur la COTE D'AZUR



## Le moins cher des grands loueurs

Du vendredi 17 heures au lundi 09 heures, les locations de voitures particulières ne sont facturées que pour deux journées.

Si vous prenez l'avion, réservez avant votre départ... votre voiture vous attendra aux aéroports de NICE et Toulon-Hyères.

Réervations :

à PARIS : (1) 346.11.50 Service Province

à NICE : (93) 87.14.30

AÉROPORT NICE CÔTE D'AZUR : (93) 83.13.65

CANNES : (93) 39.36.50

SAINT-RAPHAËL : (94) 95.08.39

HYÈRES : (94) 65.11.50

TOULON : (94) 92.74.32

مكتبة من الأصول



# LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
29 JANVIER

Nouveau repêl

Le mouvement de repêl annoncé les jours précédents s'est amplifié jeudi à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont cédé du terrain sur pratiquement toute la ligne, l'indice Mifcheles-Triest perdant près de six points et l'indice Chânet 0,8 %.

Les ventes étrangères ont été assez nombreuses, phénomène qui reflète une certaine appréhension sur la santé de notre économie, tandis que les opérateurs étrangers ont continué à rester sur la réserve.

De toute évidence, la Bourse de Paris traverse une période d'incertitude, l'ampleur et la solidité de la reprise économique sont discutées, le climat politique est jugé peu propice et l'ombre de la taxation des plus-values continue à planer.

Même des valeurs recherchées précédemment, comme Carrefour, ont été touchées, quelques titres se distinguant toutefois, comme Citroën, Cofinimex, Mec.

Aléa, c'est le tassement général : bâtiment et travaux publics (Bouygues, Dumez), construction électrique (Moulinex), les pétroles (G.C.F.). Les vedettes (Michelin, Afrique occidentale, Club Méditerranée, BIC, l'Oréal) ont été particulièrement ébranlées.

Aux valeurs étrangères, irrégularité des amériques (Ford, Street en repêl, mais le dollar a monté), des allemandes et des hollandaises.

Aux pétroles internationaux, bonnes tentes de Royal Dutch, mais recul de Pétróleo.

Forme quasi générale des mines d'or.

Sur le marché du métal, le tinco parait 60 F à 19 200 F, tandis que le napoléon s'avance plus nettement à 228,65 F (+ 6,60 F), entraînant la rente à 1/2 % 1972.

Le volume des transactions est resté réduit avec 7,7 millions de francs.

LONDRES

Encouragé par la perspective d'un comble des prix qui pourrait être décidé à partir de 1976, le marché s'est redressé jeudi matin. Seules, les mines d'or ont faibli légèrement.

OR (nouveau) (dollars) : 128 - contre 128 1/2

VALEURS	CLOTURE 29/1	COURS 29/1
Wor. Loan 3 1/2 %	27 1/8	27 7/16
Beckings	248	251 1/2
British Petroleum	383	385 1/2
Shell	389	391 1/2
Imperial Chemical	387	389
Unilever	188	187
De Beers	313	312 1/2
Wor. Ind. 10 1/2 %	112 1/2	112 1/2
Nio Tinto Zinc	195	195 1/2
West. Ind. 10 1/2 %	28	28 1/4

INDICES QUOTIDIENS (INSEE Base 100 : 31 déc. 1975)

Valeurs françaises	104,6	103,9
Valeurs étrangères	166	165,4
C. DES AGENTS DE CHANGES (Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	78,7	78,3

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUS-SON.** - Les résultats consolidés du groupe pour 1975 sont conformes aux prévisions faites au début de novembre dernier. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 1,7 milliard de francs à 1 milliard de francs et le résultat net de 704 millions de francs à 90 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs, qui a pratiquement doublé par rapport à 1974. Le dividende sera maintenu au niveau de 1974, soit 12,75 F par action (contre un coupon global de 13,50 F l'an dernier, qui incluait un rattrapage de 0,45 F au titre du dividende de l'exercice 1973, dont la proposition avait été limitée à 5 % sur recommandation de nos pouvoirs publics). Il sera distribué en deux parties (les trois quarts) sur le trésorier reporté à nouveau. En 1976, le groupe s'occupe d'une augmentation réelle de 10 % de son chiffre d'affaires, les investissements ne devant entraîner qu'un léger accroissement de la production.

**NOTOBRECAN.** - La société a acquis une participation de 37 % dans la société de vente à crédit pour les biens-vivants CROCI.

**DARTY.** - Les actions de la société pourraient être introduites à la Bourse de Paris à la fin de cette année ou au début de l'année.

NEW-YORK

Fléchissement

Une nouvelle vague de ventes bénéficiaires a déferlé mercredi sur Wall Street, entraînant certes quelques pertes la résistance du marché, qui a fléchi. En clôture, l'indice des valeurs industrielles a baissé de 0,46 point, en repêl de 0,46 point.

Sur 185 valeurs traitées, 98 ont baissé, 57 ont monté, et 40 n'ont pas varié.

L'activité s'est ralentie : 27,37 millions de titres ont changé de mains, contre 32,07 millions la veille.

Ce recul n'a causé aucune surprise à l'extérieur, plusieurs jours, il a même été jugé salutaire par de nombreux spécialistes dans la mesure où il permettrait d'apaiser le marché de souffler un peu avant de reprendre son mouvement ascensionnel.

Sur le plan économique, les nouvelles restent satisfaisantes et l'optimisme continue de régner.

En dehors des sidérurgiques et des mines d'or en légère hausse, presque tous les secteurs ont subi des pertes, les magnétiques et les compagnies aériennes étant les plus affectées.

Indice Dow Jones : transports, 30,54 (- 0,20) ; services publics, 30,53 (- 0,20).

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

VALEURS	COURS 29/1	COURS 28/1
Alcoa	44	43 1/4
A.T.T.	54 7/8	54 1/2
Boeing	27 1/2	27 1/8
Chase Manhattan Bank	28 3/4	28 3/4
De Post de Memores	194	195 1/8
General Electric	118 1/8	118 1/8
IBM	92 1/4	92 1/4
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/8
I.T.T.	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	50	49 3/8
McDonald	30 1/4	29 3/8
General Motors	52 5/8	52 1/2
IBM	245 7/8	245 7/

